



**CNEFOP**

# **Le financement et les effectifs de l'apprentissage**

## **Données 2016**

**novembre 2018**

# Sommaire

## Introduction ..... 4

## Partie I : Les effectifs d'apprentis repartent à la hausse en 2016 .... 6

1. Une remontée des effectifs en 2016 qui confirme la stabilisation en 2015 ..... 6
2. La part de l'apprentissage en 2016 parmi les jeunes de 16 à 25 repart légèrement à la hausse mais le poids de l'apprentissage dans le secondaire continue de diminuer.... 11
3. En 2016, la part des apprentis dans le supérieur tire les effectifs à la hausse ..... 13
4. La concentration des apprentis dans le domaine de la production reste majoritaire et se stabilise, avec une part toujours prépondérante des garçons..... 16
5. La part des apprentis agricoles dans l'apprentissage dépasse les 8%..... 18
6. Une insertion professionnelle des apprentis en hausse ..... 18

## Partie II : Vue d'ensemble sur le financement de l'apprentissage .. 20

1. Le financement de l'apprentissage sous l'angle des bénéficiaires s'élève à 5,593 Md €, en augmentation de +2,7% ..... 20
  - 1.1 Les ressources des CFA s'accroissent (+2,1%) et s'élèvent à 3,220 milliards d'euros (57,4% du financement) .....20
  - 1.2 Hausse des ressources pour les employeurs d'apprentis qui bénéficient de 1,613 milliard d'euros (28,8% du total) .....23
  - 1.3 Hausse de 8,2% pour les apprentis et leurs familles qui bénéficient hors rémunération de 409 millions d'euros.....23
  - 1.4 Synthèse des bénéficiaires du financement de l'apprentissage .....24
2. Le financement de l'apprentissage sous l'angle des contributeurs (hors rémunération) s'élève à 5,795 Mds €, et s'accroît sensiblement en 2016 (+5,2%) ..... 26
  - 2.1 Accroissement de 6,1% du financement des entreprises qui versent à l'offre de formation 1,25 Md € (21,6% du total) .....26
  - 2.2 En 2016, les Régions contribuent pour 1,913 milliards d'euros (soit 33% du total), en hausse de 7,4% .....27
  - 2.3 Accroissement de 3,7% des financements de l'Etat qui s'élèvent à 2,005 milliard d'euros (soit 34,6% du total) .....29
  - 2.4 Autres contributions.....30
  - 2.5 Synthèse des contributions au financement de l'apprentissage .....30
3. Focus sur le circuit de la taxe d'apprentissage ..... 31
  - 3.1 Le fonctionnement de la taxe d'apprentissage.....31
  - 3.2 Accroissement en 2016 du montant de la taxe d'apprentissage de 1,8% .....32
4. Les schémas des flux financiers ..... 36
5. Synthèse globale du financement de l'apprentissage ..... 39

## **Partie III : Le financement de l'offre de formation et les aides aux apprentis ..... 40**

<b>1. Les établissements de formation par apprentissage (centres de formation d'apprentis - CFA) : organismes gestionnaires et sites de formation .....</b>	<b>40</b>
1.1 La moitié des organismes gestionnaires de CFA est privée et accueille 53,5% des apprentis.....	40
1.2 Le nombre de sites de formation en apprentissage continue à s'accroître alors que le nombre de CFA diminue encore en 2016.....	42
<b>2. Les ressources globales des CFA s'élèvent à 3,220 Md € en 2016, soit une hausse de 2,1% par rapport à 2015 .....</b>	<b>43</b>
2.1 En 2016, les ressources des CFA augmentent de 1,8% .....	43
2.2 Le financement des CFA par la Taxe d'apprentissage et les branches s'accroît en 2016.....	45
2.3 Les ressources sont principalement destinées au financement pédagogique et aux dépenses de personnel .....	48
2.4 Les Régions sont les premiers financeurs de l'offre de formation (41%) ....	50
2.5 Les entreprises représentent 38,9% des ressources .....	50
2.6 D'autres contributions se retrouvent dans les comptes des CFA .....	52
<b>3. Le financement du fonctionnement pédagogique par les deux principaux financeurs se complète en grande partie .....</b>	<b>52</b>
<b>4. Les dépenses des CFA s'élèvent à 3,208 Mds € en 2016 (+2,8%) .....</b>	<b>54</b>
4.1 87 % des dépenses des CFA sont des charges de fonctionnement .....	55
4.2 Les frais de personnel s'accroissent en 2016 et constituent près des deux-tiers des charges d'exploitation .....	56
<b>5. Les investissements des CFA .....</b>	<b>57</b>
<b>6. Les aides aux jeunes (115 M€) diminuent légèrement en 2016 (-1%) .....</b>	<b>59</b>
6.1 Les frais de transport, hébergement, restauration (THR) ne transitent pas toujours par les comptes des CFA .....	59
6.2 Les Régions accordent des aides aux apprentis, au-delà du THR .....	60

## **Annexe 1 : Comptes en T des acteurs de l'apprentissage ..... 62**

## **Annexe 2 : Tableaux régionaux ..... 69**

## Introduction

---

Dans la continuité des rapports précédents de la Commission des comptes du CNEFOP et du CNFPTL, permettant une analyse sur une décennie, le rapport 2016 permet de cerner les grandes masses financières dégagées au niveau national par les principaux financeurs finaux (Entreprises, Régions, Etat) à destination des bénéficiaires finaux (CFA, employeurs d'apprentis, apprentis eux-mêmes), de les schématiser et d'analyser les circuits de la taxe d'apprentissage.

Au niveau régional, il permet d'approfondir les financements (ressources et charges) des CFA.

L'année 2015 avait été l'occasion d'apprécier l'année 1 des réformes qui avaient été engagées pour le financement de l'apprentissage, à savoir notamment :

- ☐ fusion de la TA et de la contribution au développement de l'apprentissage (CDA), taux unique de TA = 0,68%
- ☐ Versement de la TA (+ CSA) à un collecteur unique
- ☐ CSA qui finance intégralement l'apprentissage
- ☐ Séparation quota (26%), hors quota (23%) et fraction régionale (51%)

L'année 2016 constituera une des dernières années avant la mise en place de la réforme profonde du financement de l'apprentissage issue de la loi du 5 septembre 2018.

**Parmi les enseignements possibles des données 2016, plusieurs peuvent être mis en avant, notamment :**

- **Une remontée des effectifs** portée surtout par le supérieur (le niveau IV continue de baisser), et une plus forte remontée des entrées en apprentissage qui confirme les observations faites dans le précédent rapport.
- **Une hausse de l'effort global pour l'apprentissage**, tant du côté des bénéficiaires que des contributeurs.
- **Une structuration du financement de l'apprentissage qui évolue :**
  - Les ressources issues de la fiscalité de l'apprentissage (TA, CDA, CSA) et des branches professionnelles s'accroissent, et la part qui bénéficie à l'apprentissage augmente également
- Globalement en 2016 **les CFA disposent d'une solidité budgétaire, en moyenne** (cette solidité globale cache toutefois une disparité dans les situations financières des CFA).
- **Globalement, les disparités régionales s'atténuent** avec la réforme territoriale mais ne disparaissent pas. Par exemple, la taxe d'apprentissage disponible pour les CFA rapportée au nombre d'apprentis varie sensiblement d'une région à l'autre ainsi que la contribution des branches au CFA. La nature des organismes de formation (privé, public, consulaire) varie également d'une région à l'autre.

-----

**Le présent rapport est composé de trois parties :**

**La partie I** du rapport permet de présenter la situation et l'évolution des effectifs d'apprentis selon différentes caractéristiques : région, niveaux, formation, insertion. Il s'agit ici pour le CNEFOP de produire un travail de consolidations des données existantes (issues des Ministères de l'Education nationale, de l'Agriculture, du Travail principalement).

**En partie II**, une vue d'ensemble du financement de l'apprentissage au niveau national est présentée du point de vue des bénéficiaires et des contributeurs, avec en complément une analyse régionale. Un zoom sur la taxe d'apprentissage et sur les schémas globaux des flux financiers complètent cette partie.

Enfin, le financement des Centres de formation par apprentissage (CFA, SA) est détaillé **en partie III**. Celle-ci permet de disposer d'une vision consolidée et régionale des ressources et des charges des CFA. Toutes les données sont issues de l'enquête CNEFOP auprès des Régions. La base de données, accessible sur l'intranet du CNEFOP, permet en outre une analyse nationale et régionale sur la période 2007-2016.

➤ **Ce rapport est téléchargeable sur le site du CNEFOP et un résumé du rapport est également disponible**

## Partie I : Les effectifs d'apprentis repartent à la hausse en 2016

Les chiffres utilisés et retraités par le CNEFOP dans cette première partie sont issus principalement de la

- Direction de l'évaluation, de la perspective et de la performance (DEPP) du ministère de l'Education nationale,
- Direction générale de l'enseignement et de la recherche du ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation
- Direction de l'animation de la recherche, des études et des statistiques (DARES) du ministère du Travail

### 1. Une remontée des effectifs en 2016 qui confirme la stabilisation en 2015

Nb d'apprentis*	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	Evol. 07/15	Evol. 15/16
Au 31/12	425 162	427 650	424 742	426 280	436 334	438 143	424 348	405 882	405 205	412 266	-3%	+1,74%
Annualisé**	414 734	426 199	426 523	425 428	430 302	437 058	432 625	416 962	405 611	408 030	-1,6%	+0,6%

\* Hors pré-apprentissage

\*\* Les effectifs annualisés (ou pondérés) sont calculés en prenant en compte 60% des effectifs de l'année N-1 et 40% des effectifs de l'année N. Ce calcul permet de tenir compte du caractère saisonnier du recrutement des apprentis, basé sur l'année scolaire ; ce qui facilite ainsi une analyse financière des coûts rapportés aux effectifs.

Effectifs pondérés	2013	2015	2016	2015/2016
Secondaire	296 198	264 740	260 641	-1,54%
Supérieur	136 427	140 871	147 389	+4,62%
Total apprentis	432 625	405 611	408 030	+0,6%
Pré apprentissage	6 310	5 681	5 221	-8,09%
Total	438 935	411 292	413 251	+0,48%

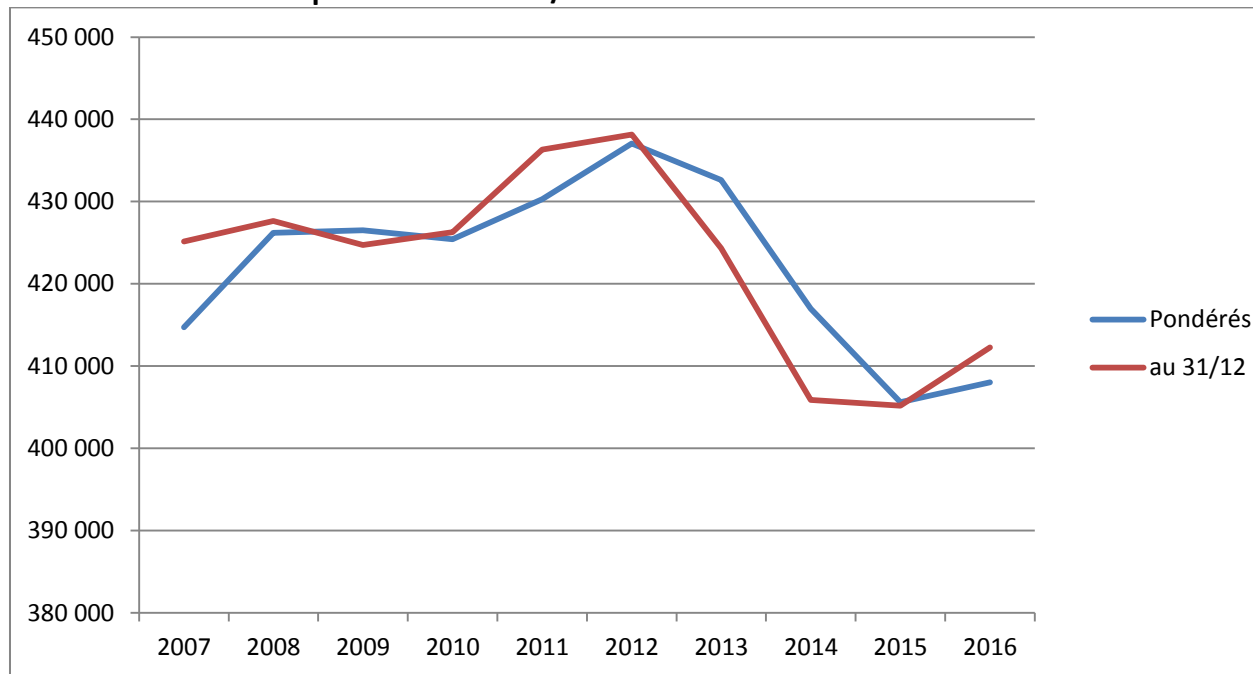
Effectifs 31/12	2013	2015	2016	2015/2016
Secondaire	286 336	261 192	259 812	-0,52
Supérieur	138 012	144 013	152 454	+5,86%
Total apprentis	424 348	405 205	412 266	+1,74%
Pré apprentissage	5 769	5 304	5 097	-3,9%
Total	430 117	410 509	417 363	+1,66%

Le nombre d'apprentis au 31 décembre 2016 s'accroît par rapport au 31 décembre 2015 (+1,74%). Les effectifs pondérés en 2016 augmentent mais plus légèrement (+0,6%), ce qui est logique car les effectifs pondérés par construction sont moins volatiles.

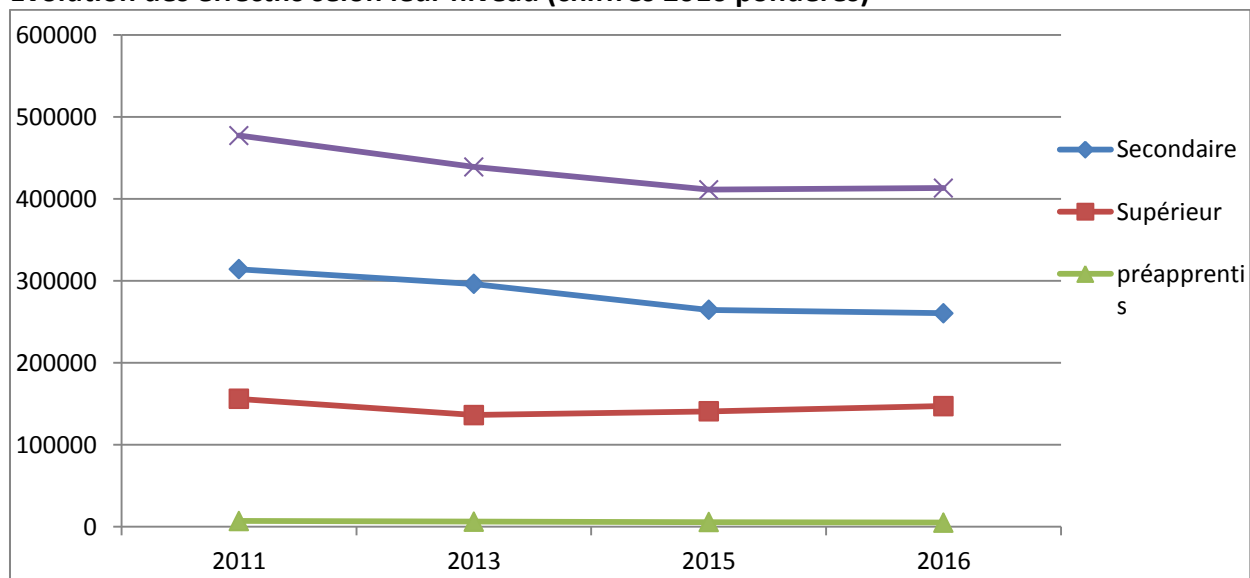
Au final, quel que soit le critère retenu, les effectifs en 2016 sont inférieurs aux effectifs en 2007, ce qui tend à montrer que la crise économique et financière qui a débuté à partir de 2008 a impacté durablement, quoi qu'avec retard, les effectifs d'apprentis qui étaient au plus haut en 2012 (la baisse des effectifs pondérés entre 2012 et 2015 est de -7,2 %). A noter que les effectifs d'apprentis avaient fortement augmenté juste avant 2007 (+15 % entre 2004 et 2007). La réforme en 2014 des primes aux employeurs pour l'embauche d'apprentis a pu également contribuer à la baisse. Toutefois, l'année 2016 marque un retour à la hausse des effectifs. Cette hausse est cependant largement tirée par le développement de l'apprentissage dans le supérieur. En effet, les effectifs pondérés en pré-apprentissage

connaissent pour leur part une baisse sensible depuis plusieurs années, confirmée en 2016. Les effectifs du secondaire baissent globalement légèrement (+0,2% pour le niveau V mais -1,7% pour le niveau IV).

#### Evolution des effectifs pondérés et au 31/12



#### Evolution des effectifs selon leur niveau (chiffres 2016 pondérés)



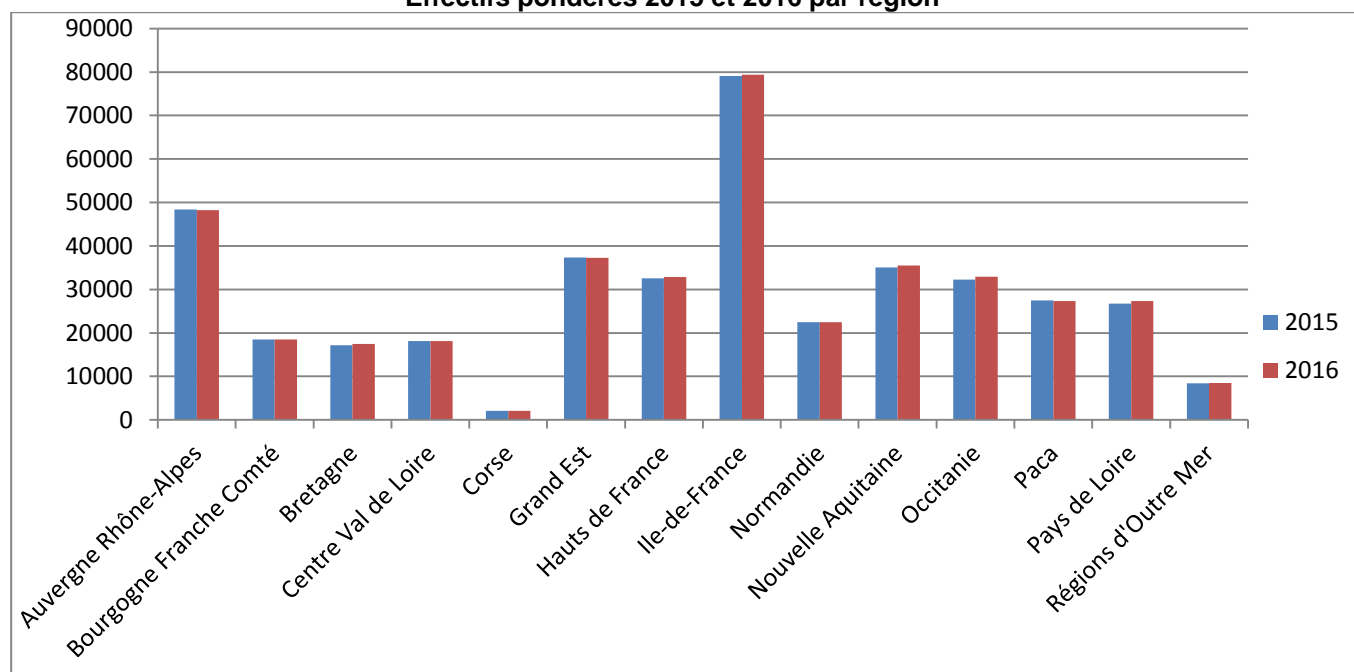
Sources Education Nationale – DEPP (retraitement CNEFOP)

Avec la réforme territoriale, la répartition des apprentis sur le territoire est plus équilibrée même si près d'un apprenti sur cinq reste formé dans la région Ile-de-France (19,4%).

Effectifs pondérés 2016	NIVEAU VI	NIVEAU V	NIVEAU IV	NIVEAU III	NIVEAU II	NIVEAU I	Apprentis	TOTAL
Auvergne-Rhône-Alpes	486	19 616	13 174	8 788	2 569	4 097	48 243	48 729
Bourgogne-Franche-Comté	351	8 346	4 939	3 595	647	936	18 463	18 815
Bretagne	165	8 103	4 912	2 347	639	1 446	17 447	17 612
Centre-Val de Loire	325	7 942	4 716	3 452	873	1 181	18 164	18 489
Corse	0	1 136	360	330	115	117	2 058	2 058
Grand Est	774	15 476	9 388	6 971	2 311	3 148	37 293	38 067
Hauts-de-France	438	12 806	8 094	6 884	1 054	4 051	32 889	33 327
Île-de-France	840	16 214	15 652	17 302	10 472	19 751	79 391	80 231
Normandie	171	10 771	5 919	3 064	730	1 995	22 479	22 650
Nouvelle-Aquitaine	693	16 220	9 059	5 565	1 655	2 975	35 474	36 167
Occitanie	493	14 950	6 993	5 555	1 604	3 841	32 944	33 437
Pays de la Loire	359	11 112	8 643	4 861	1 100	1 594	27 310	27 669
Paca	0	12 984	7 133	3 985	1 097	2 167	27 366	27 366
<b>France Métropolitaine</b>	<b>5 094</b>	<b>155 676</b>	<b>98 980</b>	<b>72 699</b>	<b>24 866</b>	<b>47 300</b>	<b>399 521</b>	<b>404 616</b>
Guadeloupe	49	782	221	412	115	20	1 550	1 599
Guyane	0	299	50	132	65	0	546	546
Martinique	58	1 209	731	568	215	53	2 775	2 833
Mayotte	20	295	211	130	40	3	680	699
Réunion	1	1 504	682	579	134	58	2 957	2 958
<b>Outre-Mer</b>	<b>127</b>	<b>4 089</b>	<b>1 895</b>	<b>1 822</b>	<b>569</b>	<b>134</b>	<b>8 508</b>	<b>8 635</b>
<b>TOTAL</b>	<b>5 221</b>	<b>159 765</b>	<b>100 875</b>	<b>74 521</b>	<b>25 435</b>	<b>47 434</b>	<b>408 029</b>	<b>413 251</b>

Sources Education Nationale - DEPP

Effectifs pondérés 2015 et 2016 par région

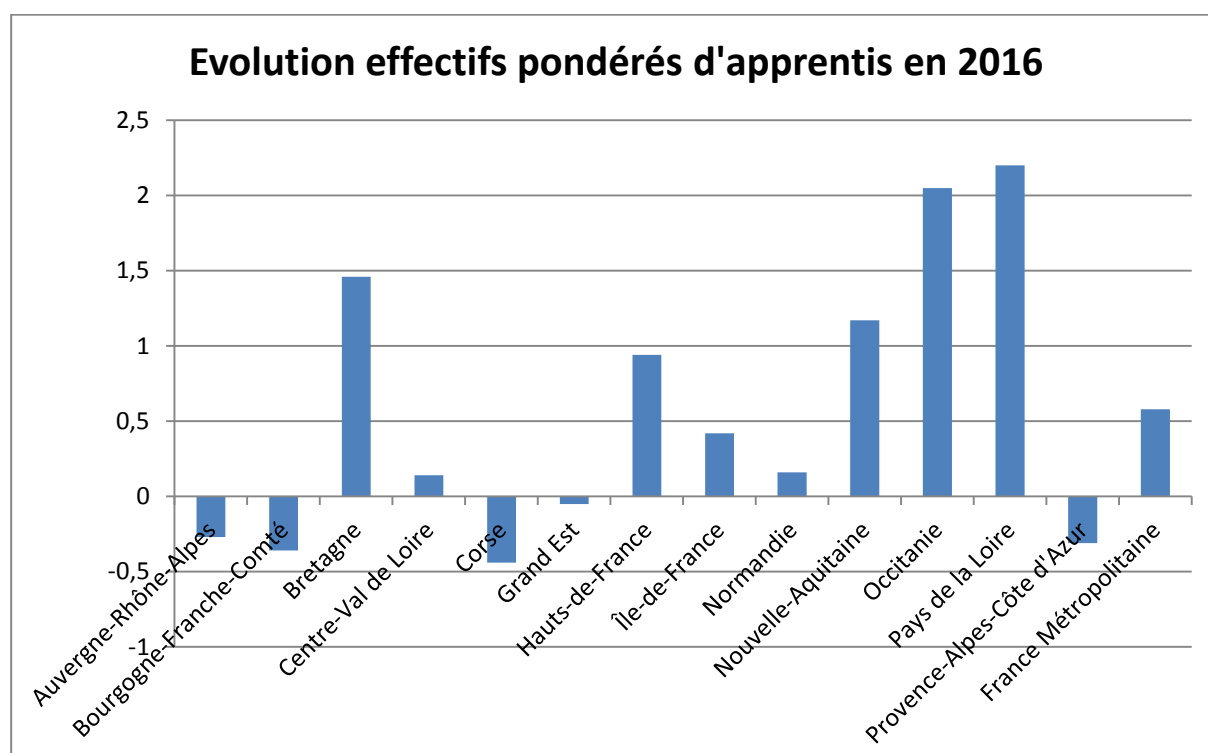


Sources Education Nationale – DEPP (retraitement CNEFOP)

En 2016, on constate plus de disparités dans l'évolution des effectifs par région qu'en 2015. En effet, 8 régions métropolitaines sont à la hausse, 5 à la baisse. Pays de Loire et Occitanie connaissent les plus fortes hausses (+2,2% et +2,05%) alors que Bourgogne Franche Comté



et la Corse connaissent les plus fortes baisses (-0,36% et -0,44%).



Sources Education Nationale – DEPP (retraitement CNEFOP)

Effectifs apprentis pondérés par Région	2015	2016	2015/2016 %
Auvergne-Rhône-Alpes	48 376	48 243	-0,27
Bourgogne-Franche-Comté	18 531	18 464	-0,36
Bretagne	17 195	17 447	+1,46
Centre-Val de Loire	18 138	18 164	+0,14
Corse	2 067	2 058	-0,44
Grand Est	37 313	37 293	-0,05
Hauts-de-France	32 585	32 889	+0,94
Île-de-France	79 061	79 391	+0,42
Normandie	22 442	22 479	+0,16
Nouvelle-Aquitaine	35 065	35 474	+1,17
Occitanie	32 283	32 944	+2,05
Pays de la Loire	26 722	27 310	+2,2
Provence-Alpes-Côte d'Azur	27 452	27 366	-0,31
<b>France Métropolitaine</b>	<b>397 232</b>	<b>399 522</b>	<b>+0,58</b>
Guadeloupe	1 441	1 550	+7,55
Guyane	567	546	-3,7
Martinique	1 526	1 454	-4,7
Mayotte	263	241	-8,3
Réunion	4 583	4 717	+2,92
<b>Outre Mer</b>	<b>8 380</b>	<b>8 508</b>	<b>+1,52</b>
<b>TOTAL</b>	<b>405 611</b>	<b>408 030</b>	<b>+0,59</b>

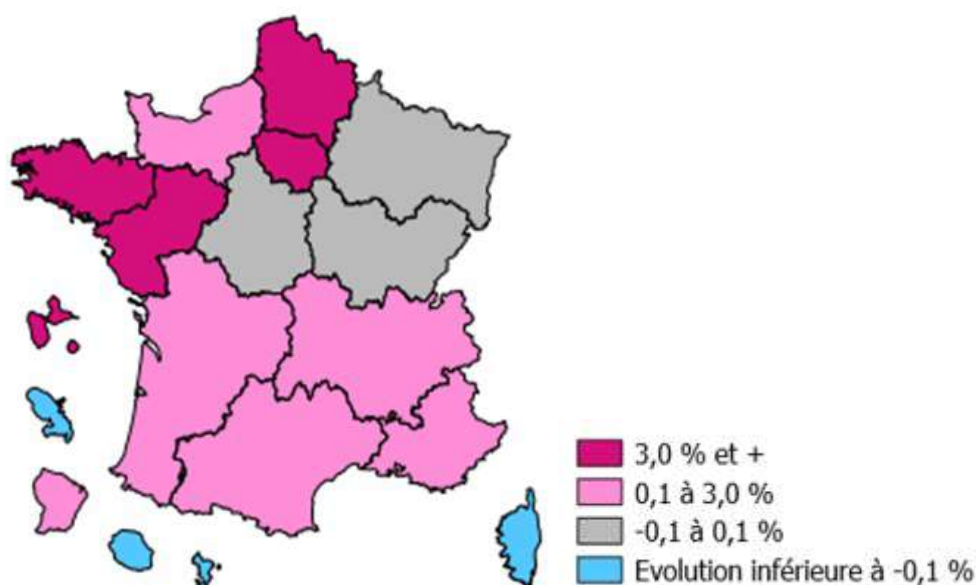
### Les entrées en apprentissage en 2016 s'accroissent sensiblement par rapport à 2015, mais cette hausse est due à l'augmentation des entrées en apprentissage dans le supérieur

Au 31 décembre 2016, on dénombre 236 300 nouveaux apprentis, soit une augmentation de 2,3% par rapport au 31 décembre 2015. Celle-ci est due à la hausse des entrées dans les formations d'enseignement supérieur qui enregistrent une croissance de 7,4 % ; tandis que les entrées dans les formations d'enseignement secondaire baissent de 0,8 %.

Entrées en apprentissage (secteur privé)	2015	2016	Evolution 2015/2016
<b>Ensemble</b>	230 878	236 260	+2,3%
Niveaux IV et V	143 328	142 230	-0,8%
Niveaux I, II et III	87 550	94 030	+7,4%

Sources Education Nationale – DEPP

### Evolution régionale académique des effectifs d'entrées en apprentissage entre 2015 et 2016



Sources Education Nationale - DEPP

### Les contrats en apprentissage en 2016 sont à la hausse et cette hausse se confirme en 2017, particulièrement dans le secteur public

En 2016, 288 700 nouveaux contrats d'apprentissage ont été signés, 275 300 dans le secteur privé et 13 400 dans le secteur public. Cela représente une hausse de 1,9 % par rapport à 2015 (1,2 % dans le privé et 19,4 % dans le public).

En 2017, 294 800 nouveaux contrats d'apprentissage ont été signés, 280 400 dans le secteur privé et 14 500 dans le secteur public. Cela représente une hausse de 2,1 % par rapport à 2016 (+1,8 % dans le privé et +7,9 % dans le public).

Plus de la moitié de cette hausse résulte de l'expérimentation introduite en 2017 par la loi du 8 août 2016 ouvrant l'apprentissage sans condition aux 26-30 ans dans neuf régions.

Contrat en apprentissage (secteur privé)	2014	2016	2017	Evolution 2016/2017
<b>Ensemble</b>	271 107	275 403	280 388	+1%
Niveaux IV et V	65,9%	64,8%	64,1%	-0,7 point
Niveaux I, II et III	34,1%	35,2%	35,9%	+0,7 point

DARES

## 2. La part de l'apprentissage en 2016 parmi les jeunes de 16 à 25 repart légèrement à la hausse mais le poids de l'apprentissage dans le secondaire continue de diminuer

5% des jeunes de 16 à 25 ans sont en apprentissage en 2016 contre 4,9% en 2015. 25,5% des jeunes en formation dans le secondaire sont en apprentissage en 2016 contre 25,6% en 2015. C'est la baisse du niveau IV qui explique le recul de l'apprentissage dans le secondaire. Dans le supérieur, la part des apprentis continue de s'accroître passant de 5,6% en 2015 à 5,8% en 2016.

	31/12/2007	31/12/2014	31/12/2015	31/12/2016	Evolution 2015/2016	Evolution 2007/2016
<b>Nombre d'apprentis</b>	425 162	405 971	405 205	412 266	+1,75%	-3%
<b>Nombre d'apprentis + pré-apprentis</b>	433 709	411 814	410 509	417 363	+1,67%	-3,8%
<b>Part des jeunes en apprentissage (16 – 25 ans)</b>	5,2%	5,2%	4,9%	5%	+0,1 point	-0,2 point
<b>Poids de l'apprentissage dans secondaire</b>	29,3%	26,1%	25,6%	25,5%	-0,1 point	-3,8 points

Sources Education Nationale - DEPP

Poids de l'apprentissage (31/12)	2014	2015	2016
V	53,6%	53,0%	53,4%
IV	14,6%	14,1%	13,9%
<b>Total enseignement secondaire (V &amp; IV)</b>	<b>26,1%</b>	<b>25,6%</b>	<b>25,5%</b>
<b>Enseignement supérieur (III, II &amp; I)</b>	<b>5,6%</b>	<b>5,6%</b>	<b>5,8%</b>

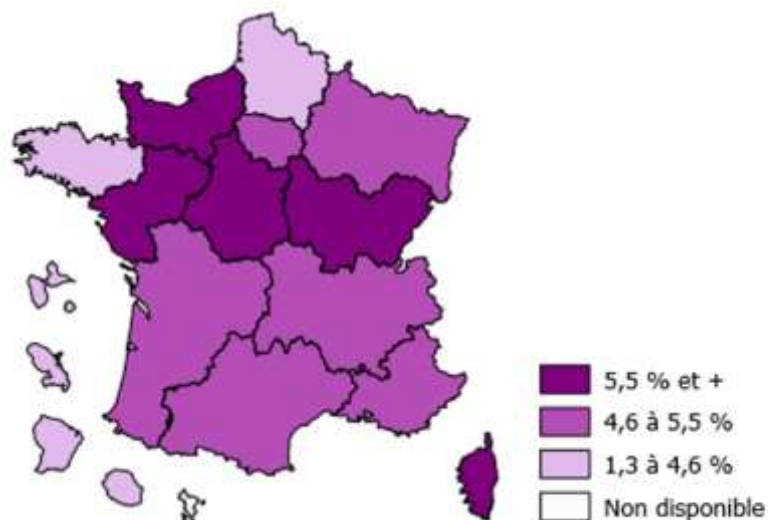
Sources Education Nationale - DEPP

Effectifs 31/12	2014	2015	2016	2015/2014	2016/2015
<b>V</b>					
Apprentis	162 226	159 610	159 998	-1,6%	0,2%
Jeunes en formation professionnelle sous statut scolaire	140 314	141 743	139 804	1,0%	-1,4%
Jeunes en formation professionnelle initiale	302 540	301 353	299 802	-0,4%	-0,5%
<b>Poids de l'apprentissage</b>	<b>53,6%</b>	<b>53,0%</b>	<b>53,4%</b>		
<b>IV</b>					
Apprentis	104 880	101 582	99 814	-3,1%	-1,7%
Jeunes en formation professionnelle sous statut scolaire	614 292	617 343	618 221	0,5%	0,1%
Jeunes en formation professionnelle initiale	719 172	718 925	718 035	0,0%	-0,1%
<b>Poids de l'apprentissage</b>	<b>14,6%</b>	<b>14,1%</b>	<b>13,9%</b>		
<b>Total enseignement secondaire (V &amp; IV)</b>					
Apprentis	267 106	261 192	259 812	-2,2%	-0,5%
Jeunes en formation professionnelle sous statut scolaire	754 606	759 086	758 025	0,6%	-0,1%
Jeunes en formation professionnelle initiale	1 021 712	1 020 278	1 017 837	-0,1%	-0,2%
<b>Poids de l'apprentissage</b>	<b>26,1%</b>	<b>25,6%</b>	<b>25,5%</b>		
<b>Enseignement supérieur (III, II &amp; I)</b>					
Apprentis (total niveau III, II & I)	138 776	144 013	152 454	3,8%	5,9%
Effectif de l'enseignement supérieur	2 480 350	2 560 667	2 609 700	3,2%	1,9%
<b>Poids de l'apprentissage</b>	<b>5,6%</b>	<b>5,6%</b>	<b>5,8%</b>		

Sources Education Nationale – DEPP (retraitement CNEFOP)

La part des apprentis parmi les jeunes varie également d'une région à l'autre. Elle est de 4,1% en Hauts-de-France mais de 6,2% en Centre Val de Loire ; l'Île-de-France est dans la moyenne.

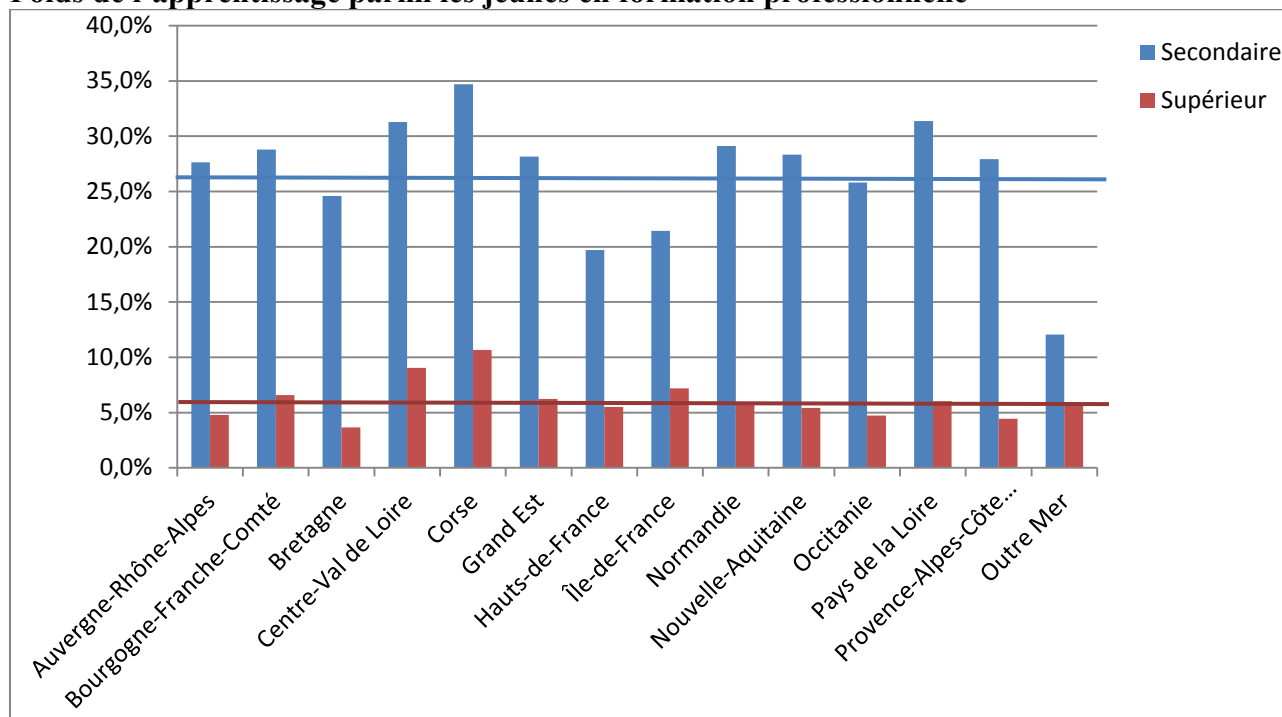
#### Poids de l'apprentissage parmi les 16-25 ans en 2016



Sources Education Nationale - DEPP

Selon les niveaux (supérieur / secondaire), le poids de l'apprentissage en région connaît également des différentiations relativement fortes, notamment en raison de la présence importante de l'apprentissage dans le supérieur dans certaines régions (Ile-de-France, Corse, Centre Val de Loire).

### Poids de l'apprentissage parmi les jeunes en formation professionnelle



Sources Education Nationale – DEPP (retraitement CNEFOP)

### 3. En 2016, la part des apprentis dans le supérieur tire les effectifs à la hausse

L'élévation souhaitée des niveaux de compétence des apprentis, associée à la mise en place de filières de formation en apprentissage (du CAP à l'ingénieur) conduit, après une stabilisation en 2014, à une hausse des effectifs du supérieur (niveau III, II, I) depuis, qui s'accroît en 2016.

#### Evolution comparée des niveaux bac et infra bac, et des niveaux supérieurs

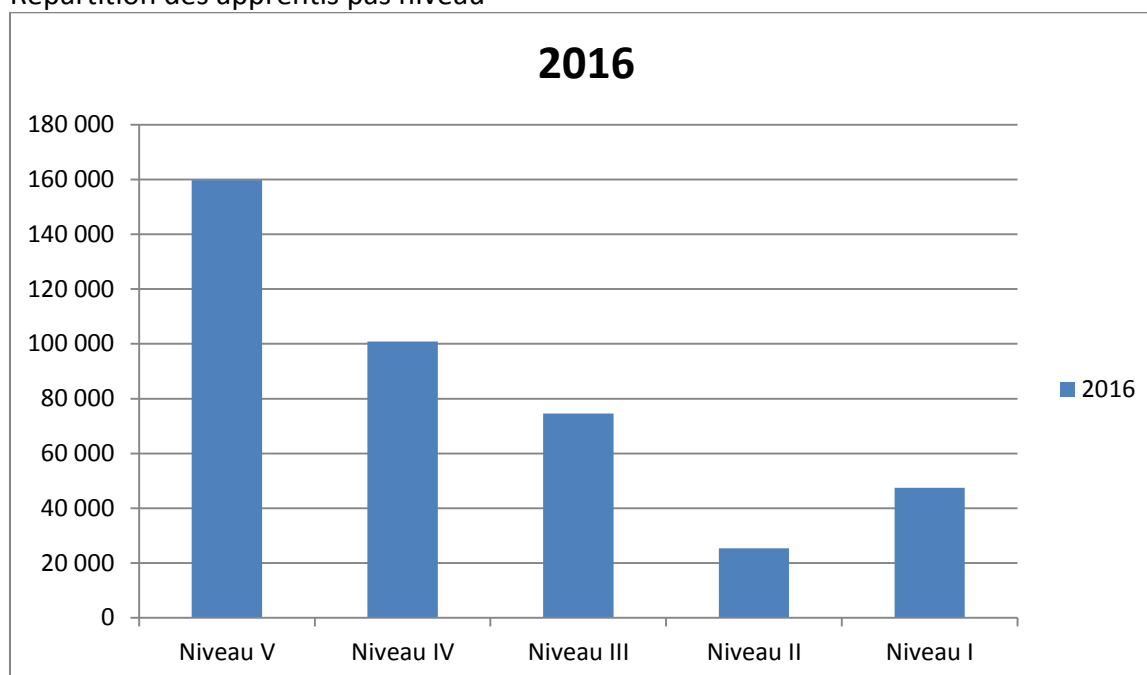
Effectifs d'apprentis	31/12/2007	31/12/2013	31/12/2014	31/12/2015	31/12/2016	Evolution 2015/2016
Niveaux V et IV	335 047	286 336	267 106	261 192	259 812	-0,52%
Niveaux III, II, I	90 115	138 000	138 776	144 013	152 454	+5,86%
Total	425 162	424 348	405 882	405 205	412 266	+1,75%
Part niveaux supérieurs	21%	32%	34%	35,5%	37%	+1,5 points

Sources Education Nationale - DEPP

La hausse des effectifs du supérieur se constate dans tous les niveaux (I, II et III), cependant c'est dans le niveau II (+7,9%) qu'elle est la plus forte, en particulier pour les licences

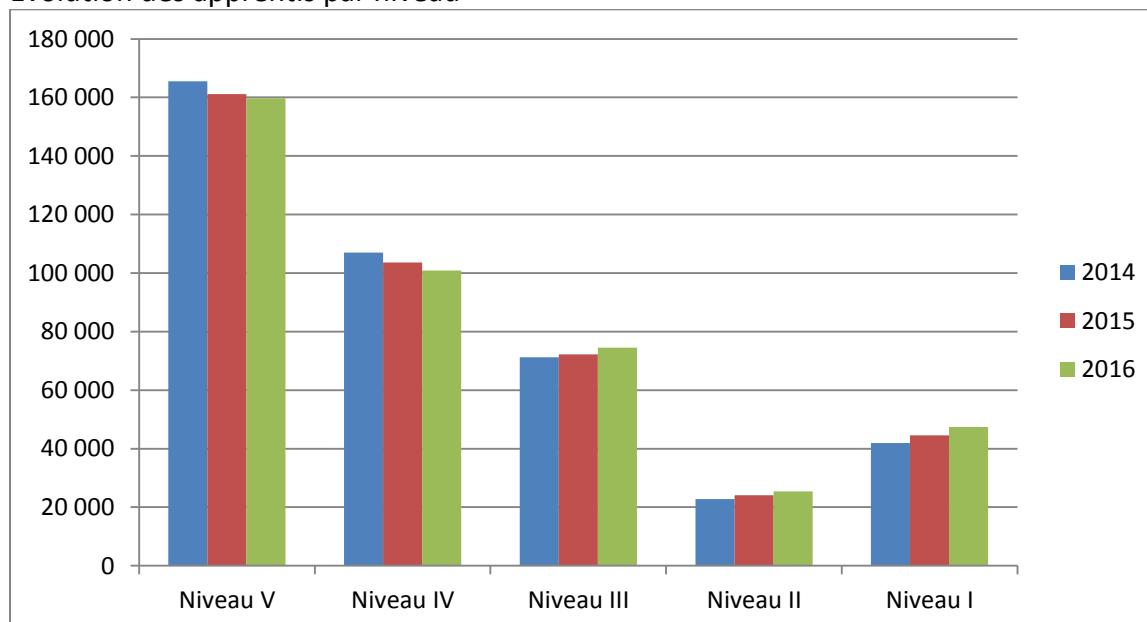
(+9,1%). Les effectifs d'apprentis en master augmentent également fortement (+8,4%). La hausse est moins forte pour les BTS (+4,6%).

#### Répartition des apprentis pas niveau



Sources Education Nationale – DEPP (retraitement CNEFOP)

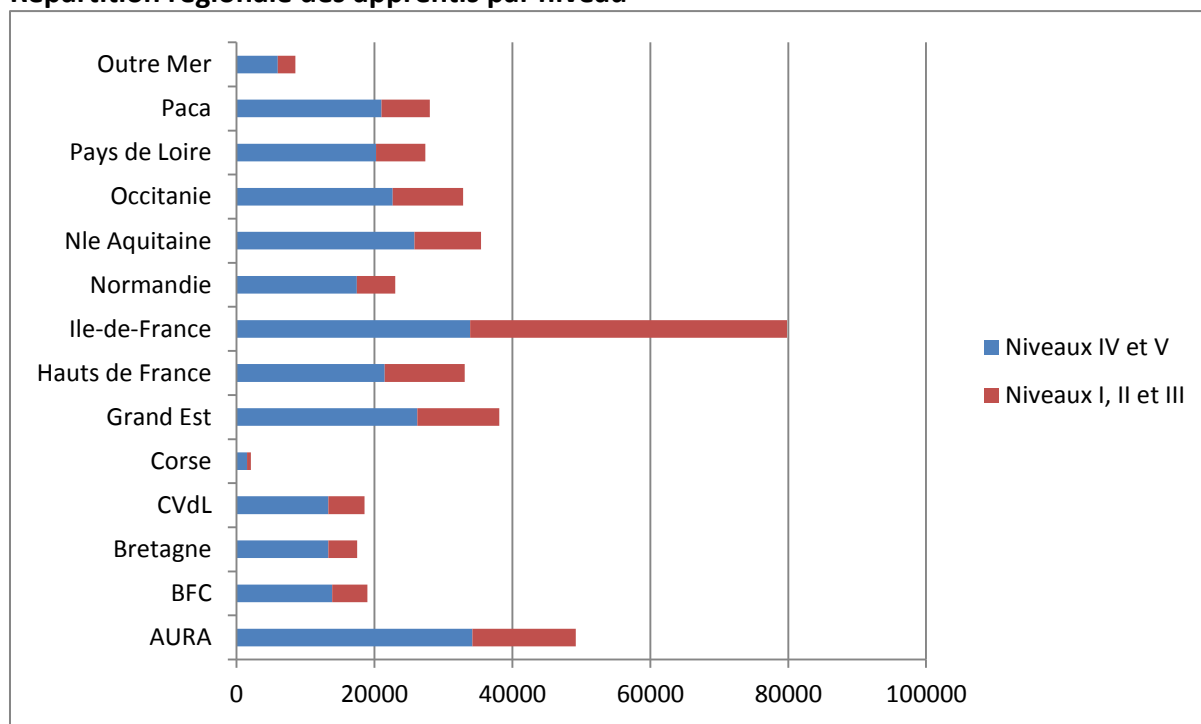
#### Evolution des apprentis par niveau



Sources Education Nationale – DEPP (retraitement CNEFOP)

En miroir, la part des apprentis du secondaire (Niveau V et IV) diminue, passant de 65,8% en 2014 à 64,5% en 2015 puis 63% en 2016. Le niveau V est stable et c'est le niveau IV qui diminue. Cette baisse est plus sensible sur les BP (-4,2%) et les bac pro (-2%).

## Répartition régionale des apprentis par niveau

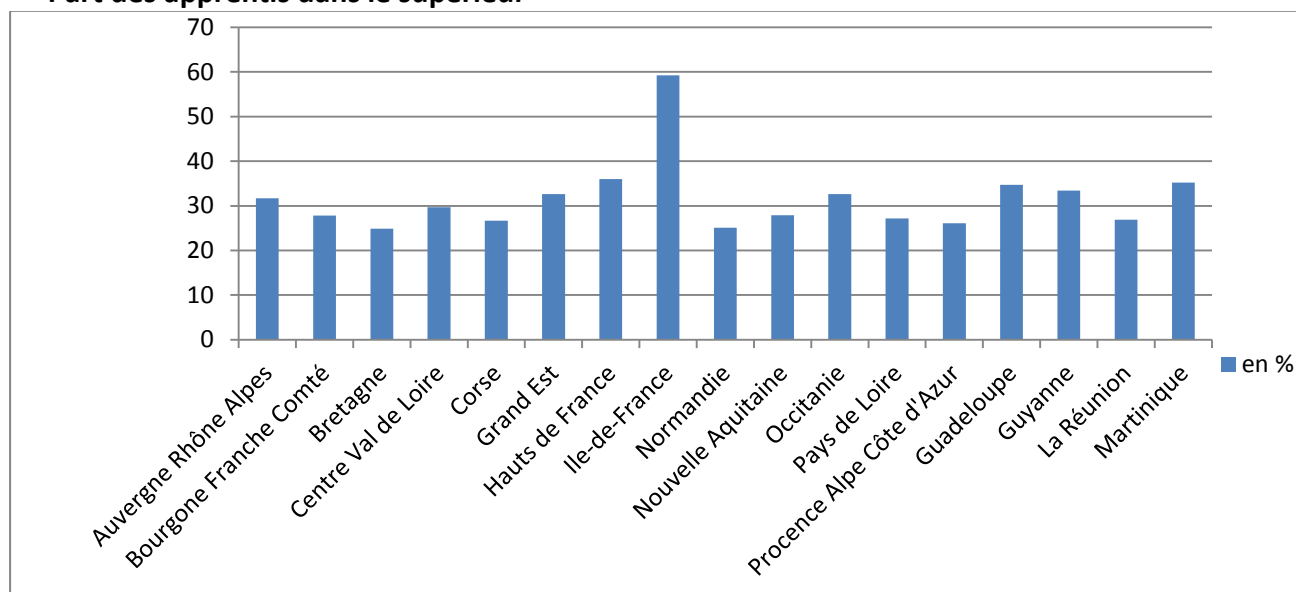


Sources Education Nationale – DEPP (retraitement CNEFOP)

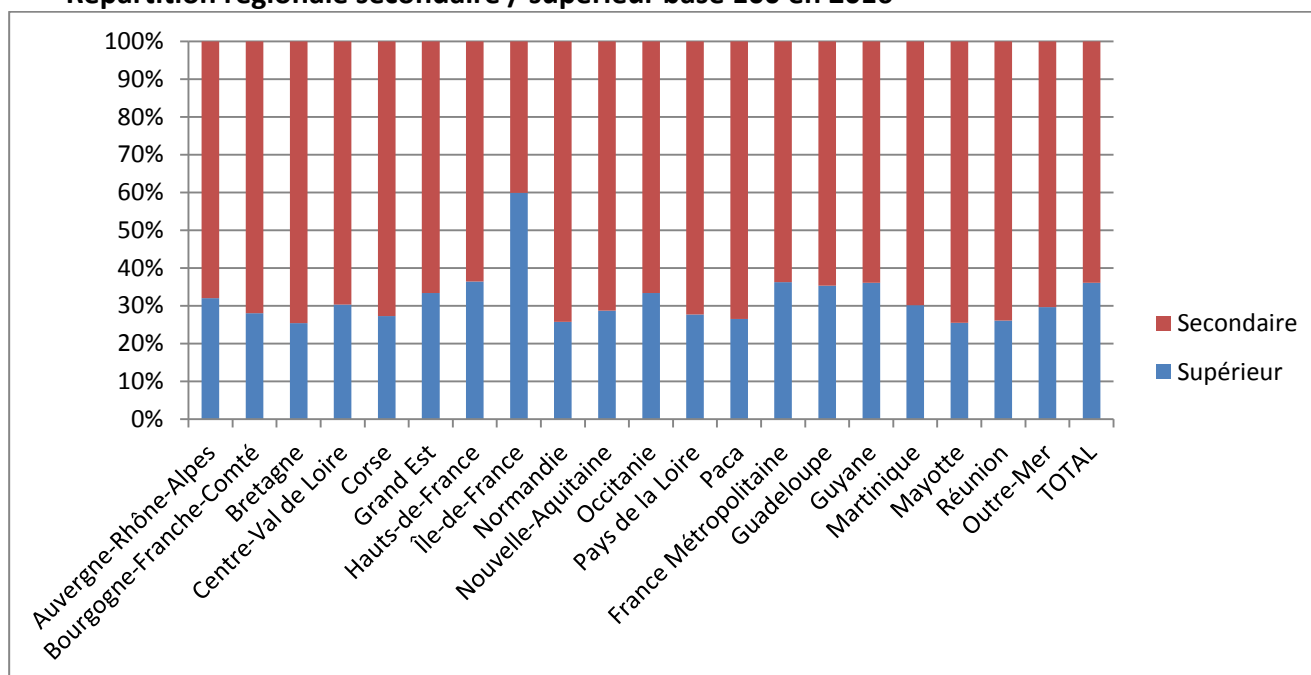
La part de l'enseignement supérieur dans l'apprentissage varie fortement selon les régions. En Ile-de-France, 59,2 % des apprentis suivent une formation dans l'enseignement supérieur, 36 % en Hauts-de-France et 25,1% en Normandie. L'implantation territoriale des établissements d'enseignement supérieur impacte évidemment particulièrement le taux régional d'apprentis dans le supérieur.

Le nombre important d'apprentis en Ile-de-France et la part élevée de l'apprentissage dans le supérieur fait que pratiquement toutes les régions sont en dessous de la moyenne nationale (35,7%). Or Ile-de-France, la part des apprentis dans le supérieur est de 29,9%.

## Part des apprentis dans le supérieur



### Répartition régionale secondaire / supérieur base 100 en 2016

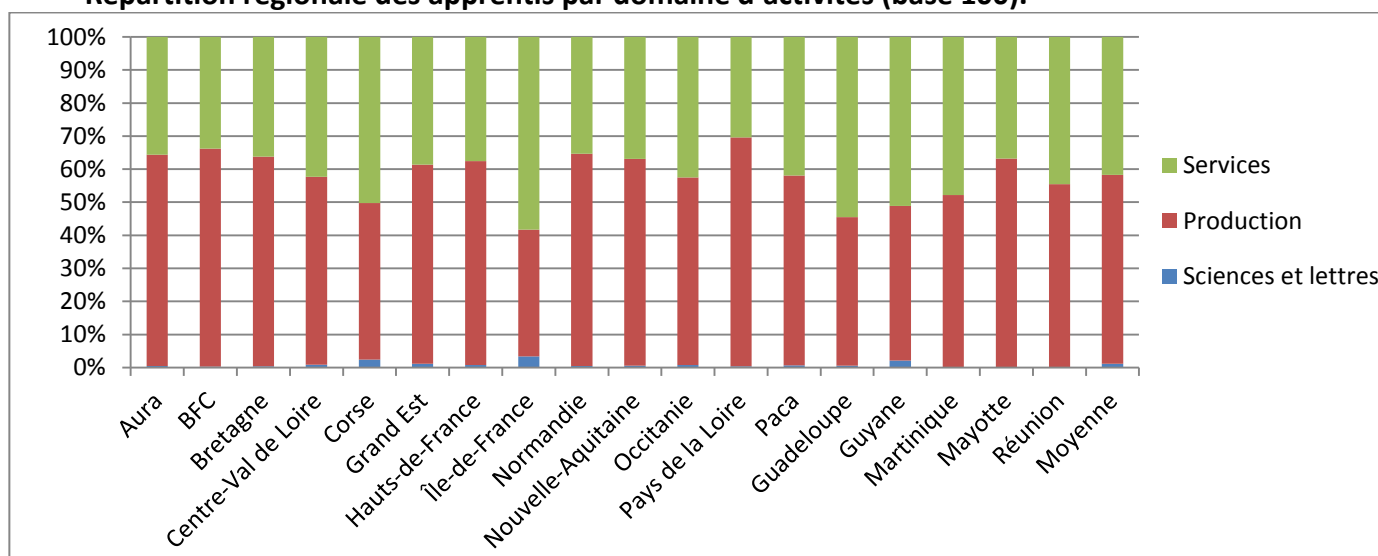


Sources Education Nationale – DEPP (retraitement CNEFOP)

### 4. La concentration des apprentis dans le domaine de la production reste majoritaire et se stabilise, avec une part toujours prépondérante des garçons

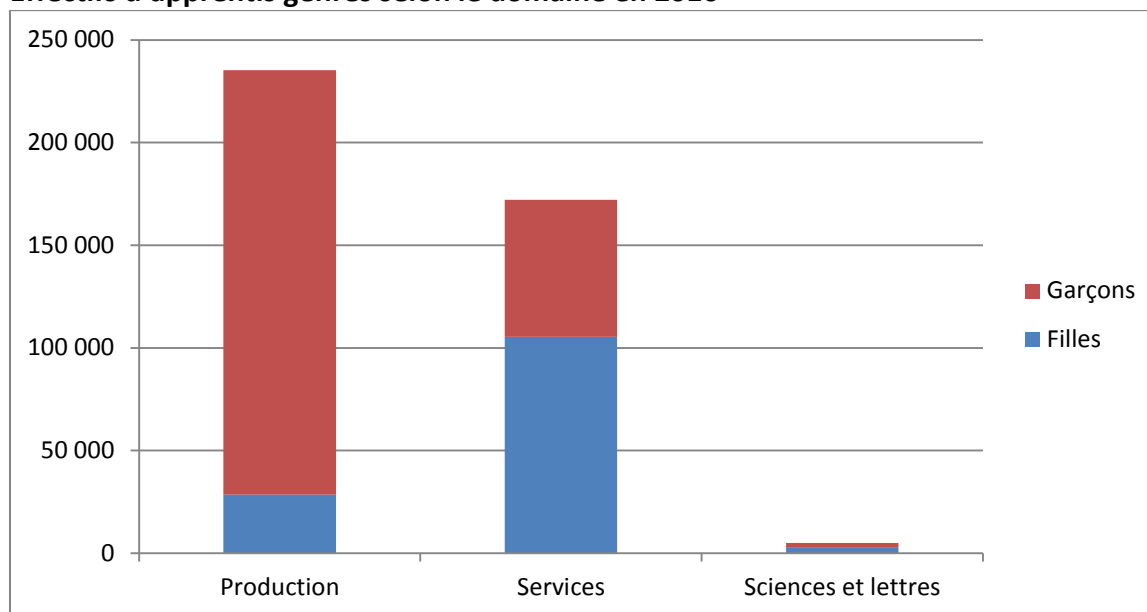
La part des apprentis dans les domaines de la production se stabilise en 2016 à 57,1% (-0,6 point), après plusieurs années de baisses prononcées, contre 41,7% dans le domaine des services (+0,4 point) et 1,2 % dans les domaines dits disciplinaires (sciences, lettres, art), soit une hausse de 0,3 point.

### Répartition régionale des apprentis par domaine d'activités (base 100).





### Effectifs d'apprentis genrés selon le domaine en 2016



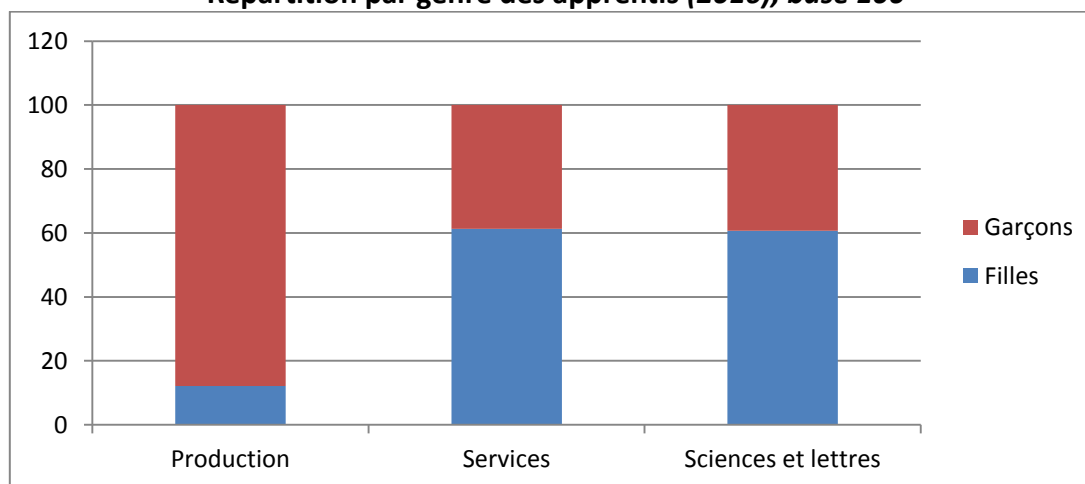
Sources Education Nationale – DEPP (retraitement CNEFOP)

La faible proportion de filles dans les domaines de production explique la sous-représentation globale des filles dans l'apprentissage, même si on constate une amélioration année après année.

Répartition Genrée	2015		2016	
	Filles	Garçons	Filles	Garçon
Production	11,7	88,3	12,1	87,9
Services	61,7	38,3	61,3	38,7
Sciences et lettres	59,2	40,8	60,7	39,3

Sources Education Nationale - DEPP

### Répartition par genre des apprentis (2016), base 100



Sources Education Nationale – DEPP (retraitement CNEFOP)

## 5. La part des apprentis agricoles dans l'apprentissage dépasse les 8%

En 2015, 33 302 apprentis relèvent de l'enseignement agricole (soit 8,2 % des apprentis et 15% des apprenants agricoles). En 2016, 33 402 apprentis sont comptabilisés dans l'enseignement agricole, dont 1647 dans l'enseignement supérieur dit long

L'enseignement agricole a vu le nombre de ses apprentis augmenter de 3 % en 2017, avec 34 207 apprentis, dont 10 531 dans l'enseignement supérieur

***Rappel de la répartition des apprentis dans l'enseignement agricole en 2015 –pas d'actualisation disponible à notre connaissance)***

Effectifs 2015 enseignement agricole	Nombre d'apprentis agricoles	Proportion des apprentis agricole dans l'apprentissage
Auvergne Rhône Alpes	3 950	6%
Bourgogne France Comté	2 623	14%
Bretagne	1 801	10,4
Centre Val de Loire	1 477	8%
Corse	101	4,9%
Grand Est	3 034	6,6%
Hauts de France	4 032	12,2
Ile de France	1 556	1,9%
Normandie	2 393	10,5%
Nouvelle Aquitaine	4 102	11,5%
Occitanie	2 451	7,5%
Pays de Loire	2 653	9,8%
Provence Alpe Côte d'Azur	2 440	8,9%
Région OM	689	8%
Ensemble	33 302	8,2%

Sources Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation (StatEA)

## 6. Une insertion professionnelle des apprentis en hausse

Le taux d'insertion progresse en 2015 de +2,6 points. Cette évolution est confirmée en 2016 puisque le taux d'insertion est de 68,2% (PAP Travail et Emploi 2018).

	2014	2015	2016	Sources
<b>Taux d'insertion dans l'emploi à l'issue du contrat d'apprentissage</b>	62%	64,6%	68,3%	RAP 2015
<i>PM : part des apprentis préparant un diplôme de niveau IV et V</i>	65,8 %	64,5%	63%	DEPP

En février 2017, sept mois après leur sortie d'un centre de formation d'apprentis, 69 % des jeunes ayant suivi des études de niveau CAP à BTS ont un emploi, soit quatre points de plus qu'en 2016 et sept points de plus qu'en 2015.

**Taux d'emploi au 1<sup>er</sup> février 2017 par secteurs de formation selon le sexe et la classe de sortie**

	Ensemble				Garçons		Filles	
	Garçons	Filles	Production	Service	Production	Service	Production	Service
CAP terminale	60,7	54,7	59,1	58,8	59,7	66,5	54,6	54,8
BP terminale	79,6	77,3	80,3	76,7	80,7	74,1	77,3	77,3
Bac pro terminale	71,4	58,6	72,1	59,8	73,3	61,7	58,8	58,6
BTS terminale	80,0	76,9	81,1	76,9	82,0	76,3	73,4	77,4
<b>Ensemble de CAP à BTS</b>	<b>69,8</b>	<b>66,9</b>	<b>68,8</b>	<b>69,0</b>	<b>69,6</b>	<b>70,7</b>	<b>62,5</b>	<b>68,0</b>
<i>Rappel au 1<sup>er</sup> février 2016</i>	65,2	64,3	63,6	66,9	64,3	69,1	58,0	65,9
<b>Diplômes de niveaux I et II</b>	<b>79,3</b>	<b>78,8</b>	<b>80,8</b>	<b>78,4</b>	<b>81,1</b>	<b>78,1</b>	<b>79,7</b>	<b>78,6</b>

Source : MEN-DEPP, enquête IPA 2017.

## Partie II : Vue d'ensemble sur le financement de l'apprentissage<sup>1</sup>

Les apprentis, les CFA (offre de formation) et les employeurs d'apprentis restent les trois bénéficiaires des contributions accordées à l'apprentissage par les trois principaux contributeurs que sont les Régions, les entreprises et l'Etat.

**En 2016, hors rémunération des apprentis, le financement de l'apprentissage côté bénéficiaires se monte à 5,602 milliards d'euros, (+2,9% par rapport à 2015) et coté contributeur à 5,795 milliards d'euros (+3,7% par rapport à 2015).**

### 1. Le financement de l'apprentissage sous l'angle des bénéficiaires s'élève à 5,602 Md €, en augmentation de +2,9%

Les bénéficiaires reçoivent des contributions de natures différentes :

- les apprentis perçoivent la rémunération de leur travail (non chiffrée ici) et bénéficient d'exonérations d'impôt sur le revenu ;
- les CFA sont financés principalement par des subventions des conseils régionaux et des fonds des entreprises ;
- enfin les employeurs d'apprentis bénéficient d'exonérations de charges sociales sur le salaire des apprentis, d'un crédit d'impôt ; des primes versées par le conseil régional leur sont également attribuées.

Sous l'angle des bénéficiaires, on constate globalement après une certaine stabilité depuis 2013, une augmentation des ressources, avec notamment :

- une hausse des ressources pour les CFA en 2016,
- baisse depuis 2014 de la prime apprentissage qui diminue d'autant la ressource des employeurs et la contribution des Régions mais qui se stabilise en 2016.

#### 1.1 Les ressources des CFA s'accroissent (+2,1%) et s'élèvent à 3,220 milliards d'euros (57,4% du financement)

Les ressources des CFA<sup>2</sup> leur proviennent en grande partie des Conseils régionaux (par des subventions de fonctionnement et d'investissement) et des entreprises (principalement par la taxe d'apprentissage). **Après une stabilisation des ressources des CFA en 2014, celles-ci sont reparties à la hausse en 2015 (+3,3%) et plus modestement en 2016 (+2,1%), en raison essentiellement d'une augmentation de la taxe d'apprentissage.**

<sup>1</sup> Les montants indiqués dans les parties II et III sont en euros courants, sauf indication contraire ; pour retrouver des évolutions en euros constants, il est nécessaire d'appliquer les déflateurs ci-dessous :

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Coef.	0,8614	0,8774	0,8917	0,905	0,9304	0,9312	0,9454	0,9654	0,9842	0,9928	0,9978	0,9982	1

<sup>2</sup> Les comptes financiers des organismes de formation (CFA, SA) sont exploités par les conseils régionaux et transmis depuis 2006 (données 2004), au CNFPTLV puis au CNEFOP qui les agrège et les consolide ; cette source est intitulée « remontées CNEFOP ».

### Taxe d'apprentissage par apprenti (En milliers d'euros)

2009		2014		2015		2016		Evol 15/16
TA	Moy. Par apprenti	TA	Moy. Par apprenti	TA	Moy. Par apprenti	TA	Moy. Par apprenti	+4,5%
818	1 931	976	2 358	1 062	2 637	1 124	2 756	

### Ressources des CFA En millions d'euros

	2015	2016	Part 2016	Evolution (%)
Subvention des Régions aux CFA régionaux (y compris investissements)	1 272	1 259	41%	-1%
Participation des Régions aux frais de Transport, d'Hébergement et de Restauration (THR) *	62	67		+8%
Concours des entreprises Taxe d'apprentissage consommée**	983	1 012	31,5%	2,9%
Concours des branches ** Fonds mutualisés de la professionnalisation, taxes fiscales (ANFA, AFT) et cotisation professionnelle (CCCA-BTP)	195 135 60	238 171 67	7,4%	22%
Contribution des organismes gestionnaires	92	80	2,5%	-15%
Participation des familles	54	54	1,7%	0
Subvention des Ministères aux CFA à recrutement national et autres ressources provenant de l'Etat	23	17	0,5%	-26,1%
Autres collectivités	47	49	1,5%	4,26%
Ventes et prestations	113	121	3,8%	7%
Recettes de contrepartie***	184	193	6%	4,9%
Autres ressources ****	128	130	4%	1,57%
<b>Total</b>	<b>3 153</b>	<b>3 220</b>	<b>-</b>	<b>1,8%</b>

Source : comptes financiers des CFA - remontée CNEFOP

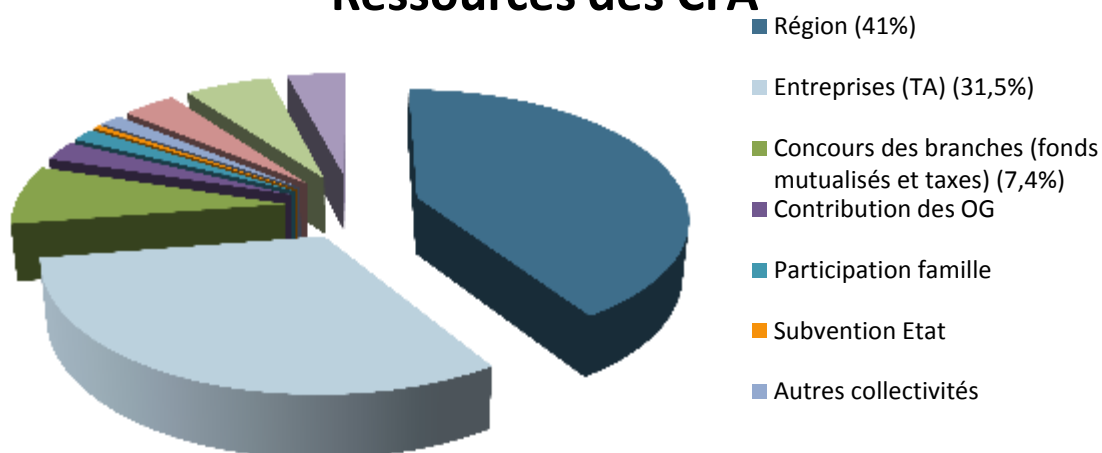
\* Il s'agit ici de la partie des fonds du THR pour les apprentis qui transite par les CFA (une partie des fonds du THR est versé directement aux apprentis par les conseils régionaux) ; ces fonds contribuent également à l'activité des CFA lorsqu'ils gèrent des structures d'hébergement et/ou de restauration.

\*\* Les sources des contributeurs peuvent donner des répartitions légèrement différentes ; on peut attribuer ces différences à une difficulté d'identification de l'origine exacte (taxe d'apprentissage ou autres concours des entreprises) dans les comptes des CFA.

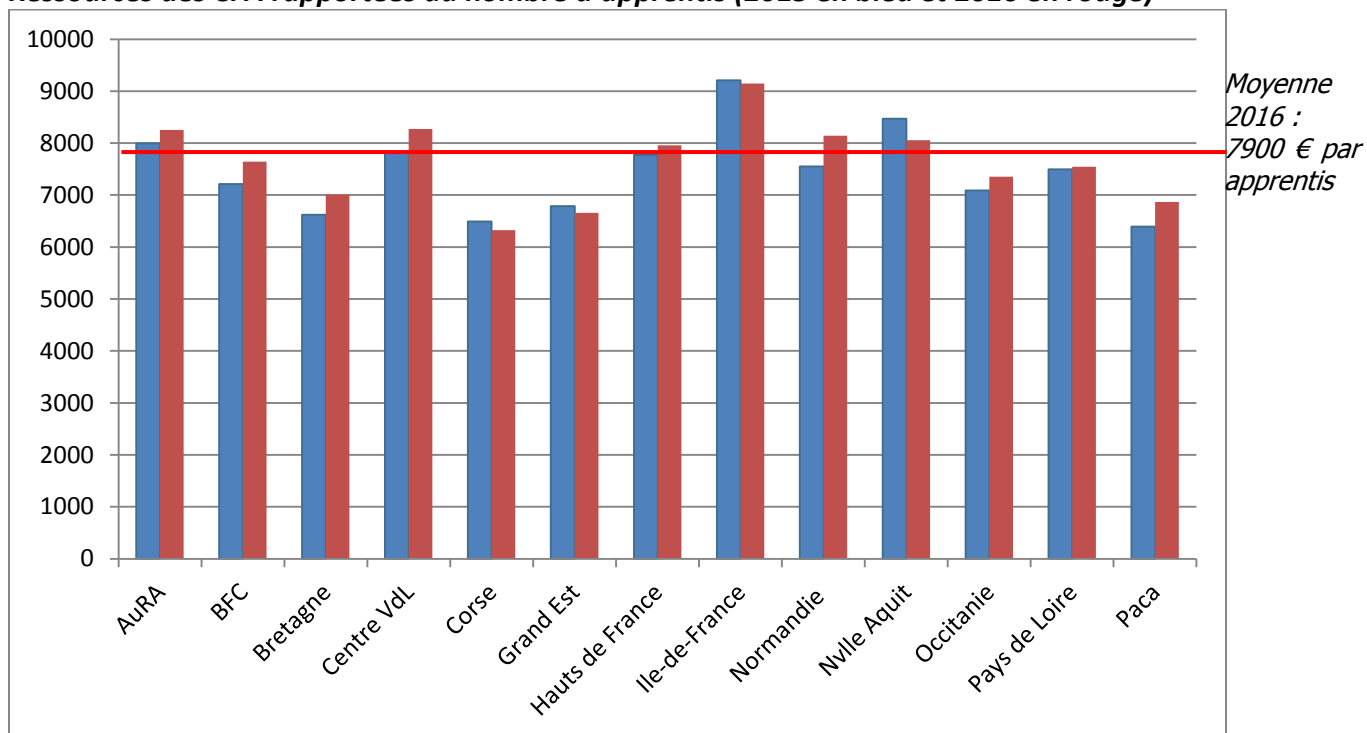
\*\*\* Il s'agit des contreparties comptables (quote parts de subvention, reprises sur amortissements / provisions, transfert de charges et produits financiers).

\*\*\*\* Les principaux postes des autres ressources sont des quotes-parts de subventions virées au compte de résultat, des ventes et prestations de services, des contributions d'autres collectivités.

## Ressources des CFA



**Ressources des CFA rapportées au nombre d'apprentis (2015 en bleu et 2016 en rouge)**



Les CFA francilien disposent d'une ressource par apprenti de 9 145 € alors que ceux de la région Corse disposent de 6 326 €. Toutefois, on constate que les disparités régionales restent relativement faibles avec une évolution globale à la hausse entre 2015 et 2016 de 7 800 € à 7 900 € par apprenti.

## 1.2 Hausse des ressources pour les employeurs d'apprentis qui bénéficient de 1,613 milliard d'euros (28,8% du total)

Les employeurs d'apprentis (en majorité des entreprises) bénéficient de la part de l'Etat :

- d'exonérations de cotisations sociales patronales sur le salaire versé à leurs apprentis pour un montant de 1,217 milliard d'euros en 2016<sup>3</sup>.
- d'un crédit d'impôt sur les sociétés (dit crédit d'impôt apprentissage) et qui se monte à 231 millions d'euros en 2015, montant qui baisse fortement, après des fortes hausses précédentes.
- D'une aide créée fin 2015 pour les TPE de 165 millions d'euros.

Au total, les employeurs d'apprentis voient les ressources provenant de l'Etat augmenter de 2,7% en 2016 grâce à l'aide TPE.

### Ressources des employeurs d'apprenti en 2013 et 2014

	2014	2015	2016	Evolution 15/16
Crédit d'impôt apprentissage	472	278	231	-17%
Exonération de charges salariales et patronales	1100	1 291	1 217	-5,7%
Aide embauche TPE		1	165	-
<b>Total</b>	<b>1576</b>	<b>1 570</b>	<b>1 613</b>	<b>+2,7%</b>
PM : prime apprentissage + aide au recrutement	469	265	285	

Source : RAP 2016 et 2017

Notes :

- Les employeurs d'apprentis sont considérés comme bénéficiaires, mais ils sont à la fois bénéficiaires et contributeurs ; les éléments ci-dessus représentent une moindre charge imputable sur leur rôle de contributeurs (pour les rémunérations) ; voir les comptes en T en annexe de ce rapport.
- Le compte des employeurs d'apprentis est incomplet du fait de manques d'informations concernant :
  - en ressources, la production des apprentis,
  - en charges, le tutorat et autres dépenses liées à l'emploi des apprentis.

*NB : Afin d'éviter les double-comptes, il avait été choisi de porter la prime d'apprentissage :*

- côté bénéficiaires, dans les rémunérations versées par leurs employeurs aux apprentis
- côté contributeurs, en tant que contribution des Régions. La prime était donc retranchée de la rémunération versée par les entreprises employeurs aux apprentis).

*Pour tenir compte désormais du non chiffrage des rémunérations des apprentis, la prime apprentissage apparaît en tant que telle dans le tableau d'ensemble des bénéficiaires et toujours côté Région dans le tableau contribution.*

## 1.3 Hausse de 8,2% pour les apprentis et leurs familles qui bénéficient hors rémunération de 409 millions d'euros

Les apprentis reçoivent une rémunération pour leur travail qui s'élève à plus de 3 milliards d'euros mais qu'il est difficile de mesurer exactement. Pour cette raison, nous avons préféré ne pas l'inclure dans les calculs.

<sup>3</sup> Les données ne nous permettent pas de distinguer entre les cotisations patronales et les cotisations salariales qui sont ici entièrement affectées aux employeurs.

Les ménages concernés bénéficient en outre d'une exonération de l'impôt sur le revenu pour le salaire des apprentis. Cette exonération représente 440 millions d'euros en 2016, soit 100 millions de plus qu'en 2015.

Les apprentis bénéficient également d'aides qui leur sont attribuées par les Conseils régionaux : aides directes au THR versées sans l'intermédiation des CFA, aides au permis de conduire, à la mobilité, fonds social d'urgence, etc. Ces aides représentent 34 millions d'euros en 2016.

Ressources des apprentis				en millions d'euros
	2015	2016	Evolution	Sources
Crédit d'impôt sur le revenu de l'apprenti	340	375	+10,3%	RAP 2016
Aides directes des Conseils régionaux	38	34	-10,5%	Comptes financiers CFA (CNEFOP)
<b>TOTAL</b>	<b>378</b>	<b>409</b>	<b>+8,2</b>	

Pour mémoire, la rémunération des apprentis est supérieur à 3 Mds € mais non chiffrée ici.

Il faut noter que les apprentis reçoivent également des aides par l'intermédiaire des CFA (cf. Partie III du rapport), non retracées ici. Par exemple, selon les politiques, les Conseils régionaux versent les aides au THR soit par l'intermédiaire des CFA, soit directement aux apprentis. Les versements indirects aux apprentis et à leurs familles ne sont pas retracés ici.

#### 1.4 Synthèse des bénéficiaires du financement de l'apprentissage

Contrairement aux années précédentes, la rémunération des apprentis ne fait plus partie des chiffres comptabilisés à ce stade.

Globalement, la hausse est de 3,9% pour 2016 et se répercute sur tous les postes (sauf « autres postes »). En masse, c'est l'augmentation de la ressources des apprentis (hors rémunération) et celle pour l'offre de formation qui pèsent le plus lourd.

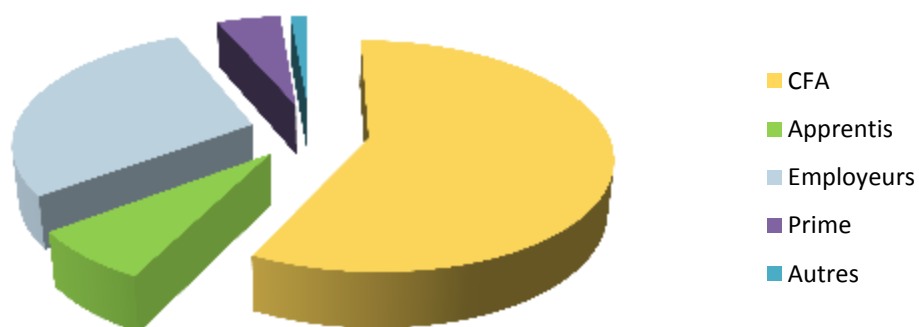
Après une baisse en 2014, puis une stabilisation en 2015, les ressources repartent en 2016 à la hausse.



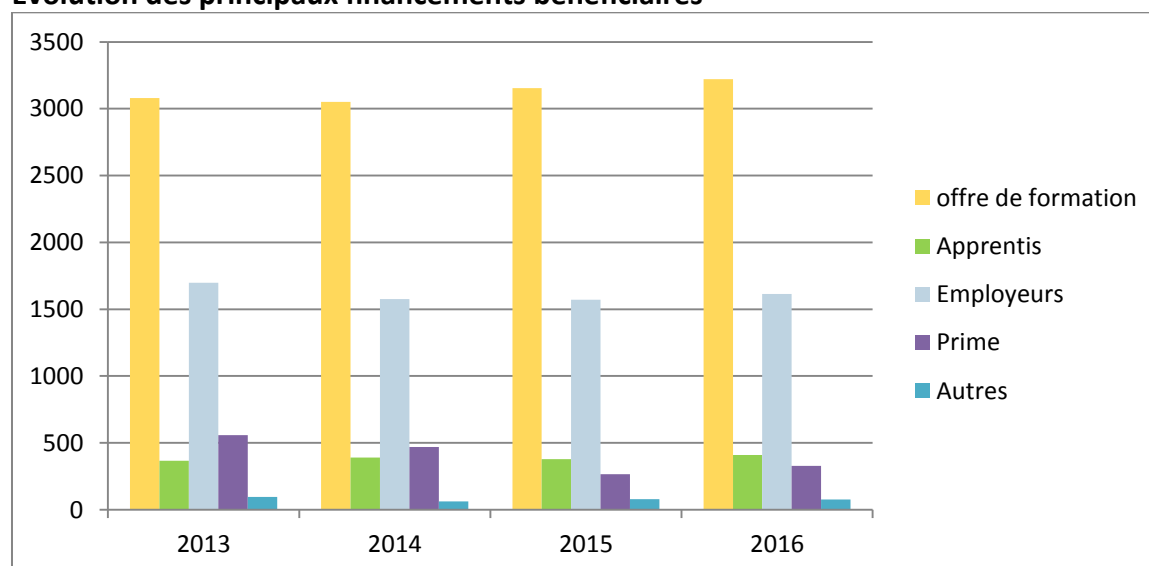
En millions d'euros

Bénéficiaire	2013	2014	2015	2016	Evolution 15/16
<b>Offre de formation (CFA)</b>	3 080	3 052	3 153	3 220 (57,5%)	+2,1%
<b>Apprentis (Hors rémunération)</b>	367	389	378	409 (7,3%)	+8,2%
<b>Employeurs (hors prime apprentissage)</b>	1 697	1 576	1 570	1 613 (28,8%)	+2,7%
<b>Prime apprentissage (Prime + aide recrutement)</b>	557	469	265	285 (5,1%)	+7,6%
<b>Autres</b>	95	62	78	75 (1,3%)	-3,8%
<b>Total bénéficiaire (hors rémunération brut)</b>	5 816	5 492	5 444	5 602	+2,9%

### Bénéficiaires 2016



### Evolution des principaux financements bénéficiaires



## 2. Le financement de l'apprentissage sous l'angle des contributeurs (hors rémunération) s'élève à 5,795 Mds €, et s'accroît sensiblement en 2016 (+5,2%)

**Hors rémunérations brutes des apprentis par les entreprises employeurs**, le financement de l'apprentissage se monte à **5,795 milliards d'euros** en 2016, avec une répartition de l'effort ainsi ventilé : 34,6% provenant de l'Etat, 33% des Régions et 21,6% des entreprises.

Chaque contributeur finance selon des modalités différentes :

- Les entreprises versent la taxe d'apprentissage aux CFA mais aussi d'autres contributions des branches dont elles relèvent.
- L'Etat intervient principalement auprès des employeurs sous forme de dépenses fiscales et sociales (exonérations de cotisations ou d'impôts).
- Les Régions apportent des subventions aux CFA. Elles versent également des primes aux employeurs d'apprentis et des aides aux apprentis.

### 2.1 Accroissement de 6,1% du financement des entreprises qui versent à l'offre de formation 1,25 Md € (21,6% du total)

**On distingue les entreprises dites « assujetties » des entreprises employeurs d'apprentis**, dont le champ ne se recoupe que partiellement<sup>4</sup>.

Les entreprises « assujetties » versent, par l'intermédiaire des OCTA, la taxe d'apprentissage sous forme de concours financiers aux CFA : concours obligatoires pour les employeurs d'apprentis, affectation libre pour les autres.

De plus, les branches professionnelles peuvent prévoir, par voie conventionnelle et selon des pourcentages qu'elles déterminent, l'affectation de fonds mutualisés au financement de l'apprentissage. Ainsi les entreprises versent également aux CFA, par l'intermédiaire des OPCA, des sommes issues des fonds mutualisés de la professionnalisation. S'ajoutent des taxes fiscales collectées dans les secteurs de la réparation automobile (ANFA) et du transport-logistique (AFT) ainsi que la cotisation professionnelle, du bâtiment et des travaux publics (CCCA-BTP).

**En 2016, les contributions des entreprises aux CFA se montent à 1,25 milliard d'euros, soit 21,3% du montant total hors rémunération.** La contribution par la taxe d'apprentissage remonte depuis 2011, avec l'augmentation de la part du quota puis la réforme de la TA à partir de 2015, pour atteindre 1 102 millions d'euros en 2016 (+2,9% par rapport 2015). Les autres fonds attribués aux CFA par les branches augmentent sensiblement (+22%).

---

<sup>4</sup> Toutes les entreprises ne sont pas assujetties à la taxe d'apprentissage (très petites entreprises qui emploient un apprenti mais dont la masse salariale est inférieure à 6 SMIC, secteurs public, associatif, agricole en grande partie,...). Par ailleurs, les entreprises qui emploient des apprentis sont également bénéficiaires d'exonérations de cotisations salariales et patronales au titre de l'apprentissage.

Contribution des entreprises	2014	2015	2016	Evolution
Taxe d'apprentissage	949	983	1 012	+2,9%
Fonds mutualisés de la professionnalisation	119	135	171	26,7%
Taxe fiscale (secteurs du transport routier et de la réparation automobile) et Cotisation professionnelle (secteur du bâtiment)	72	60	67	+11,7%
	Total : 191	Total : 195	Total : 238	+22%
<b>Total</b>	<b>1 140</b>	<b>1 178</b>	<b>1 250</b>	<b>+6,1%</b>

Sources cnefop

Pour mémoire : les employeurs des apprentis (en grande majorité des entreprises) versent des salaires aux apprentis en contrepartie de leur travail. Les entreprises supportent des coûts qui ne sont pas quantifiables, liés notamment au tutorat voire dans certains contextes à l'aménagement du poste de travail. La rémunération s'élève à environ 3 Mds €.

## 2.2 En 2016, les Régions contribuent pour 1,913 milliards d'euros (soit 33% du total), en hausse de 7,4%

Les Régions contribuent de plusieurs manières :

- par **des subventions à l'offre de formation (CFA) pour un montant d'1,259 milliards € (hors THR)**, dont 1,154 milliards d'euros pour le fonctionnement et 105 millions d'euros pour la part de l'investissement passant par les comptes des CFA<sup>5</sup>. Avec le THR versé par les Régions aux CFA, la subvention totale des Régions est de 1,340 Md € (-0,8%).
- par **des aides directes ou indirectes** (via les CFA) aux apprentis pour le transport, l'hébergement et la restauration (THR), aides à la mobilité européenne, au premier équipement des jeunes, etc. **pour environ de 115 millions d'euros.**
- par **le versement de primes d'apprentissage aux employeurs d'apprentis** dont les Régions ont la pleine et entière responsabilité. En 2016, des primes ont été versées pour un montant 285 millions d'euros contre 265 millions d'euros en 2015.
- selon les Régions, d'autres aides non reprises dans les comptes des CFA, pour un montant d'environ 254 millions d'euros, sont attribuées aux employeurs (aide au tutorat par exemple) ou à des actions de promotion de l'apprentissage comme les Olympiades des métiers, mais aussi l'animation et l'accompagnement, la formation de formateurs, etc. Ce poste a fortement augmenté en 2016 (+100%) ce qui peut poser question (Cf. note page suivante).

<sup>5</sup> Les comptes des CFA ne retracent que partiellement les investissements. En effet, la gestion du patrimoine des établissements relève souvent directement des organismes gestionnaires ou de structures juridiques spécifiques (ex. les sociétés civiles immobilières, les foyers de jeunes travailleurs,...). Les chiffres présentés ne donnent donc qu'un aperçu partiel du financement des investissements dans les CFA.

## Contribution des Régions en 2016

en millions d'euros	2015	2016	Evolution	Sources
Financement du fonctionnement des CFA régionaux (hors THR)	1170	1 154	-1,4%	Comptes financiers des CFA (remontées CNEFOP)
Financement de l'investissement des CFA *	102	105	+2,9%	Comptes financiers des CFA (remontées CNEFOP)
Participation des Régions aux frais de THR et autres aides via les CFA**	79	81	+2,5%	Comptes financiers des CFA (remontées CNEFOP)
Aides directes des Régions aux apprentis ou leur famille (THR, mobilité, équipement ...)	38	34	-10,5%	Remontées CNEFOP
Prime employeur et aide aux recrutements supplémentaires	265	285	+7,5%	Enquête (DARES)
Autres dépenses des Régions pour l'apprentissage : (formation de formateurs, accompagnement et animations régionales, olympiades des métiers ...)	127	254	+100%	calculé par différence
<b>Total</b>	<b>1 781</b>	<b>1 913</b>	+7,4%	Jaune budgétaire
<b>Total hors « autres dépenses »</b>	<b>1 654</b>	<b>1 659</b>	+0,31	Cf. <u>note</u> ci-dessous

\* partiel : une partie des investissements ne figure pas dans la comptabilité des CFA, mais dans celle des organismes gestionnaires ou de sociétés civiles immobilières

\*\* une partie du THR est reversée aux apprentis ; de plus certaines Régions versent leurs aides au transport directement aux apprentis.

Note : Une grande partie de l'augmentation du poste « autres dépenses » est due à une région en particulier. Il semble qu'il y ait en effet une différence pour les Hauts de France avec les remontées issues des comptes administratifs. Cette différence expliquerait à elle seule l'évolution positive des dépenses régionales entre 2015 et 2016. En neutralisant ce poste « autres dépenses », l'évolution serait de +0,3%.

**Le financement provenant des Régions qui a augmenté de 50% entre 2004 et 2009 et qui s'était stabilisé en 2014 puis avait baissé en 2015, augmente en 2016 de 7,4% principalement à cause de la hausse des aides diverses à l'apprentissage (+ 100%). Ce dernier poste mériterait d'être approfondi pour mieux cerner les dépenses des Régions pour l'apprentissage.**

Sur ces 1,913 milliards d'euros, les Régions reçoivent de l'Etat 1.979 milliard d'euro (cf. annexe 1 : comptes en T) :

- 1 396 millions au titre du FNDMA (quota région de la TA),
- 106,5 millions au titre de la péréquation vers les régions (programme 790),
- 328 millions au titre de la prime employeur (233,7 M€) et de l'aide au recrutement d'un apprenti supplémentaire (95,3),
- 149 millions au titre de la TICPE affectée aux régions.

Au final, on peut constater qu'en 2016 les régions accroissent leur effort pour l'apprentissage et que le montant dépensé correspond au montant transféré par l'Etat.

### 2.3 Accroissement de 3,7% des financements de l'Etat qui s'élèvent à 2,005 milliard d'euros (soit 34,6% du total)

La contribution de l'Etat se fait sous forme de dépenses sociales et fiscales, principalement :

- remboursement aux régimes de sécurité sociale, aux caisses complémentaires et à l'UNEDIC des exonérations de cotisations sociales des apprentis et de leurs employeurs
- crédit d'impôt pour les employeurs
- et exonération d'impôt sur le revenu des apprentis.

Globalement, la contribution de l'État est de 2,005 Md€ en 2016, en augmentation de 3,7%.

Les dépenses liées aux exonérations de cotisations sociales se montent à 1,217 milliard d'euros, contre 1,291 en 2015.

Le crédit d'impôt en faveur des entreprises employeurs de 231 millions d'euros en 2016 diminue (-17%)

Les exonérations d'impôt sur le revenu en faveur des apprentis et de leurs familles après une croissance régulière (passant de 175 millions d'euros en 2004 à 350 millions en 2014) puis une stabilisation en 2015 repartent à la hausse en 2016 (378 millions €).

Une aide à l'embauche des apprentis pour les TPE a été créée en fin d'année 2015, d'où le faible montant constaté (1 millions d'euros) cette année. Par contre en 2016, le montant est important (165 millions) et explique majoritairement l'accroissement de la contribution de l'Etat par rapport à 2015.

#### Contribution de l'Etat en 2014

En millions d'euros	2014	2015	2016	%	Sources
Exonération de cotisations salariales et patronales sur le salaire de l'apprenti	1100	1291	1217	-5,7%	RAP 2015 et 2016
Crédit d'impôt pour les employeurs d'apprentis	472	278	231	-17%	RAP 2016 et 2017
Exonération d'impôt sur le revenu de l'apprenti	350	340	375	+10,3%	RAP 2016 et 2017
Autres dépenses pour l'offre de formation dont subventions aux CFA nationaux	21	23	17	-26,1%	Comptes financiers CFA (CNEFOP)
Aide TPE jeune	-	1	165	-	RAP 2016 et 2017
<b>Total</b>	<b>1952</b>	<b>1933</b>	<b>2 005</b>	<b>+ 3,7%</b>	

La créance sur TA n'est pas mentionnée

A noter qu'il n'est pas intégré dans ce rapport les mesures d'exonération de cotisation sociale sur les salaires des apprentis non compensées par l'Etat (abattement et exonération des cotisations patronales et salariales et de la CSG-CRDS).

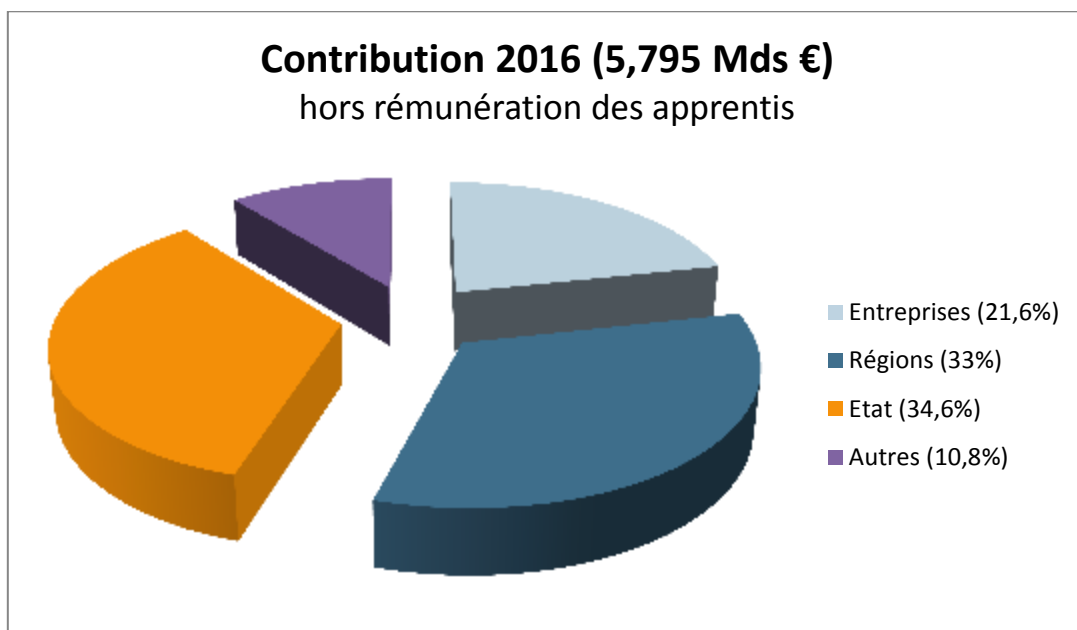
## 2.4 Autres contributions

Viennent ensuite d'autres contributeurs finaux dont la participation financière directe est nettement moins importante, malgré leur rôle non négligeable dans le circuit de l'apprentissage.

- Les organismes gestionnaires des centres de formation avec 80 millions d'euros. Les apports des organismes gestionnaires ne sont cependant pas entièrement retracés dans les comptes des CFA, notamment en ce qui concerne les investissements, les mises à disposition totales ou partielles de personnel administratif.
- Les apprentis et leur famille avec 54 millions d'euros dont les frais sont concentrés sur le transport, l'hébergement et la restauration des apprentis. Une partie de cette somme provient d'aides attribuées par les Régions directement aux apprentis.
- Autres : contributions des autres collectivités (49 M€), vente de produits fabriqués par les apprentis (121 M€), mouvements comptables et financiers (193 M€), autres ressources non identifiées (130 M€)

## 2.5 Synthèse des contributions au financement de l'apprentissage

L'ensemble des contributions augmentent dans des proportions proches, permettant une hausse globale des contributions de 6,4% en 2016.



**Tableau de synthèse**

<b>Contributions</b> <i>En millions d'euros courants</i>	<b>2013</b>	<b>2014</b>	<b>2015</b>	<b>2016</b>	<b>Evol 15/16</b>
<b>Entreprises assujetties</b>	1 108	1 140	1 178	1 250 (21,6%)	+6,1%
<b>Régions</b>	2 053	1 910	1 781	1 913 (33 %)	+7,4%
<b>Etat</b>	2 057	1 952	1 933	2 005 (34,6%)	+3,7%
<b>Autres</b>	483	573	618	627 (10,8%)	+1,5%
<b>Total hors rémunération</b>	<b>5 701</b>	<b>5 575</b>	<b>5 510</b>	<b>5 795</b>	<b>+5,2%</b>

**Le financement de l'apprentissage est en hausse sensible en 2016.**

Dans le même temps, les effectifs de l'apprentissage ont augmenté, mais moins proportionnellement moins fortement.

La contribution total pour l'apprentissage rapporté au nombre d'apprenti est donc en hausse. **Hors rémunération des apprentis, la contribution rapportée aux effectifs pondérés était de 13 600 € contre 13 400 € en 2014. En 2016, ce chiffre passe à 14 350 €.**

**Contribution par apprenti par financeur :** 3 050 € pour les entreprises assujetties, 4 700 € pour les Régions, 4 950 € pour l'Etat.

### 3. Focus sur le circuit de la taxe d'apprentissage

#### 3.1 Le fonctionnement de la taxe d'apprentissage

Rappel : 2015<sup>6</sup>, la taxe d'apprentissage a été fusionnée avec la CDA (qui représentait 790 millions d'euros en 2014) et est partagée en trois fractions:

- **le « quota »** : fraction de la taxe réservée au financement de l'apprentissage, 26%
- **le « hors quota »** est destiné au financement des premières formations technologiques et professionnelles, qu'elles se déroulent sous statut scolaire (exemple : enseignements dispensés dans les lycées professionnels) ou sous statut d'apprenti, 23%

<sup>6</sup> La loi du 5 mars 2014 et les lois de finances ont réformé le circuit de la taxe d'apprentissage en instituant une part régionale (51%), une part quota réservée à l'apprentissage (26%) et une part hors-quota (23%) dédiée aux autres formations (sauf pour l'Alsace et la Moselle où la part régionale représentera 51% et la part quota 49%).

- La « **fraction régionale** » perçue par l'Etat sur le Compte d'Affectation Spécial (CAS) du Fonds National de développement et de Modernisation de l'Apprentissage (FNDMA) puis reversée aux Régions, 51%

Les versements au titre de la taxe d'apprentissage sont obligatoirement effectués par l'intermédiaire d'un organisme collecteur de la taxe d'apprentissage (OCTA) et affectés :

- d'une part aux organismes de formation : CFA pour l'apprentissage, établissements de formation autorisés pour les autres premières formations (figurant sur les listes dites préfectorales des formations susceptibles de recevoir la taxe d'apprentissage),
- d'autre part à l'Etat (CAS FNDMA).

Depuis la loi du 29 juillet 2011 de finances rectificatives, les entreprises de plus de 250 salariés ne respectant pas le quota d'alternants<sup>7</sup> (4% en 2015 et 5% en 2016) sont tenues de verser une « contribution supplémentaire à l'apprentissage (CSA) » qui est modulée selon leur effort. Cette CSA alimentait préalablement le FNDMA, depuis 2015 elle est directement affectée au CFA.

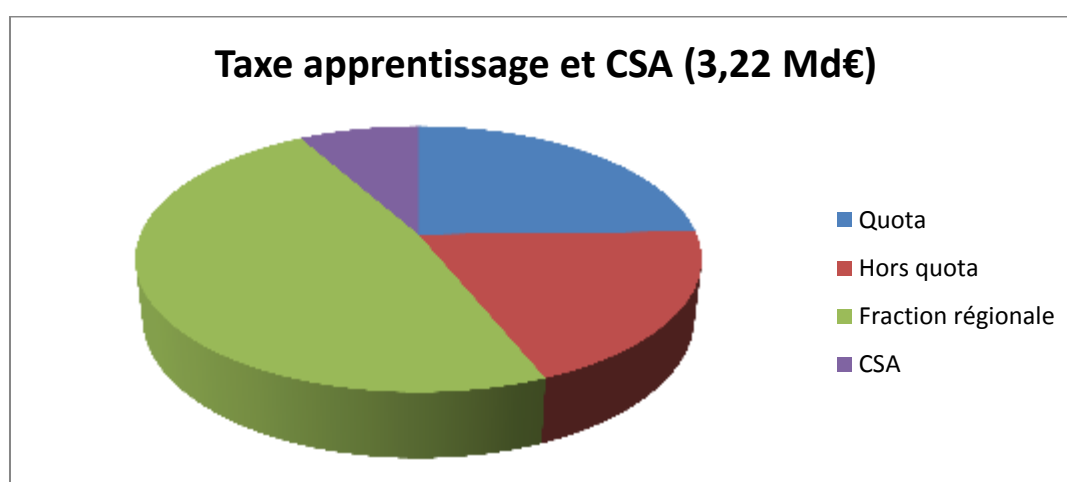
### 3.2 Accroissement en 2016 du montant de la taxe d'apprentissage de 1,8%

#### La taxe d'apprentissage finance l'ensemble des premières formations professionnelles et technologiques

Pour des raisons de cohérence interne entre les données, l'analyse suivante est basée, sauf précisé, sur les données de la DGEFP (remontées de données des OCTA – système PACTOLE).

Collecte TA millions d'euros	2015	2016	Evolution
<b>Taxe d'apprentissage</b>	<b>2 920</b>	<b>2 973</b>	<b>+1,8%</b>
<i>Dont fraction régionale</i>	1 514	1 545	+2%
<i>Dont quota</i>	803	808	+0,6%
<i>Dont hors quota</i>	603	619	+2,6
<b>CSA</b>	<b>215</b>	<b>267</b>	<b>+24,2</b>
<b>TOTAL</b>	<b>3 135</b>	<b>3 240</b>	<b>+3,3%</b>

Frais de collecte stable autour de 30 millions d'euros.



<sup>7</sup> Les alternants concernés sont les salariés en contrats d'apprentissage, ceux en contrats de professionnalisation, les personnes accomplissant un VIE et celles bénéficiant d'un Cifre.

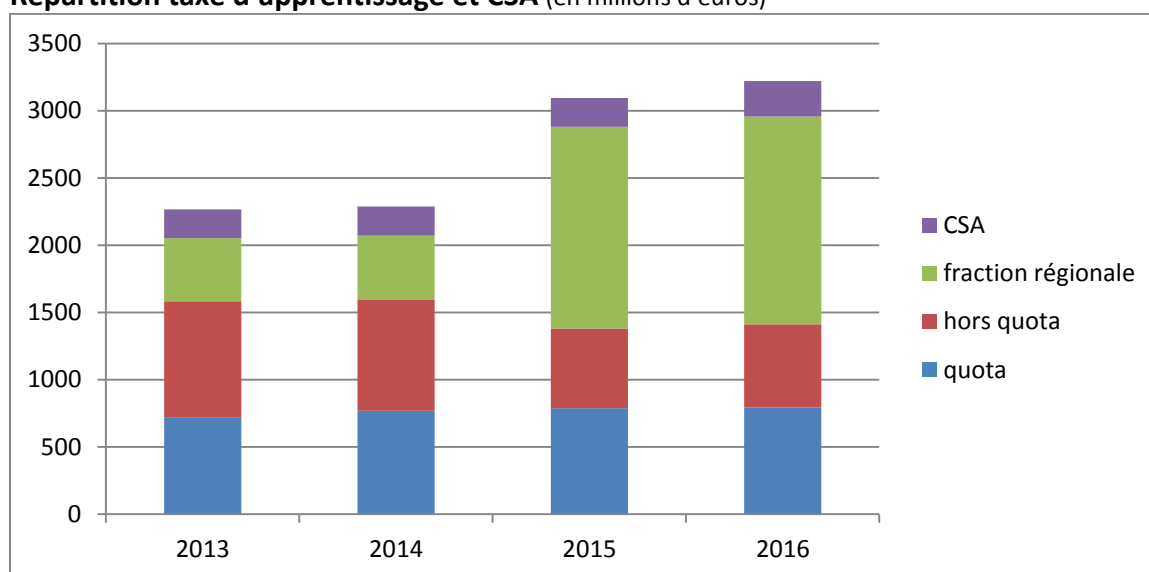


**En 2016, la collecte de la taxe d'apprentissage (basée sur les salaires 2015), hors CSA, s'élève à 2,973 milliards d'euros** soit une hausse rapport à 2015 de près de 1,8%.

Le quota augmente de 0,6%, le hors quota s'accroît de 2,6% et la fraction régionale représente de 2%.

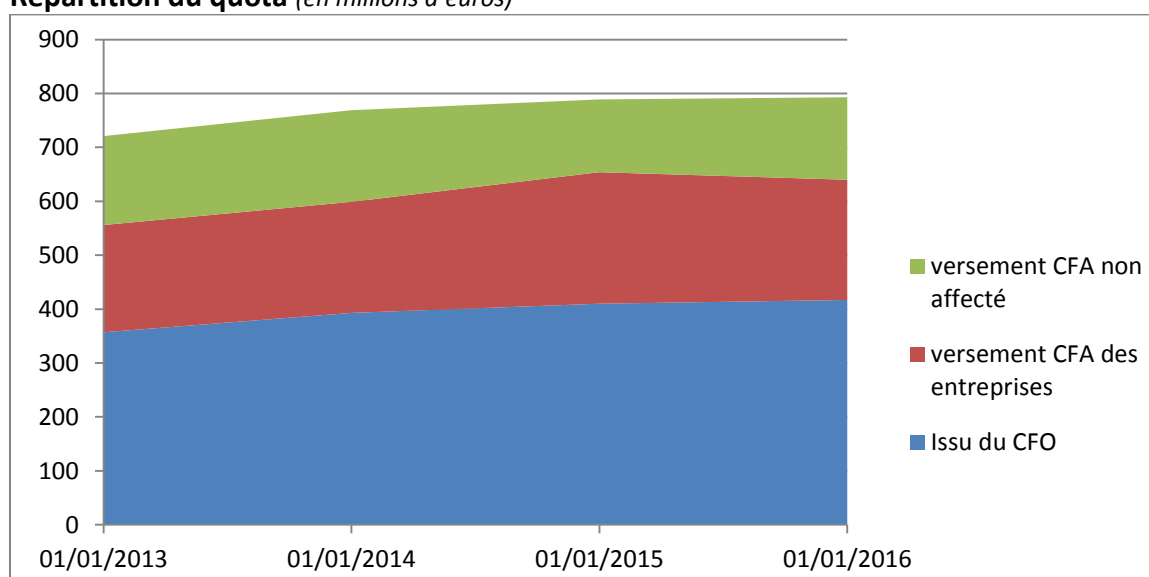
La CSA augmente fortement en 2016. Au total, la collecte est de 3 240 millions d'euros, en hausse de 3,3%. Sur ces montants, environ 2,760 Mds € sont répartis à l'apprentissage, soit une hausse de 6,9%

**Répartition taxe d'apprentissage et CSA (en millions d'euros)**



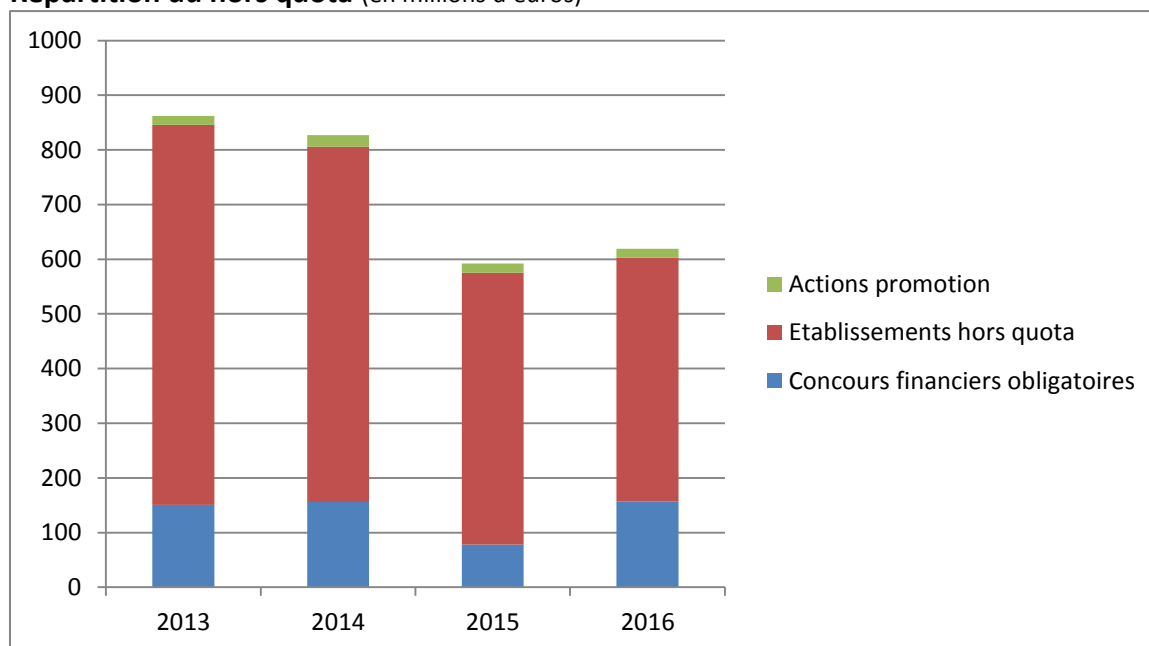
Le hors quota après avoir diminué se stabilise en 2016.

**Répartition du quota (en millions d'euros)**



Les montants issus du CFO s'accroissent en 2016 et ceux versés par les entreprises aux CFA diminuent.

### Répartition du hors quota (en millions d'euros)



Une part plus grande du hors quota permet en 2016 de financer le CFO.

### Tableau d'ensemble de la collecte répartie (taxe d'apprentissage, CSA)

Collectes répartie du financement de l'apprentissage (millions d'euros courants)	2013	2014	2015	2016	Evolution 2015/2016	Part 2016
<b>QUOTA (hors FNDMA)</b>	<b>721</b>	<b>770</b>	<b>789</b>	<b>793</b>	+0,51%	<b>24,6%</b>
Dont montant issu du concours financiers obligatoires (CFA des apprentis de l'entreprise)	357	393	410	417	+1,7	(52,6%)
Dont montant issu des versements aux CFA et aux écoles techniques	364	376	379	376	+0,8%	(47,4%)
<b>HORS-QUOTA</b>	<b>862</b>	<b>827</b>	<b>592</b>	<b>619</b>	+4,6%	<b>19,2%</b>
Dont montant issu des concours financiers obligatoires (pour les CFA)	151	156	78	157	+100%	(25,4%)
Dont montant issu des versements aux établissements hors quota	695	650	497	446	-10,3%	(72%)
Dont montant des actions de promotion	16	21	17	16	-5,9%	(2,6%)
<b>FNDMA (fraction régionale à partir de 2015)</b>	<b>469</b>	<b>475</b>	<b>1 498</b>	<b>1 545</b>	+3,1%	<b>48%</b>
<b>Contribution supplémentaire à l'apprentissage</b>	<b>214</b>	<b>215</b>	<b>215</b>	<b>264</b>	+22,8%	<b>8,2%</b>
<b>TOTAL</b>	<b>2 266</b>	<b>2 287</b>	<b>3 094</b>	<b>3 221</b>	+4,1%	
PM : Contribution au développement de l'apprentissage	765	790	-	-		
PM : total avec CDA	3 031	3 077	3 094	3 221		
Part qui bénéficie directement à l'apprentissage*	<b>2 320</b>	<b>2 406</b>	<b>2 580</b>	<b>2 759</b>	+6,9%	<b>85,7%</b>
Par qui ne bénéficie pas directement à l'apprentissage*	<b>711</b>	<b>671</b>	<b>514</b>	<b>462</b>	-10,1%	<b>14,3%</b>

\* La CSA en 2013 et 2014 alimentait le FNDMA alors qu'elle est affectée en 2015 et 2016 directement aux CFA

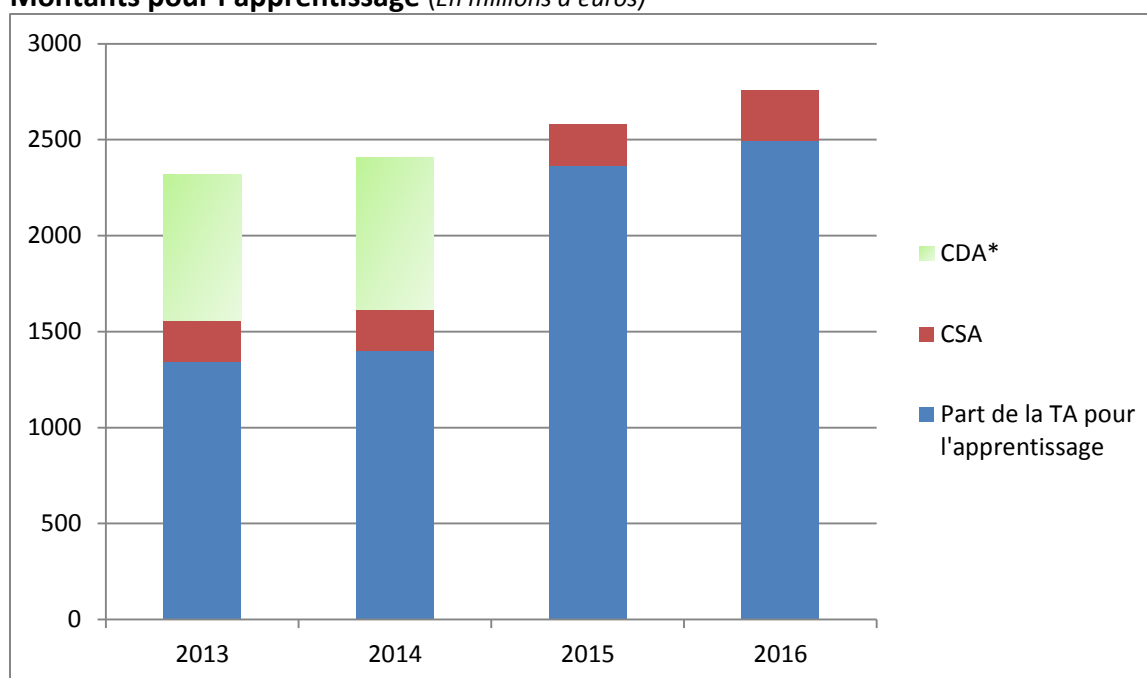
**Au total, l'apprentissage bénéficie de 2,759 milliards d'euros** (Sous réserve que la fraction régional bénéficie entièrement à l'apprentissage) :

- ❑ La collecte répartie de TA s'élève à 2,973 milliards d'€
- ❑ La CSA s'ajoute pour un montant de 267 milliards

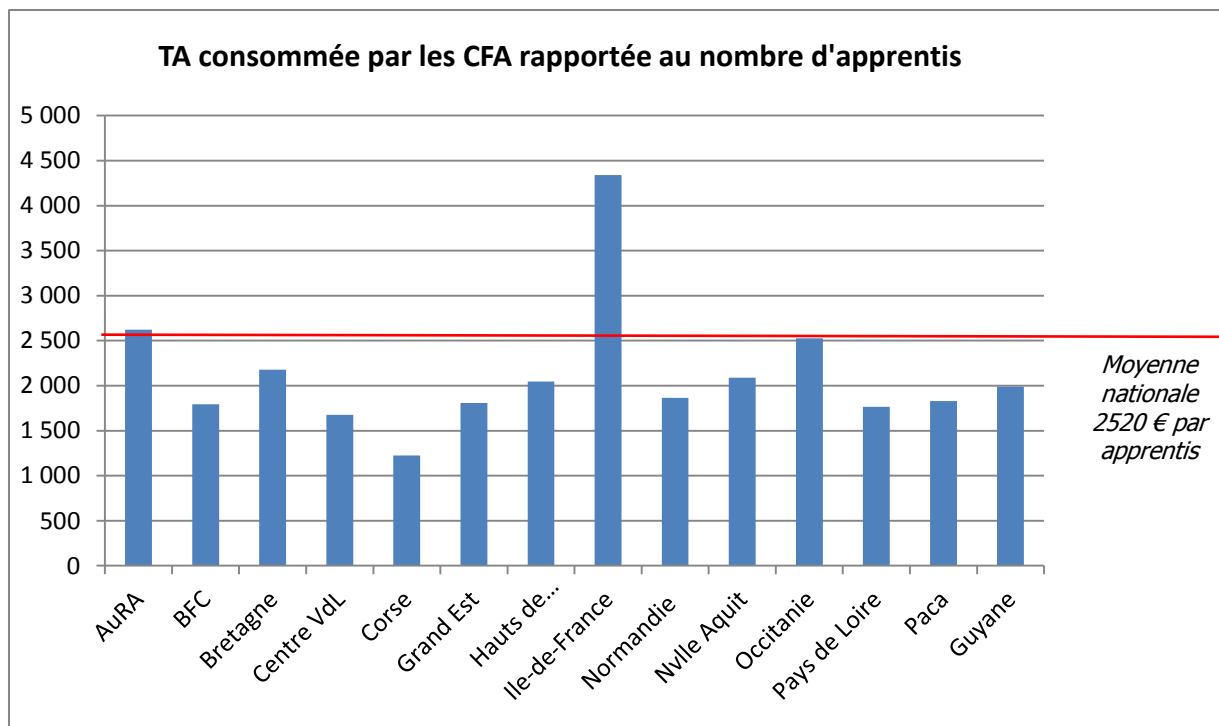
*Hypothèse que la CDA allait entièrement à l'apprentissage (ce qui n'était pas le cas) et que le FNDMA bénéficie entièrement à l'apprentissage*

Globalement, les montants totaux issus de la fiscalité de l'apprentissage augmentent en 2016 (+4,1%) la part qui bénéficie directement à l'apprentissage s'accroît plus sensiblement (+6,9%).

**Montants pour l'apprentissage** (En millions d'euros)



*\* A noter : avant 2015, une partie de la CDA (non quantifiable mais minoritaire) allait vers la formation continue. Les blocs verts dans le graphique sont par conséquent surestimés. Idem dans le tableau, les montants pour l'apprentissage en 2013 et 2014 sont donc légèrement surestimés.*



En moyenne, la TA consommée par les CFA est de 2 520 € par apprenti. Les disparités sont relativement fortes, par exemple entre la Corse (1 226 €), le Centre Val de Loire (1 678 €) et la Région Ile-de-France (4 341 €) ou Auvergne-Rhône-Alpes (2 621 €).

#### 4. Les schémas des flux financiers

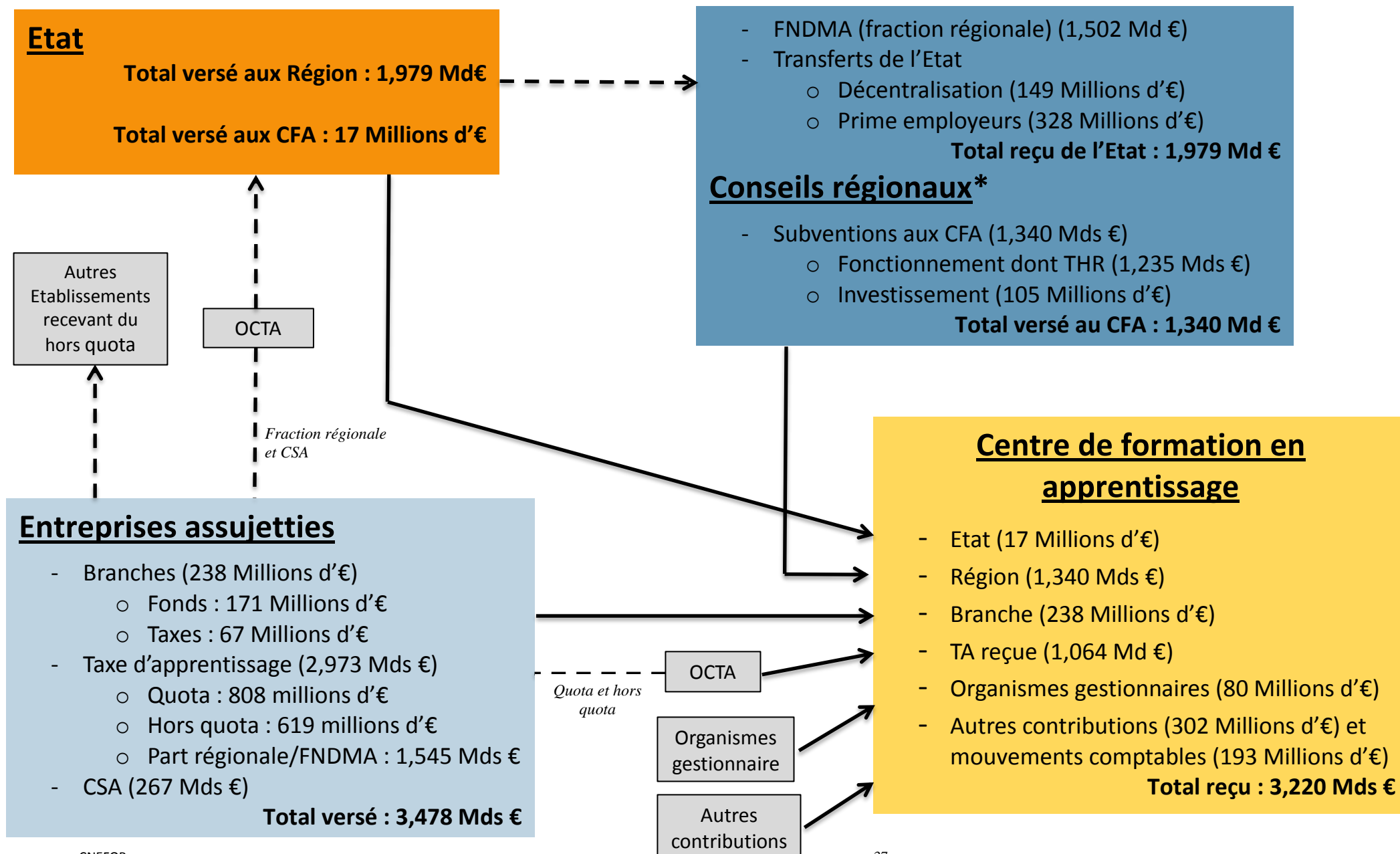
Deux schémas présentés ci-après représentent les flux financiers de l'apprentissage :

- le premier présente la vision des flux liés au **fonctionnement et à l'investissement de l'appareil de formation**
- le second, les flux financiers de l'apprentissage **vers les bénéficiaires**.

Deux types de flux coexistent sur les schémas :

- les flux finaux (par exemple la subvention régionale aux CFA) ;
- les flux intermédiaires, par exemple les transferts de fonds effectués de l'État aux Régions (fraction régionale versée au FNDMA par les entreprises, puis transférée aux Régions), sont signalés en pointillés.

# Schéma des flux financiers apprentissage 2016 pour le fonctionnement et l'investissement de l'appareil de formation



# Schéma des flux financiers apprentissage 2016 vers les apprentis et les entreprises employeurs

## Etat

### Pour les entreprises (1,613 Md €) :

- Crédit impôt apprentissage (231 Millions €)
- Exonération sociale (1,217 Md €)
- Aide embauche TPE (165 Million €)

**Pour les apprentis :** Exonération d'impôt  
revenu (375 Millions €)

**Total versé : 1,988 Md €**

Transfert de la prime  
aux employeurs

## Conseils régionaux\*

**Total versé : 400 Millions €**

**Pour les apprentis :** Aides directes (34 Millions €) et  
via les CFA (81 Millions €)

**Pour les entreprises :** Prime employeur apprenti  
(285 Millions €)

## Apprentis (et leur famille)

### Provenance des Régions directes ou via les CFA :

Aides directes (34 Millions €) et indirectes (81 Millions €)

**Provenance de l'Etat :** exonération impôt revenu (375  
Millions €)

**Pour les CFA :** Participation des familles (54 Millions €)

**PM provenance des entreprises :** Rémunération  
(autour de 3 Mds €)

**Total versé : 54 Millions €**

**Total reçu : 490 Mds €**

## Entreprises employeurs

### En provenance de l'Etat (1,613 Md €) :

- Crédit impôt apprentissage (231 Millions €)
- Exonération sociale (1,217 Md €)
- Aide embauche TPE (165 Million €)

**En provenance des Régions :** Prime  
employeur apprenti (285 Millions €)

**PM pour les apprentis :** Rémunération (autour  
de 3 Mds €)

**Total reçu : 1,898 Mds €**

## Centre de formation en apprentissage

**Pour les apprentis en provenance des Régions :**  
Aides indirecte (81 Millions €)

**Provenance des apprentis :** Participation des  
familles (54 Millions €)

## 5. Synthèse globale du financement de l'apprentissage

Bénéficiaires	2007	2014	2015	2016	Evolution 2015 - 2016		Contributeurs	2007	2014	2015	2016	Evolution 2015 - 2016
Offre de formation (CFA)	2 578	3 052	3 153	3 220	2,1%		Entreprises assujetties	927	1 140	1 178	1 250	+6,1%
Région	1 095	1 320	1 334	1326	-0,6%		Taxe apprentissage	748	949	983	1 012	+2,9%
Entreprises (TA)	748	949	983	1 012	2,95%		Branche	179	191	195	238	+22%
Branches	179	191	195	238	22%		PM Entreprises employeurs	1 852	2 642	2 763 (estimation)	ND	
Organismes gestionnaires	77	109	92	80	-13%		Régions	1 807	1 910	1 781	1 913	+7,4%
Familles	71	55	54	54	0		Subvention CFA	1 095	1 332	1 351	1 340	-0,8%
Etat	27	20	23	17	-26,1%		Aides directes apprentis	14	39	38	34	-10,5%
Autres	381	408	472	493	+4,4%		Autres	84	70	127	254	+100%
Apprentis	224	389	378	409	8,2%		Prime /aide	614	469	265	285	+7,5%
							Etat	1 507	1 952	1 933	2 005	+3,7%
Crédit impôt revenu	210	350	340	440	29,4%		Exonération cotisations sociales	900	1 100	1 291	1 217	-5,7%
Aides des Régions	14	39	38	34	-10,5%		Crédit impôt apprentissage	370	472	278	231	-19,9%
Prime / aide apprentissage	614	469	265	285	+7,5%		Exonération impôt revenu	210	350	340	375	+10,3%
Employeurs d'apprentis	1 270	1 576	1 570	1 613	2,7%		Autres	27	30	24	17	-29,2%
Crédit d'impôt apprentissage	370	472	278	231	-17%		Organismes gestionnaires	77	109	92	80	-13%
Exonération cotisations	900	1 100	1 291	1 217	-5,8%		Familles	71	55	54	54	0
Autres (aide TPE)		4	1	165	-		Autres contributions	381	409	472	493	+4,4%
Autres bénéficiaires	84	62	78	75	-3,8%		Total contribution	4 770	5 575	5 510	5 795	+3,7%
Total bénéficiaire	4 770	5 575	5 448	5 602	2,9%							

La prime était avant comptabilisée avec la rémunération des apprentis côté bénéficiaire et avec les Régions côté contributeurs. Désormais, nous ne prenons plus en compte la rémunération des apprentis. La prime est donc inscrite en tant que telle côté bénéficiaires et avec les Régions côté contributeurs.

En € courant

€ constant	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Coef.	0,8630	0,8790	0,8933	0,9066	0,9321	0,9329	0,9471	0,9671	0,9860	0,9946	0,9996	1

## Partie III : Le financement de l'offre de formation et les aides aux apprentis

---

Les données figurant dans cette partie proviennent des conseils régionaux qui exploitent **les comptes financiers de leurs organismes de formation (CFA, SA)** ; ces comptes sont transmis depuis 2006 (données 2004) au CNFPTLV et depuis les données 2015 au CNEFOP qui les agrège et les consolide.

**Elles font l'objet d'une base de données utilisable par les acteurs, universitaires, chercheurs et les décideurs.** <http://www.cnefop.gouv.fr/intranet/comptes/base-de-donnees/comptes-financiers-des-cfa.html>

Pour l'enquête 2016, seule la Guyane a répondu pour l'Outre-Mer

Les données financières concernant les quelques CFA à recrutement national ne sont pas pris en compte dans cette étude : par contre les effectifs de leurs apprentis sont classés dans les régions dans lesquels ces CFA sont situés. Cela ne fausse pas les résultats compte tenu du très faible nombre d'apprentis dans les CFA nationaux.

### 1. Les établissements de formation par apprentissage (centres de formation d'apprentis - CFA) : organismes gestionnaires et sites de formation

#### 1.1 La moitié des organismes gestionnaires de CFA est privée et accueille 53,5% des apprentis

Les centres de formation d'apprentis (CFA) y compris ceux qui sont supports d'unités de formation par apprentissage (UFA) et les sections d'apprentissage (SA) sont gérés par des organismes privés (associations, entreprises, branches), parapublics (chambres consulaires)<sup>8</sup> ou publics (établissements publics locaux d'enseignement, collectivité territoriale).

Au 31 décembre 2016, les organismes « privés » (dont CFA de branche et établissement de formation) accueillent 53,5 % des apprentis (soit 220.000 apprentis) et se concentrent plus sur le supérieur (par exemple, 80% des apprentis niveau 1 sont dans ces établissements) contre 30% pour les organismes parapublics (consulaires, soit 125 000 apprentis, plutôt bien répartis selon les niveaux) et 16% pour les organismes publics (66 000 apprentis).

On constate notamment une hausse plus forte que la moyenne des apprentis dans les chambres de commerce et de métiers en 2016 ainsi que pour les Etablissements de formation ou de recherche (en lien avec le développement de l'apprentissage dans le supérieur certainement). A l'inverse, une baisse par rapport à 2015 est à noter dans les sections d'apprentissage et dans les CFA de collectivités locales.

---

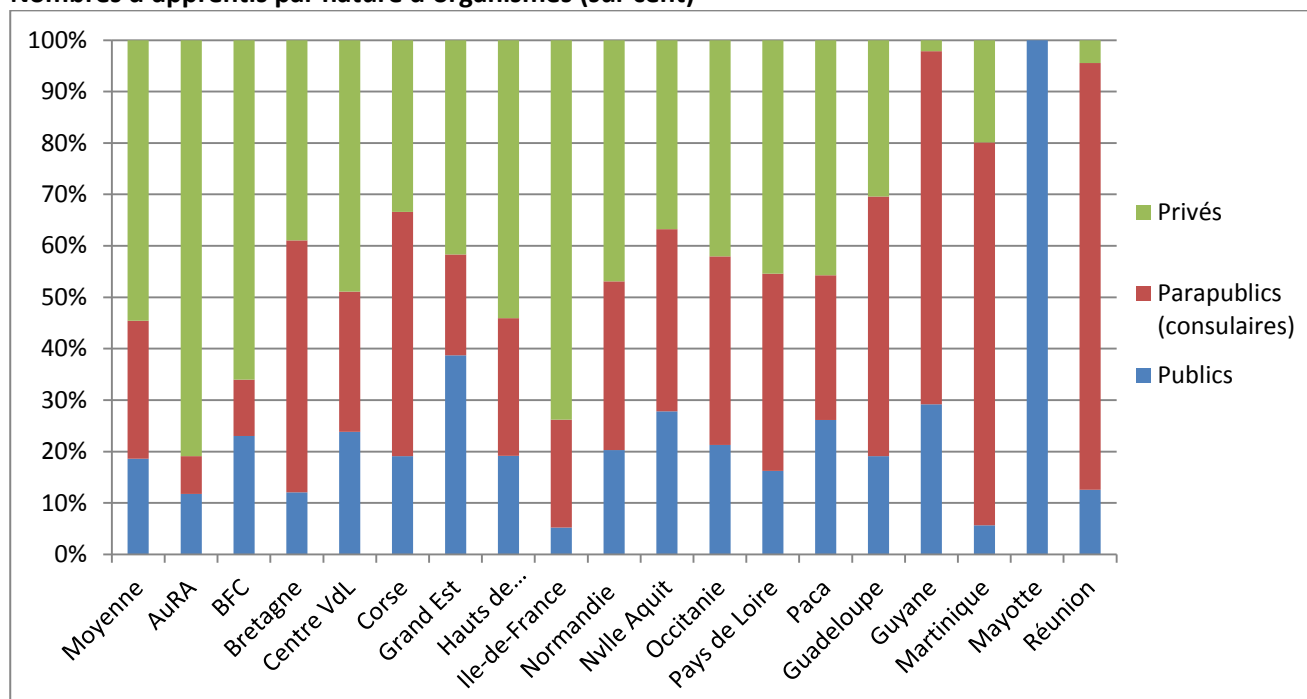
<sup>8</sup> les chambres consulaires sont parfois organisées en association, elles sont alors classées parmi les organismes privés. En conséquence, les organismes parapublics ne représentent pas l'ensemble de l'activité de formation des chambres consulaires.



Effectifs 31/12/2016	Niveau V	NIVEAU IV	NIVEAU III	NIVEAU II	NIVEAU I	TOTAL
Association mixte consulaire	8 747	2 710	1 322	194	855	13 828
Association, organisation professionnelle, entreprise ou groupement d'entreprises	64 963	47 964	38 239	16 376	36 349	203 891
CFA à recrutement national	190	63	6	16		275
Chambre d'agriculture	281	299	131	0	0	711
Chambre de commerce et d'industrie	12 044	8 985	11 701	3 920	5 922	42 572
Chambre des métiers	47 069	16 798	3 176	81	0	67 124
Collectivité locale ou territoriale	3 901	1 569	286	0	0	5 756
Etablissement de formation ou de recherche (université, école d'ingénieur...)	29	101	1 787	3 611	4 483	10 011
Etablissement public local d'enseignement et de formation professionnelle agricole	8 738	8 805	5 901	397	274	24 115
Etablissement public local enseignement	8 145	6 780	6 629	1 348	821	23 723
Etablissement scolaire privé sous contrat	2 853	1 767	1 861	132	48	6 661
Groupement d'intérêt public	2 816	3 518	4 593	455	506	11 888
Section d'apprentissage	222	455	694	75	265	1 711
<b>TOTAL</b>	<b>159 998</b>	<b>99 814</b>	<b>76 326</b>	<b>26 605</b>	<b>49 523</b>	<b>412 266</b>

Source : enquête SIFA, 2016

#### Nombres d'apprentis par nature d'organismes (sur cent)



Source : enquête SIFA, 2016, retraitement CNEFOP

La répartition des apprentis par type d'organisme est relativement disparate d'une région à l'autre, 80% des organismes sont privés en Aura contre 40% en Bretagne par exemple.

## 1.2 Le nombre de sites de formation en apprentissage continue à s'accroître alors que le nombre de CFA diminue encore en 2016

Même si certains chiffres manquant impliquent de conserver une lecture prudente, on constate que le nombre de conventions entre Régions et CFA continue de baisser (-3% de 2015 à 2016) alors que le nombre de sites de formation en apprentissage continue à s'accroître (+5,4% entre 2015 et 2016) pour atteindre le nombre de 3 591 en 2016, répartis sur l'ensemble du territoire. Il semble que la fusion des Régions est accru ce double phénomène.

**Le développement de l'apprentissage se fait donc encore, comme les années précédentes, principalement par la création de nouveaux sites de formation et non par la création de CFA.**

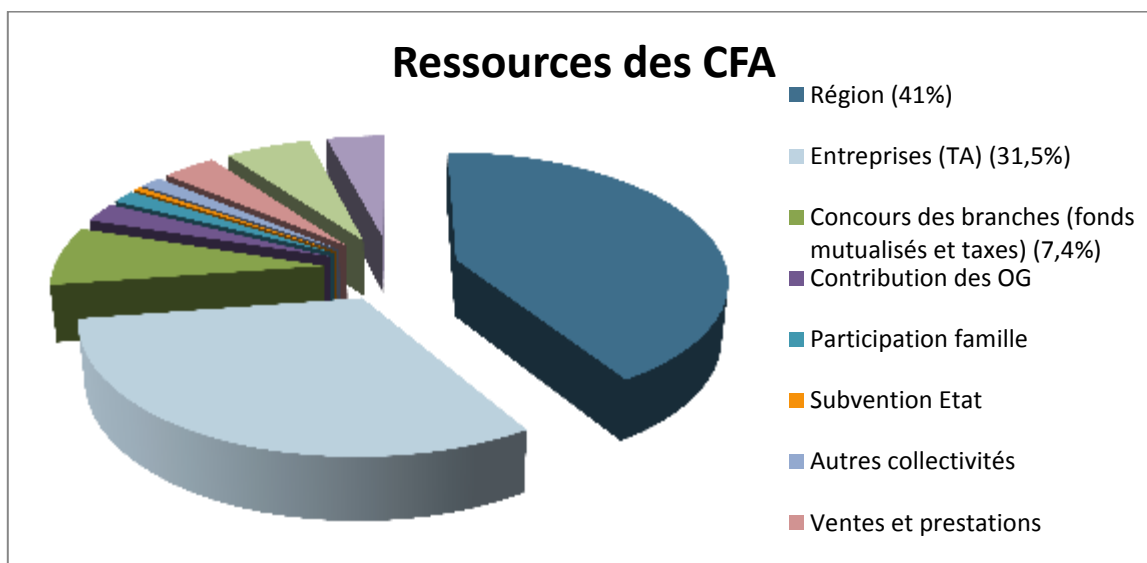
Cette évolution s'explique à la fois par une politique d'aménagement du territoire conduite par les Régions et par le développement des CFA « hors les murs » (CFA dont les formations sont dispensées dans un établissement d'enseignement (ex : université) qui garde la responsabilité pédagogique (le CFA, quant à lui, exerce la responsabilité administrative et financière)). Un phénomène de concentration des CFA est ainsi constaté, parallèlement à un phénomène d'amélioration de la couverture territoriale de ces CFA via la création d'antennes ou d'UFA

En moyenne, un CFA dispose en 2016 de 3,9 sites de formation. Cette moyenne traduit cependant des disparités régionales, le nombre moyen de sites par CFA pouvant aller de 2,2 (Normandie) à 7,25 (Hauts-de-France).

Conventions et Sites en 2016	2013		2014		2015		2016		
	Conventions	Sites	Conventions	Sites	Conventions	Sites	Conventions	Sites	Moy
AURA (Rhône Alpes seul pour site 2013, 2014 et 2015)	83	nd (393)	83	nd (393)	83	nd (486)	83	428	5,16
Bourgogne Franche Comté	54	194	54	202	54	210	53	236	4,5
Bretagne	39	130	39	130	39	155	39	155	4
Centre Val de Loire	41	120	40	132	40	126	40	126	3,15
Corse	nd	nd	8	nd	8	nd	8	nd	nd
Grand Est (Hors CA pour sites 2014)	110	254	108	nd (215)	108	223	106	328	3,1
Hauts-de-France	57	352	57	375	54	389	52	377	7,25
Ile de France	140	534	135	532	131	539	131	547	4,2
Normandie	78	128	80	133	73	132	67	150	2,2
Nouvelle Aquitaine	114	322	115	333	115	335	115	375	3,3
Occitanie	125	316	115	322	110	311	103	362	3,5
Pays de la Loire	51	186	52	189	53	200	53	216	4,1
PACA	71	266	68	274	69	279	66	291	4,4
Guadeloupe	nd	nd	8	26	8	21	nd	nd	nd
<b>Total</b>	<b>963</b>	<b>3 195</b>	<b>963</b>	<b>3 256</b>	<b>945</b>	<b>3406</b>	<b>916</b>	<b>3 591</b>	<b>3,9</b>

## 2. Les ressources globales des CFA s'élèvent à 3,220 Md € en 2016, soit une hausse de 2,1% par rapport à 2015

Les ressources nécessaires au financement des CFA augmentent en 2016 de 2,1 %, principalement grâce à l'accroissement de la taxe d'apprentissage et des fonds des branches professionnelles, et s'élèvent au total à 3,220 milliards d'euros. Comme le montre le graphique ci-dessous, les ressources des CFA proviennent essentiellement des subventions des conseils régionaux et des fonds des entreprises (taxe d'apprentissage et fonds des branches).



Source : comptes financiers des CFA – remontées CNEFOP

### 2.1 En 2016, les ressources des CFA augmentent de 2,1%

Les différentes ressources que les CFA ont mobilisées pour leurs dépenses de fonctionnement, de THR ou d'investissement s'élève à 3,220 milliards d'euros en 2016.

### Ressources des CFA En millions d'euros

Source : comptes financiers des CFA - remontée CNEFOP	2015	2016	Part 2016	Evolution (%)
Subvention des Régions aux CFA régionaux (y compris investissements)	1 272	1 259	41,2%	-1%
Participation des Régions aux frais de Transport, d'Hébergement et de Restauration (THR) *	62	67		-6,5%
Concours des entreprises Taxe d'apprentissage consommée**	983	1 012	31,5%	2,9%
Concours des branches **	195	238	7,4%	22%
Fonds mutualisés de la professionnalisation, taxes fiscales (ANFA, AFT) et cotisation professionnelle (CCCA-BTP)	135	171		
	60	67		
Contribution des organismes gestionnaires	92	80	2,5%	-15%
Participation des familles	54	54	1,7%	0
Subvention des Ministères aux CFA à recrutement national et autres ressources provenant de l'Etat	23	17	0,5%	-26,1%
Autres collectivités	47	49	1,5%	4,26%
Ventes et prestations	113	121	3,8%	7%
Recettes de contrepartie***	184	193	6%	4,9%
Autres ressources ****	128	130	4%	1,57%
<b>Total</b>	<b>3 153</b>	<b>3 220</b>	<b>-</b>	<b>2,1%</b>

Entre 2007 et 2016, les ressources des CFA ont augmenté de près de 15,6% en euros constants (27,8% en euros courants), alors que le nombre d'apprentis sur cette même période est resté sensiblement le même.

€ courant	2007		2015		2016		Evolution 2015/2016
	En M€	Poids	En M€	Poids	En M€	Poids	
<b>Région</b>	<b>1 086</b>	<b>43,2%</b>	<b>1 334</b>	<b>42,3%</b>	<b>1 317</b>	<b>41,2%</b>	<b>-1,3%</b>
<b>Entreprises</b>	<b>858</b>	<b>34,1%</b>	<b>1 178</b>	<b>37,4%</b>	<b>1 250</b>	<b>38,9%</b>	<b>+6,1%</b>
Taxe apprentissage	669	26,6%	983	31,2	1012	31,5	+2,9%
Branches	189	7,5%	195	6,2%	238	7,4%	+22%
<b>Organismes gestionnaires</b>	<b>95</b>	<b>3,8%</b>	<b>92</b>	<b>2,9%</b>	<b>80</b>	<b>2,5%</b>	<b>-15%</b>
<b>Familles</b>	<b>63</b>	<b>2,5%</b>	<b>54</b>	<b>1,7%</b>	<b>54</b>	<b>1,6%</b>	<b>0</b>
<b>Autres ressources</b>	<b>412</b>	<b>16,4%</b>	<b>495</b>	<b>15,7%</b>	<b>510</b>	<b>15,9%</b>	<b>+3%</b>
Etat	23	0,9%	23	0,7%	17	0,5%	-26%
Vente/prestation	65	2,6%	113	3,6%	121	3,8%	+7%
Autres collectivités	35	1,4%	47	1,5%	49	1,5%	+4,3%
Contrepartie comptable	119	4,7%	184	5,8%	193	6%	+4,9%
Divers	171	6,8%	128	4%	130	4%	+1,6%
<b>Total</b>	<b>2 513</b>		<b>3 153</b>		<b>3 211</b>		<b>+1,8%</b>

Les grandes tendances qui se dégagent de l'analyse des chiffres sont détaillées dans les pages suivantes :

- la part toujours importante mais en légère baisse des Conseils régionaux dans le financement des CFA, qui sont les principaux financeurs des CFA avec près de 41% des ressources en 2016.
- la part des entreprises, deuxième financeur des CFA, se stabilise autour de 39% des ressources, avec une augmentation notable en 2016 de l'apport des branches professionnelles.
- la participation des organismes gestionnaires telle que retracée dans les comptes des CFA reste marginale (2,5%) et diminue.

*NB : Une part importante des ressources consacrées aux investissements ne figure pas dans la comptabilité des CFA. La gestion du patrimoine des établissements relève souvent directement des organismes gestionnaires ou de structures juridiques spécifiques (ex. les sociétés civiles immobilières, les foyers de jeunes travailleurs,...).*

- la participation des familles est limitée et ne concerne pratiquement que le THR ; cette participation qui se monte à 54 M€ reste stable depuis plusieurs années.

## 2.2 Le financement des CFA par la Taxe d'apprentissage et les branches s'accroît en 2016

Selon l'enquête CNEFOP, la taxe d'apprentissage reçue par les CFA est de 1,124 Md €. Les statistiques issues de Pactole (DGEFP) diffèrent un peu en 2016 puisque les versements de la TA aux CFA correspondent à 1 213 Mds € et proviennent du quota (793 millions d'euros) du hors quota (156 millions d'euros) et de la CSA (264 millions d'euros). Cette différence peut s'expliquer notamment par une comptabilisation erronée de la CSA par les CFA ou par des décalages dans le temps des sommes perçues.

**Le montant de la taxe d'apprentissage (et CSA) reçu par les CFA en 2016 s'élève à 1,074 milliard d'euro :**

TA	Quota	Hors quota	CSA	Total
<b>Versement aux CFA</b>	<b>793</b>	<b>156</b>	<b>264</b>	<b>1 213</b>
<i>En millions d'€</i>				

Sources DGEFP (Pactole)

**Hors CSA, cela correspond à 32% de la collecte de TA répartie (2 970 millions d'euros), contre 30% en 2015**

A noter, qu'il s'agit ici du montant reçu par les CFA (et non de la TA consommée par les CFA). Avec les données CNEFOP, sur les 1,124 Md€ de ressources de TA reçues en 2016, les CFA en

consommant 1 020 millions d'€ pour leurs dépenses de fonctionnement, investissement ou autres (THR...). Le solde augmente le reliquat disponible de TA pour l'année suivante (cf. plus loin).

**Evolution à la hausse de la TA reçue par les CFA et de la moyenne par apprenti :**

2009		2014		2015		2016		Evolution par apprenti 2015/2016
TA reçue	Par apprenti	TA reçue	Par apprenti	TA reçue	Par apprenti	TA reçue	Par apprenti	+5,3%
818 M€	1 931	978 M€	2 358 €	1 064 M€	2 630 €	1 124	2 778	

La hausse de taxe d'apprentissage perçue par les CFA ces dernières années accroît leurs ressources par apprenti dans un contexte de stabilité sur les effectifs.

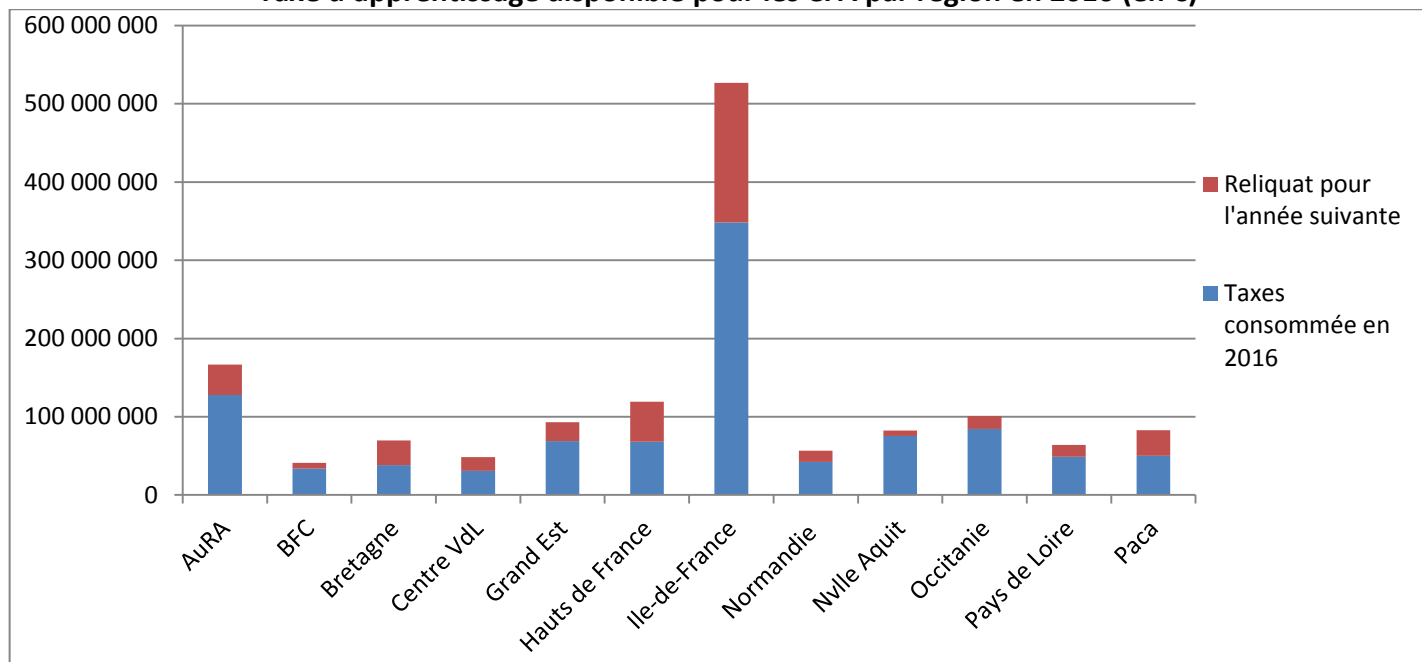
Taxe d'apprentissage et CFA	2014	2015	2016	Evolution 2015-2016
<b>TA reçue par les CFA</b>	978,4	1 063,6	1 124	+5,7%
<b>Reliquat n-1</b>	188,9	273,8	329,5	+20,5%
<b>Reliquat n</b>	28,1	78,2	104,5	+33,6%
<b>Reliquat n+1</b>	217	352	434	+23,3%
<b>TA disponible</b>	1 167,2	1 335,9	1 454	+8,9%
<b>TA consommée</b>	950,7	983,5	1 020	+3,8%
<i>Pour le fonctionnement</i>	910,6	937	954,7	+1,8%
<i>Pour l'investissement</i>	37,8	43,9	62,8	+44,2%
<i>Pour le THR</i>	2,5	2,6	2,3	-11,5%
<b>Taxe reçu par apprenti</b>	2 355 €	2 630 €	2 778 €	+5,6%
<b>Taxe disponible par apprentis</b>	2 809 €	3 299 €	3 593 €	+8,9%
<b>Taxe consommée par apprentis</b>	2 288 €	2 428 €	2 520 €	+3,8%

En millions d'euros courants

Sous toutes ses formes, les rentrées de TA pour les CFA s'accroissent sensiblement en 2016.

NB : Le reliquat n-1 correspond aux reliquats précédents et permet en l'ajoutant à la TA reçue de connaître la TA disponible pour les CFA en année n. Le reliquat n correspond à la différence entre la TA reçue et la TA consommée, il s'ajoute au reliquat n-1 pour constituer le reliquat n+1. Le reliquat n+1 correspond ainsi à la différence en n entre la TA disponible et la TA consommée, il se reporte pour l'année suivante (également : reliquat n = reliquat n+1 – reliquat n-1).

### Taxe d'apprentissage disponible pour les CFA par région en 2016 (en €)



La barre représente la TA disponible pour les CFA et se répartit en TA consommée et en reliquat pour les années suivantes. Plus la partie rouge est importante, plus les CFA disposent de trésorerie.

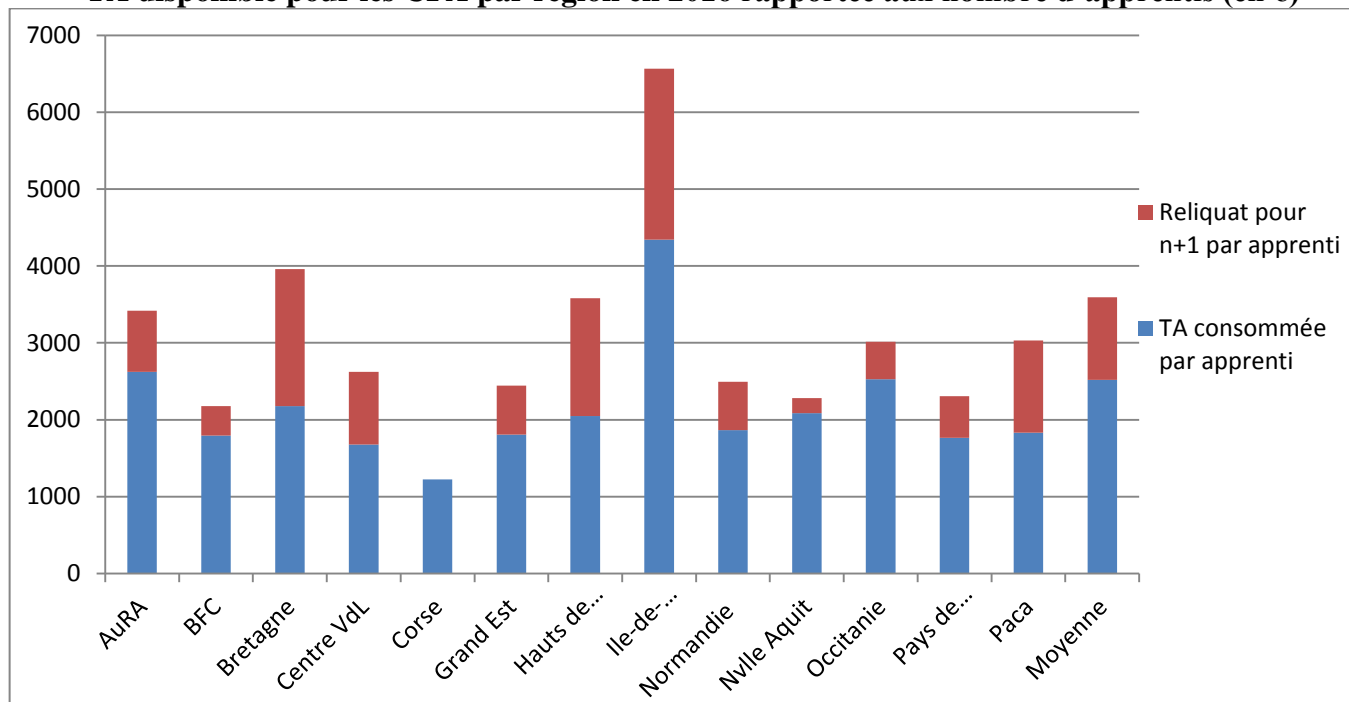
Pour des raisons d'échelle, la Corse est à part :

En €	TA disponible	TA Consommée	Reliquat année suivante
Corse	2 515 462	2 524 016	0

A noter que s'il est évidemment possible de consommer plus que la TA reçue en puisant dans les reliquats, il paraît difficile de consommer plus que la TA disponible...

En moyenne, en 2016 la TA consommée représente 70% de la TA disponible et 90% de la TA reçue.

### TA disponible pour les CFA par région en 2016 rapportée aux nombre d'apprentis (en €)



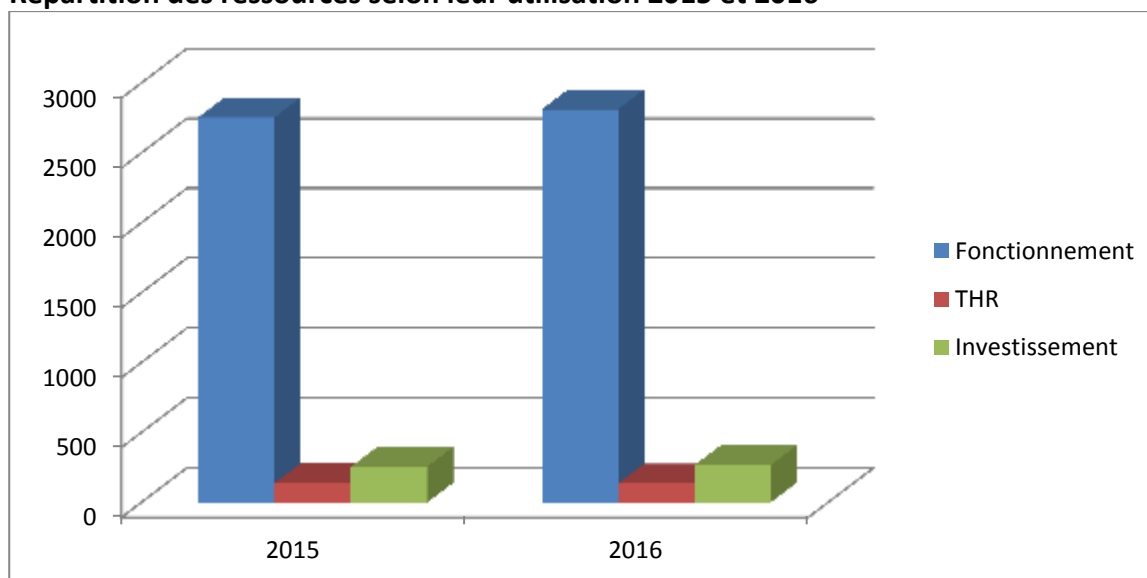
La part de taxe consommée varie assez fortement d'une région à l'autre (60% de consommation pour Paca, 66% pour l'Île-de-France jusqu'à 82% pour Bourgogne Franche comté).

Le reliquat total pour l'année suivante (434 millions d'€) correspond à 30% de la TA disponible en 2016 (1,454 Mds €)

### 2.3 Les ressources sont principalement destinées au financement pédagogique et aux dépenses de personnel

Comme les années précédentes, le fonctionnement pédagogique (fonctionnement hors THR) des CFA mobilise 2,812 milliards d'euros, soit 87,5% des ressources consommées. Les ressources sont également consacrées aux activités de transport, hébergement, restauration (THR – 4,20%), et à certains investissements pour 8,3%. La part consacrée au THR baisse par rapport à 2015 (-1 point) alors que celle consacrée à l'investissement augmente (1 point).

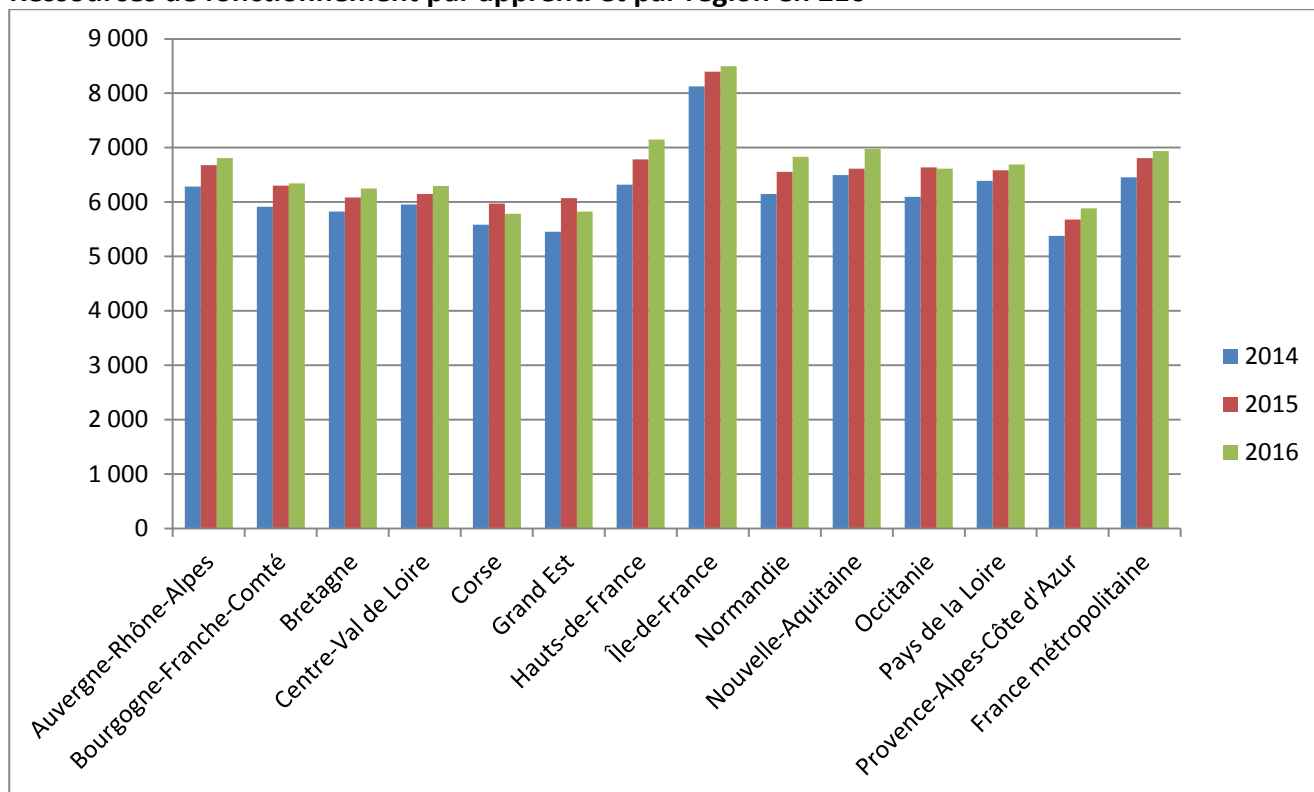
#### Répartition des ressources selon leur utilisation 2015 et 2016



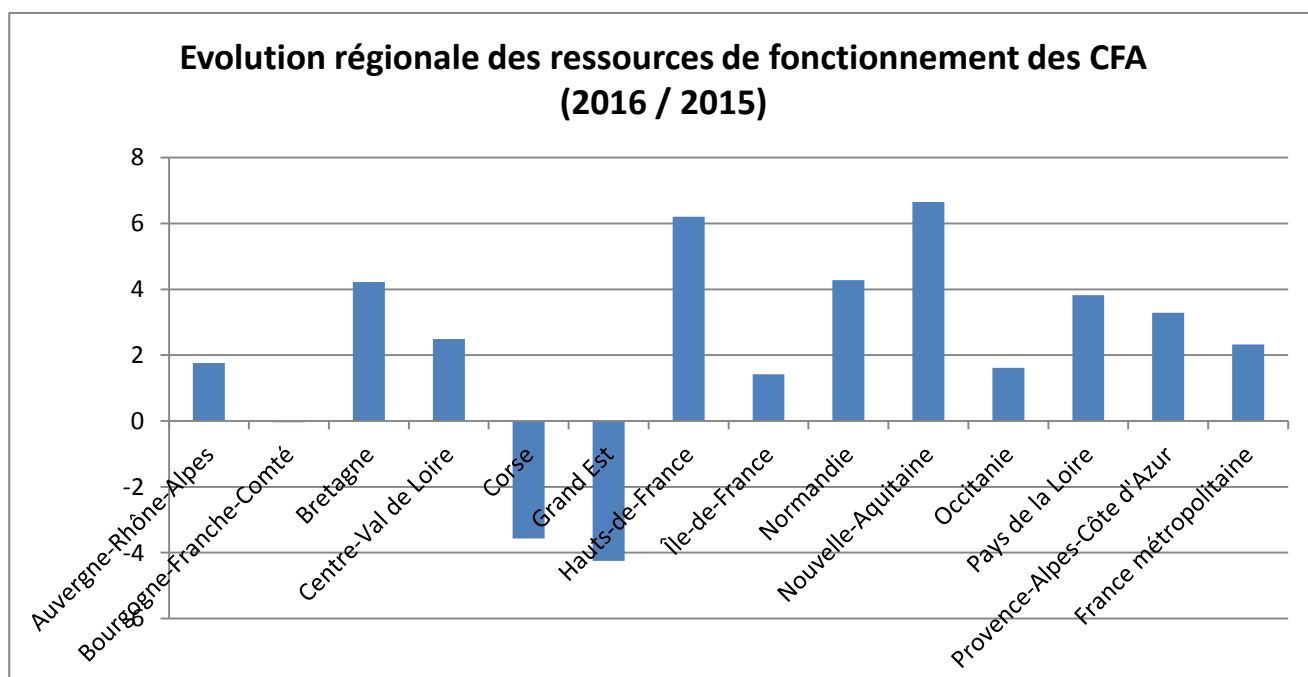
Les ressources de fonctionnement des CFA rapportées au nombre d'apprentis s'accroissent en 2016 de 1,85 % et s'établissent à 6 935 €.



### Ressources de fonctionnement par apprenti et par région en 216



L'augmentation d'une année sur l'autre depuis 2014 est vérifiée dans toutes les régions excepté pour la Corse et Grand Est, avec finalement assez peu de disparités d'une région à l'autre hors Île-de-France.

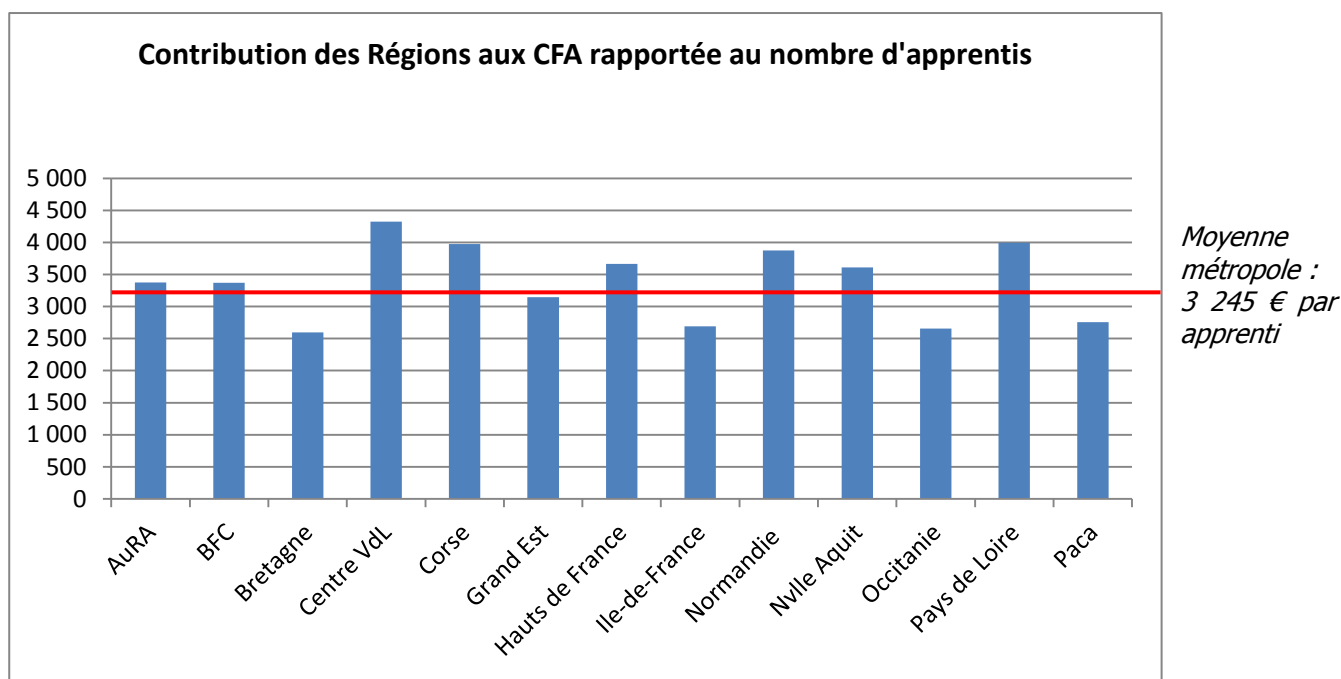


L'augmentation globale des ressources de fonctionnement des CFA cache toutefois quelques disparités régionales notamment pour la Corse et Grand Est.

## 2.4 Les Régions sont les premiers financeurs de l'offre de formation (41%)

Les Régions interviennent principalement pour équilibrer les comptes des CFA « en fonction des participations financières réelles perçues »<sup>9</sup>. En 2016, 41% des ressources des CFA proviennent des Régions qui sont donc leur premier financeur.

Globalement, les ressources accordées aux CFA par les Régions ont fortement augmenté jusqu'en 2008, ont suivi un rythme plus modéré d'environ 2% par an jusqu'en 2011, avant d'augmenter 5% en 2012 et de 6% en 2013, puis de baisser en 2014 de 2% et d'augmenter de 1,4% en 2015. Elles diminuent en 2016 de 1,3%.



Une variabilité s'observe entre les différentes régions, de 4 324 € par apprenti en Centre Val de Loire à 2 657 € par apprenti en Occitanie ; on en étudiera les mécanismes liés notamment à l'interaction entre les deux financeurs principaux, au paragraphe consacré à la complémentarité des financements entre Régions et entreprises.

## 2.5 Les entreprises représentent 38,9% des ressources

Les entreprises sont le deuxième financeur avec 1,250 milliard d'euros (38,9 %) provenant :

- de la taxe d'apprentissage pour 1 012 millions d'euros
- des fonds de certaines branches pour un montant total de 238 millions d'euros.

Après une baisse de 5% en 2010 des fonds reçus en provenance de la taxe d'apprentissage, les CFA, incités par les Régions, ont amplifié les campagnes de recherche de fonds. Par ailleurs, l'augmentation de la part du « quota » introduite par la loi Cherpion a permis d'augmenter les fonds provenant de la taxe d'apprentissage, qui enregistrent une hausse de 2% en 2011, de 6% en

<sup>9</sup> Article R6233-11 du Code du Travail : « le montant définitif de la subvention [régionale] due au titre d'un exercice déterminé est arrêté en fonction des participations financières réelles perçues »

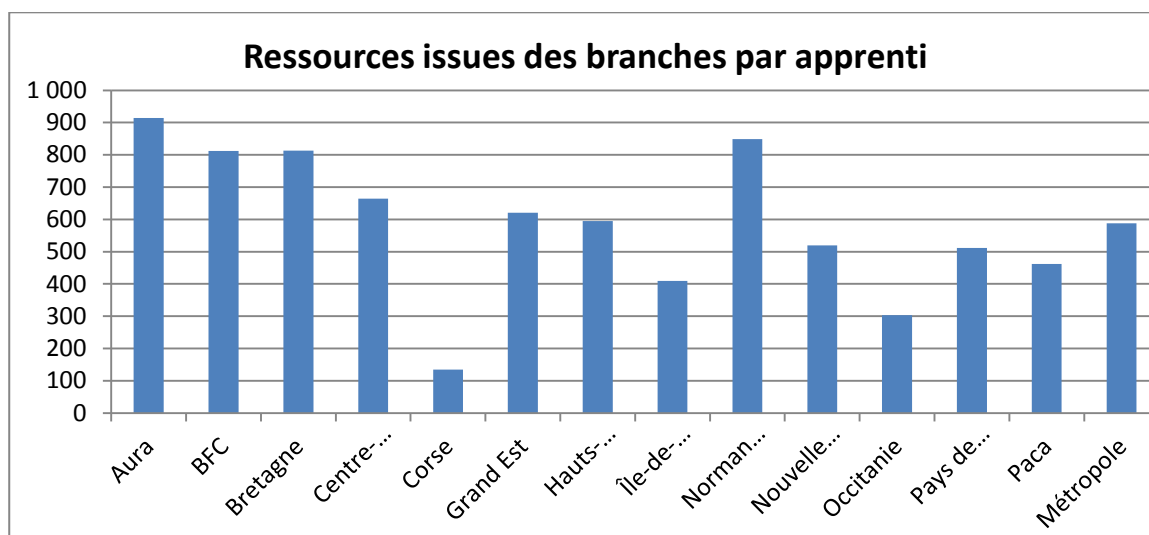
2012 et de 5% en 2013 et en 2014, puis de 3,3% en 2015. La hausse de la ressource TA pour les CFA est de 2,9% en 2016.

Les CFA reçoivent aussi des fonds mutualisés, taxes fiscales et cotisation professionnelle.

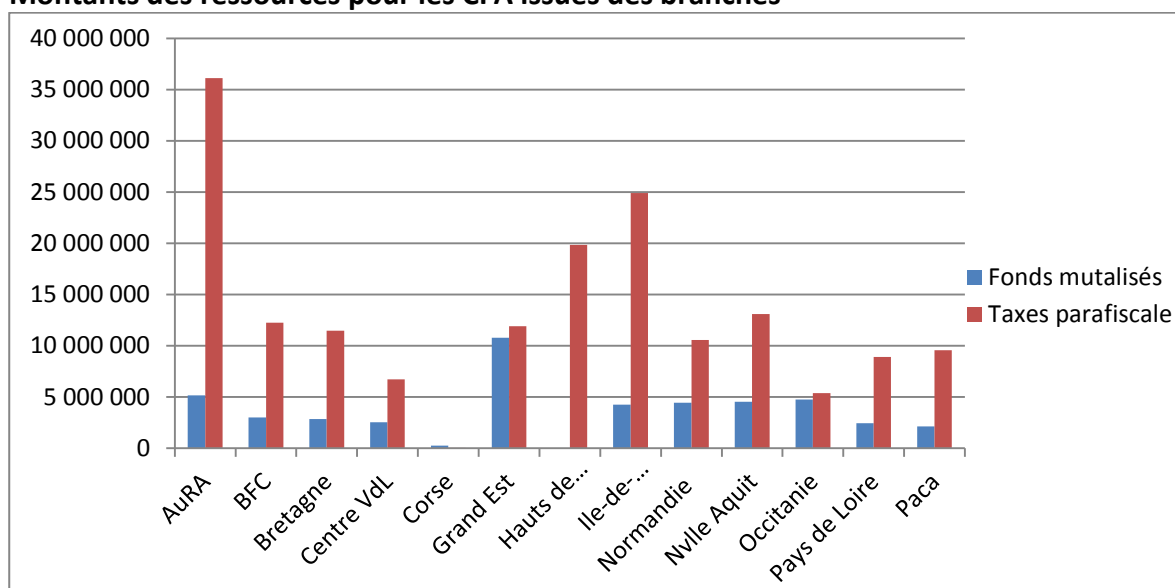
La participation des branches professionnelles et des OPCA au financement des CFA, hors taxe d'apprentissage, provient :

- de transferts de fonds de la professionnalisation (171 millions d'euros)
- de taxes fiscales destinées à l'apprentissage collectées dans les secteurs de la réparation automobile (ANFA) et du transport-logistique (AFT), ainsi que de la cotisation professionnelle du bâtiment et des travaux publics (CCCA-BTP), soit 67 millions d'euros pour ces trois branches.

En 2016, les fonds en provenance des branches représentent ainsi 238 M€, soit une augmentation sensible de 22% par rapport à 2015, et se décomposent ainsi : 171,3 millions € pour le fonctionnement ; 18,9 millions € pour l'investissement ; 1,1 million € pour le THR



**Montants des ressources pour les CFA issues des branches**



## 2.6 D'autres contributions se retrouvent dans les comptes des CFA

Parmi les autres contributeurs, on trouve les organismes gestionnaires dont la participation s'élève à 80 millions d'euros en 2016 (soit une baisse de 15% par rapport 2015, comme déjà en 2014, moins de 2,5% des ressources inscrites dans la comptabilité des CFA) et les familles dont les contributions figurant dans les comptes des CFA sont stables et s'élèvent à 54 millions d'euros (1,7%) pour être concentrées sur les frais de THR.

A côté des ressources des financeurs détaillées ci-dessus, l'exploitation des comptes financiers des CFA fait apparaître d'autres ressources qui se montent à 510 millions d'euros en 2016 et proviennent :

- de ventes et prestations de services effectuées par les CFA qui augmentent régulièrement (121 M€) et leur fournissent désormais un peu plus de 3,8% de leurs ressources ; il peut s'agir par exemple de restauration dans les CFA, de prestations de coiffure, de ventes de chocolats fabriqués par les apprentis).
- de l'Etat (17 M€) qui, outre la gestion des CFA nationaux résiduels, participe en direct bien que faiblement au fonctionnement de certains CFA en convention avec les Régions
- des autres collectivités territoriales qui versent des contributions (49 M€, soit 1,5% des ressources) au fonctionnement, à l'investissement, et au THR ; en hausse de 4,2% en 2016 après une hausse en 2015 de 42%.
- De plus, sont identifiées dans les comptes des CFA, des ressources de contreparties financières pour 193 millions d'euros (6%).
- En 2016, les autres ressources non identifiées (130 M€) représentent moins de 4% des ressources.

## 3. Le financement du fonctionnement pédagogique par les deux principaux financeurs se complète en grande partie

87,5% des ressources sont utilisées pour le financement pédagogique. L'analyse ci-dessous permet d'approfondir ce sujet.

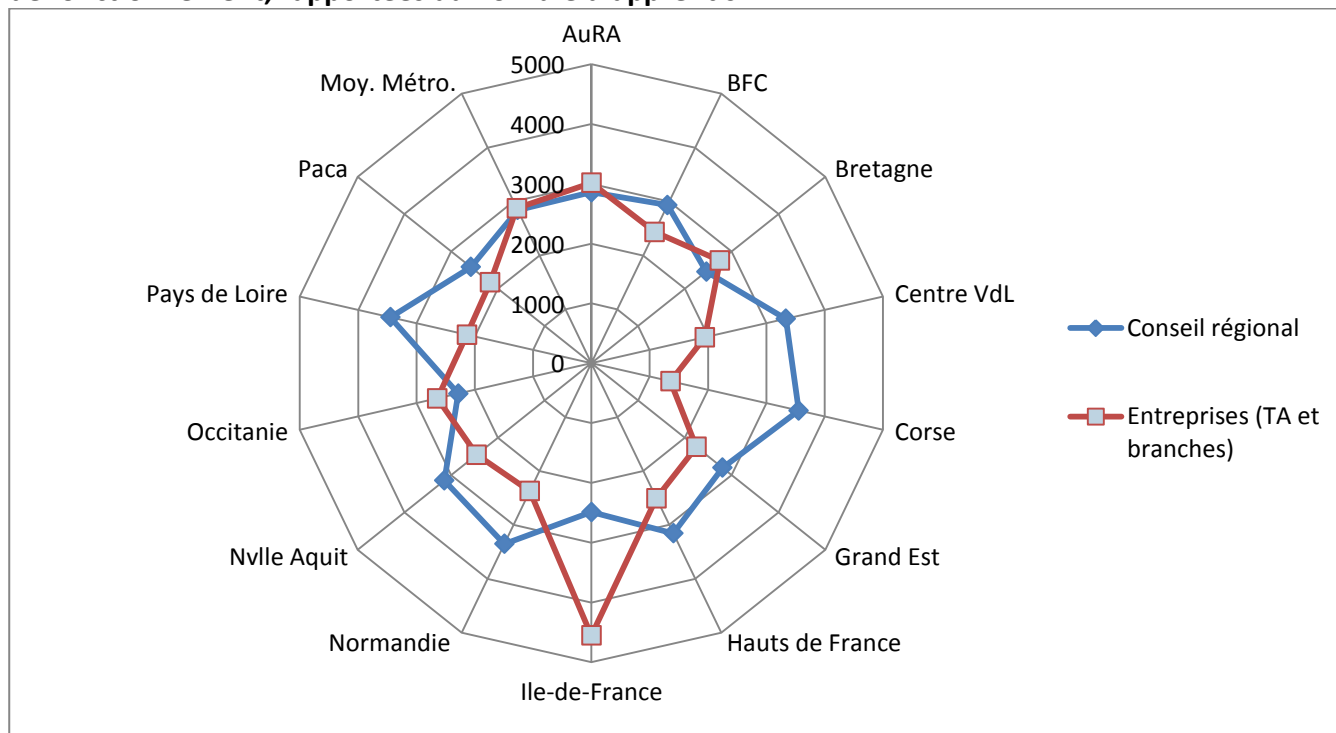
Le financement du fonctionnement pédagogique des CFA provient pour 80% des deux contributeurs principaux, Régions et entreprises (taxe d'apprentissage et fonds des branches), le solde provenant d'autres contributeurs (familles, OG ...) ou de divers contributions (ventes, Etat, autres collectivités, contreparties comptables...).

**Selon la règle d'équilibre budgétaire (déjà citée ci-dessus) pesant sur la Région, la contribution de cette dernière a tendance à être d'autant plus forte que la contribution des entreprises (taxe d'apprentissage et versement des branches) est plus faible, et inversement.** L'analyse montre cependant des différences notables selon les territoires pour les deux contributeurs majeurs.

L'Ile-de-France se distingue par une participation particulièrement forte des entreprises qui se monte à 351 millions d'euros soit la moitié des ressources des CFA concernés. Cette part se situe au-dessus de celle du Conseil régional (200 millions d'euros).

Le graphique ci-dessous propose un éclairage sur le financement du fonctionnement pédagogique rapporté au nombre d'apprentis de la région pour les deux financeurs principaux que sont les conseils régionaux et les entreprises. En moyenne, les entreprises participent au fonctionnement pédagogique à hauteur de 2.760 euros par apprenti et les conseils régionaux à hauteur de 2.880 euros.

**Les ressources issues des entreprises et des Régions mobilisées par les CFA pour leurs dépenses de fonctionnement, rapportées au nombre d'apprentis.**



Sources CNEFOP

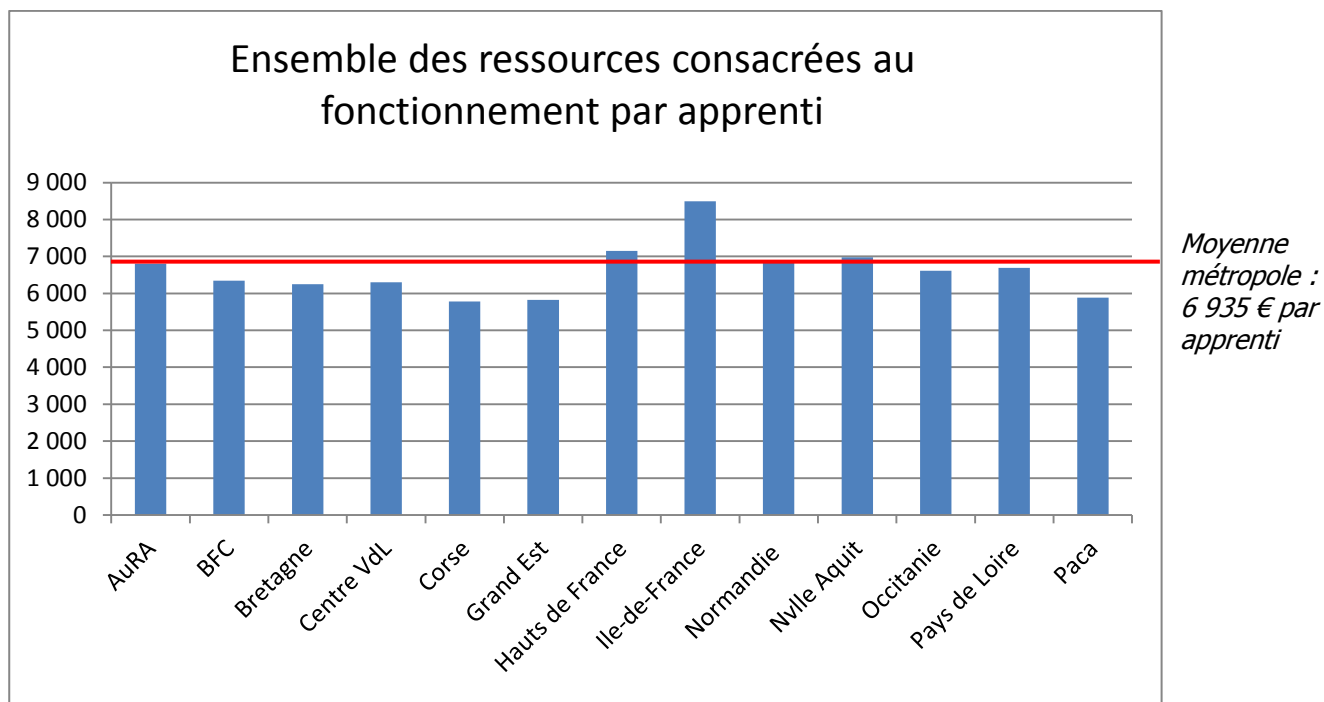
Lecture : les ressources des CFA issues des entreprises mobilisées pour le fonctionnement s'élèvent en 2016 en Normandie à 2 373 € par apprenti (3 353 € par apprenti pour les ressources issues des Régions mobilisées pour le fonctionnement).

Si la moyenne métropolitaine laisse peut apparaître de différences entre les deux principaux contributeurs que sont les entreprises et les régions, au niveau régional on constate des disparités.

L'Ile-de-France se démarque par un financement des entreprises (4 420 euros par apprenti) largement supérieur à celui du Conseil régional (2 520 euros). Ce qui n'empêche pas le financement du conseil régional d'Ile-de-France d'être proche à la moyenne nationale (2.880 euros).

Dans une moindre mesure, et avec des niveaux de financement inférieurs, on observe en Bretagne ou en Occitanie un financement moyen par les entreprises supérieur à celui du conseil régional avec une participation du conseil régional inférieure à la moyenne nationale. Dans toutes les autres régions, le financement du conseil régional domine.

**Tout financeur confondu**, les ressources des CFA par apprenti pour le fonctionnement pédagogique (hors THR et investissement) varient selon les régions de 5 800 € (Paca, Corse, Grand Est) à 7 150 € -Hauts de France) et 8.500 € (Ile-de-France) euros avec une moyenne de 6.900 €,.



#### 4. Les dépenses des CFA en augmentation de 2,8% s'élèvent à 3,208 Mds € en 2016

En 2016, les charges des CFA, THR compris, s'élèvent à 3,208 milliards d'euros, soit une hausse de 2,8% par rapport à 2015. Les ressources de 2016 se montant à 3,220 milliards d'euros, on constate un excédent global des CFA d'environ 12 millions d'euros.

	2007	2014	2015	2016	Evolution
<b>Charges d'exploitation</b>	2 081	2 638	2 687	2 754	+2,5%
<b>Charges hors exploitation</b>	24	36	28	40	42,8%
<b>Charges THR</b>	180	157	150	148	-1,3%
<b>Total</b>	2 285	2 831	2 865	2 942	+2,7%
<b>Charges investissement</b>	269	262	256	266	+3,9
<b>Total avec investissement</b>	2 555	3 093	3 121	3 208	+2,8%

En 2016, pour le fonctionnement seul (hors THR et investissement), les comptes des CFA sont légèrement bénéficiaires (+ 6 millions €). Par rapport à 2015, on constate que le poste des charges de personnel augmente sensiblement (+5%) alors que les autres charges d'exploitations diminuent

légèrement (-1,6%). Les « autres charges de personnel » augmentent plus fortement (+9,3%) que les « charges de personnel formateur » (+2,9%).

### Comptes de résultat CFA 2016

Ressources	
Région	1 150
Taxe d'apprentissage	945
Contributions branches	218
Organismes gestionnaires	58
Familles	5
Vente et prestations	107
Autres ressources	323
<b>Total ressources</b>	<b>2 806</b>

Charges	
Charges de personnel formateur	1 142
Autres charges de personnel	602
<i>(Sous total personnel)</i>	<i>(1 744)</i>
Autres charges d'exploitation	1 010
Autres charges hors exploitation	40
<b>Total charges</b>	<b>2 794</b>

#### 4.1 87 % des dépenses des CFA sont des charges de fonctionnement

Les charges de fonctionnement des CFA représentent 87% des dépenses de l'année 2016, celles de THR 4,6% et celles d'investissement 8,4%. Après une stabilisation des charges globales en 2014, on constate une légère hausse en 2015 (+1%) et une hausse plus prononcée en 2016 (+2,7%) due à une hausse des charges de personnel.

En 2013 et 2014, c'est la seule baisse des effectifs d'apprentis qui conduit à une augmentation du coût de fonctionnement unitaire (hors THR) qui passe 6.200 euros en 2013 à 6.600 euros en 2014. En 2015 et 2016, c'est la hausse des charges qui conduit à une augmentation de même coût (6 700 euros par apprenti en 2015, 6 900 € en 2016).

Il faut noter que le développement de la qualité de la formation et l'augmentation de charges d'environnement (animateurs, médiateurs pour les jeunes en difficultés, etc.) sont des éléments contributifs de cette hausse. Par ailleurs, la baisse puis la stabilisation du nombre d'apprentis n'entraînent pas à court terme de baisse équivalente des coûts globaux, ceux-ci étant avant tout liés au total de places offertes par les CFA, qui ne peut s'adapter à court terme à l'évolution des effectifs. Le taux de remplissage joue ainsi un rôle primordial dans la détermination du coût par apprenti. Enfin, même à offre de formation constante, les frais de personnels connaissent des hausses liées à l'augmentation automatique des salaires.

S'agissant de la structure des dépenses des CFA, on relève le poids particulièrement important des charges d'exploitation (comptes 60 à 65 et compte 681) qui représentent 86% du total des dépenses.

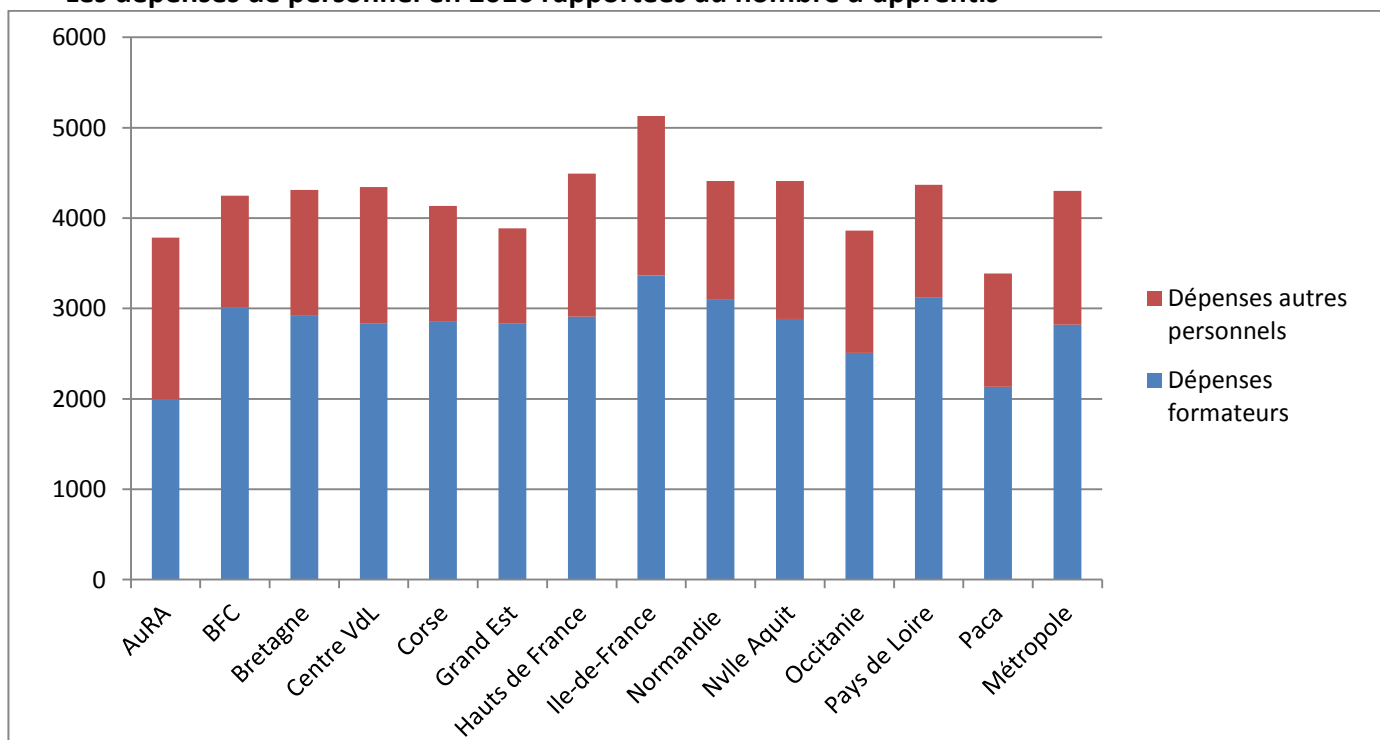
Le poste « autres charges d'exploitation », constitué essentiellement des charges d'achats et de services extérieurs donc de la **sous-traitance** de formation, après avoir augmenté régulièrement pour atteindre 1 026 millions d'euros en 2015, diminue en 2016 à 1 010 millions €.

#### 4.2 Les frais de personnel s'accroissent en 2016 et constituent près des deux-tiers des charges d'exploitation

Les frais de personnel se montent à 1,744 milliards d'euros et représentent 63,5% des charges d'exploitation (contre 62% en 2015). Les dépenses directes pour les formateurs augmentent de 2,9% en 2016 après avoir baissé en 2015 mais ce sont surtout les autres dépenses de personnel qui augmentent fortement (+9,3%).

	2014	2015	2016	Evolution
<b>Dépenses formateurs</b>	1 190	1 110	1 142	+2,9%
<b>Dépenses autres personnels</b>	537	551	602	+9,3%
<b>Dépenses personnels TOTAL</b>	1 727	1 661	1 744	+5%

#### Les dépenses de personnel en 2016 rapportées au nombre d'apprentis



On constate une certaine disparité selon les régions, avec deux cas atypiques (Auvergne – Rhône Alpes où la moitié environ des dépenses de personnel ne concerne pas directement les formateurs



et pays de Loire où, au contraire, près de trois quart des dépenses de personnel sont des dépenses de formateurs.

Les dépenses de personnel par apprenti en Ile-de-France sont les plus fortes, certainement à mettre en regard avec le coût plus élevé de la vie et la part importante d'apprenti dans le supérieur (entraînant un coût des formateurs plus élevé).

## 5. Les investissements des CFA

*Les comptes des CFA sur lesquels sont basés ces travaux, ne retracent que partiellement les investissements. En effet, la gestion du patrimoine des établissements relève souvent directement des organismes gestionnaires ou de structures juridiques spécifiques (ex. les sociétés civiles immobilières, les foyers de jeunes travailleurs,...). En outre, certains investissements mobilisés par les Régions dans les lycées professionnels peuvent bénéficier également à des CFA, sans pour autant être retracés dans les subventions régionales pour l'apprentissage dans les CFA. Les chiffres ci-après ne donnent donc qu'un aperçu partiel du financement des investissements dans les CFA.*

Les ressources des CFA qui servent à financer **les dépenses d'investissement** en 2016 représentent 266 millions d'euros (soit une hausse de près de 4% par rapport à 2015), 8,4% du total des ressources des CFA se décomposant comme suit :

Origine des ressources d'investissement (en M€)	2014		2015		2016		Evolution
Région	121	52%	102	40%	105	39,5%	+2,9%
Taxe d'apprentissage	38	16%	44	17%	63	23,7%	+43,2%
Participation des branches	13	6%	16	6%	19	7,1%	+18,7%
Organismes gestionnaires	32	14%	23	9%	21	7,9%	-8,7%
Etat	5	2%	14	5%	9,5	3,6%	-32,1%
Autres collectivités	9	4%	22	9%	10	3,8%	-54,5%
Autres ressources	13	6%	36	14%	38,5	14,8%	+6,9%
<b>Total</b>	<b>231</b>	<b>100%</b>	<b>256</b>	<b>100%</b>	<b>266</b>	<b>100%</b>	<b>+3,9%</b>

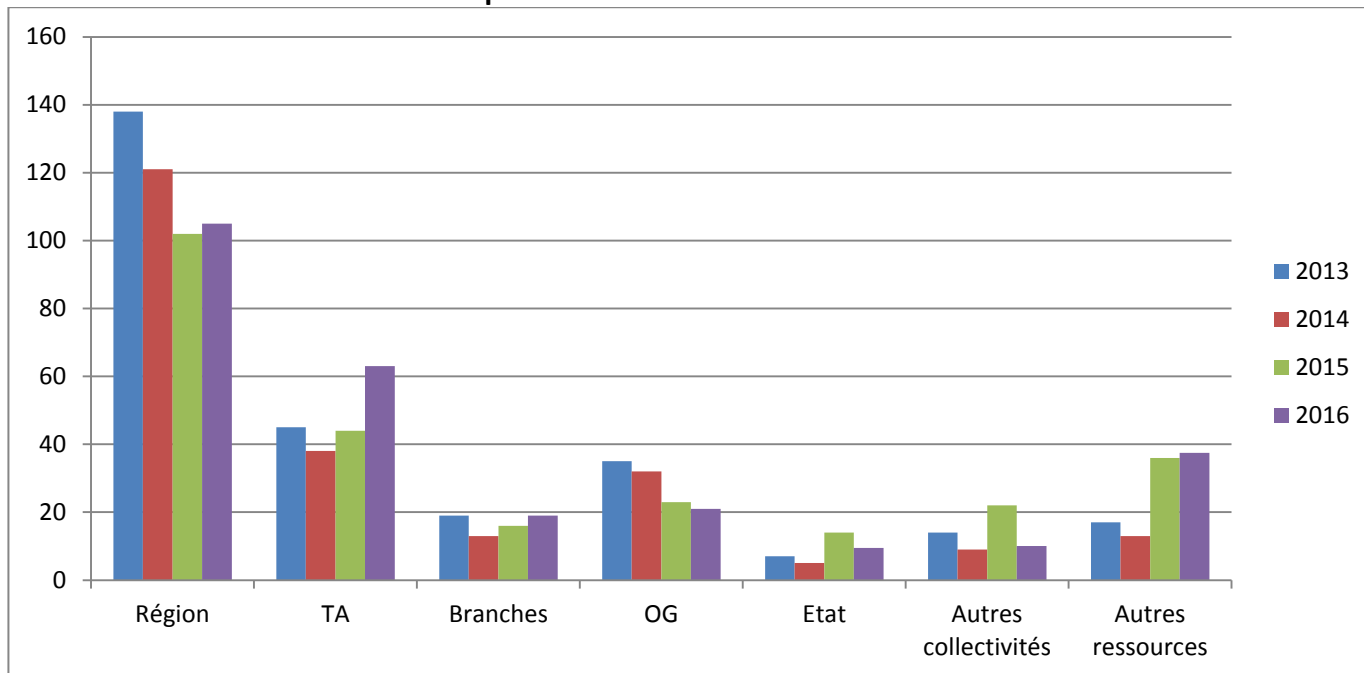
Source : comptes financiers des CFA - remontées CNEFOP

en euros courants

Par leur nature, les investissements (et en particulier les opérations immobilières) ne présentent pas de caractère régulier. Toutefois l'analyse des chiffres met en lumière le rôle prépondérant des Régions comme financeur des investissements comptabilisés dans les CFA, avec une utilisation de plus en plus prononcée des ressources de TA et des branches pour financer les investissements.

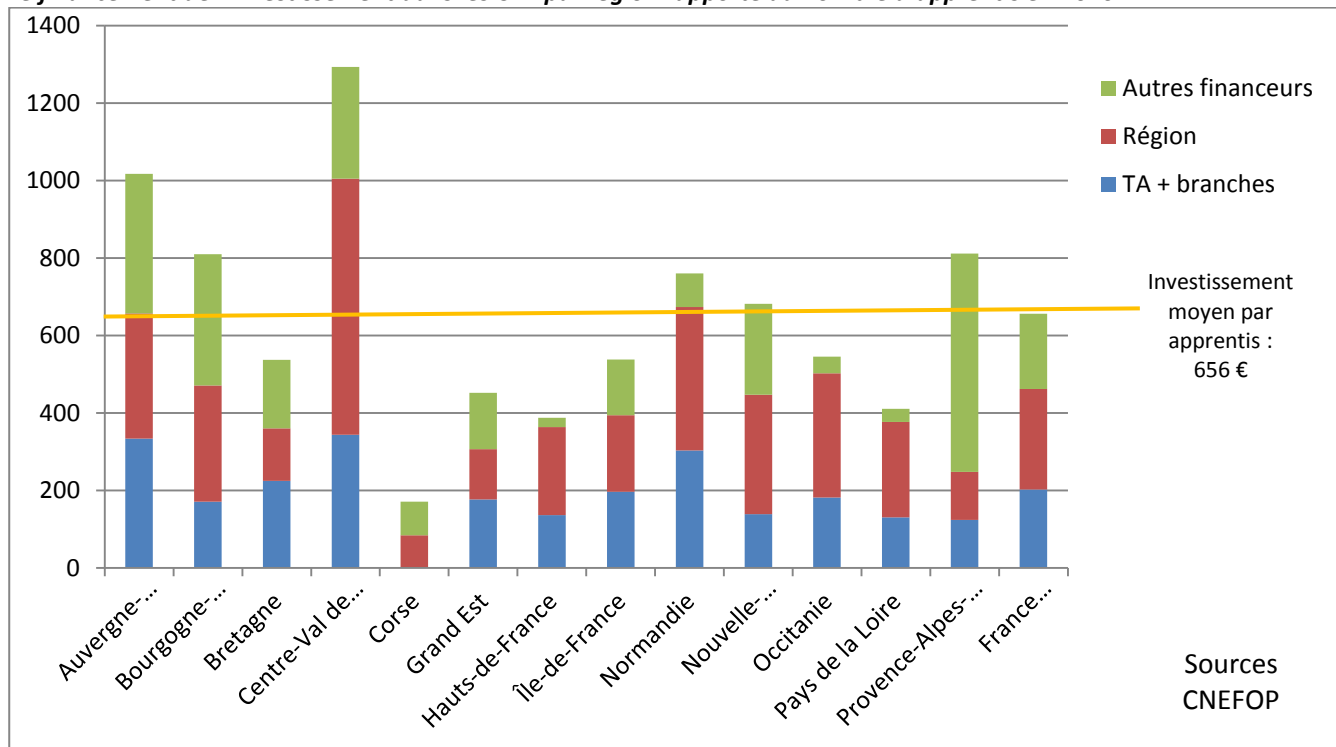
Le financement des investissements par les organismes gestionnaires inscrits dans les comptes des CFA s'établit à 21 M€ en 2016 ; cependant en raison de la situation particulière du patrimoine des CFA, on ne connaît pas le montant réel des investissements des OG dans les CFA. Les charges ne sont pas détaillées dans les données exploitées ; celles figurant dans les comptes des CFA sont souvent liées aux dépenses pédagogiques : mises aux normes d'atelier, achat de machines... Les autres dépenses d'investissement et notamment l'immobilier se retrouvent plus généralement dans les comptes des organismes gestionnaires.

## Evolutions des investissements par financeurs



Le graphique ci-dessous met en lumière les disparités existantes dans le financement de l'investissement des CFA par région. En 2016, par exemple, on peut constater que pour la région Centre Val de Loire le Conseil régional finance près de 50% des investissements par apprenti alors que en Paca le cette part tombe à 1/5 environ. Les écarts à la moyenne peuvent être également importants ; la dépense d'investissement par apprenti va ainsi de 1 à 7 selon les régions.

## Le financement de l'investissement dans les CFA par région rapporté au nombre d'apprentis en 2016



Sources  
CNEFOP

## 6. Les aides aux jeunes diminuent légèrement en 2016 (-1%) et s'établissent à 115M€

### 6.1 Les frais de transport, hébergement, restauration (THR) ne transitent pas toujours par les comptes des CFA

En 2016, les frais de transport, d'hébergement et de restauration des apprentis (THR) figurant dans les comptes des CFA représentent un montant de 148 M€, soit 5% des charges des CFA. Les ressources s'élèvent elles à 135,5 millions, réparties comme suit :

Origine des ressources THR (en M€)	2014	2015	2016
Régions	67	62	58
Familles	48	47	49
Taxe apprentissage	3	3	2
vente et prestation	16	16	14,5
Autres	14	12	12
<b>RESSOURCES THR</b>	<b>148</b>	<b>140</b>	<b>135,5</b>

Source : comptes financiers des CFA - remontées CNEFOP

Bien que les données concernant le THR figurant dans les comptes des CFA ne reflètent pas entièrement la réalité, on peut constater que les Régions et les familles en sont les financeurs essentiels.

Selon les comptes des CFA, les Régions attribuent 58 M€ aux apprentis pour leurs frais de transport, d'hébergement ou de restauration THR. Dans l'enquête, les régions déclarent verser 67 M€ d'aides indirectes pour le THR, il y a donc une différence de 9 M€ difficilement explicable à ce stade.

Il faut en outre ajouter que pour des raisons de visibilité, plusieurs Conseils régionaux ne font plus transiter le THR par les CFA et transmettent leurs aides de THR directement aux apprentis ; ainsi 25 M€ supplémentaires sont attribuées par les Régions aux apprentis pour leurs frais de transport, hébergement, restauration.

Au total, les régions versent en aides directes et indirectes 92 M€ pour le THR. Seule 58 M€ se retrouvent dans les ressources des CFA pour le THR.

De plus, un certain nombre de CFA affectent au THR des ressources en provenance de ventes et prestations de services sous la forme de service de repas pour personnes extérieures (commensaux). Ce dernier financement, non négligeable, s'élève à 14,5 M€.

## 6.2 Les Régions accordent des aides aux apprentis, au-delà du THR

L'information a été complétée pour l'ensemble des aides des Régions, retracées ou non dans les comptes des CFA. Les Régions accordent d'autres aides que l'on retrouve dans leur compte administratifs et dont la liste figure dans le tableau ci-après.

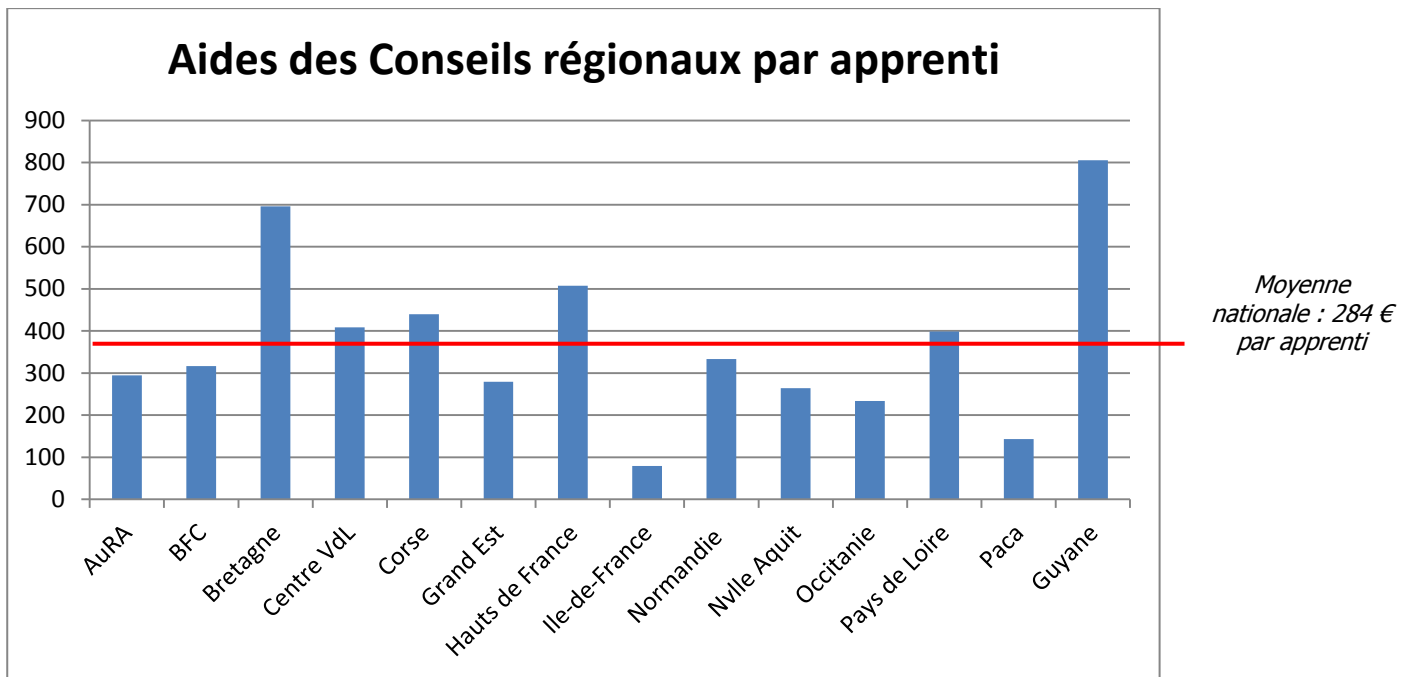
Ainsi, en dehors du THR qui reste dominant représentant les trois-quarts des aides, les Régions attribuent :

- des aides au premier équipement des apprentis (14 M€) afin de leur permettre de s'équiper dans le cadre de leur métier
- favorisent la mobilité européenne (4 M€)
- versent des aides à caractère social (fonds d'urgence)
- participent à l'achat des livres et aux animations à caractère culturel et sportif.

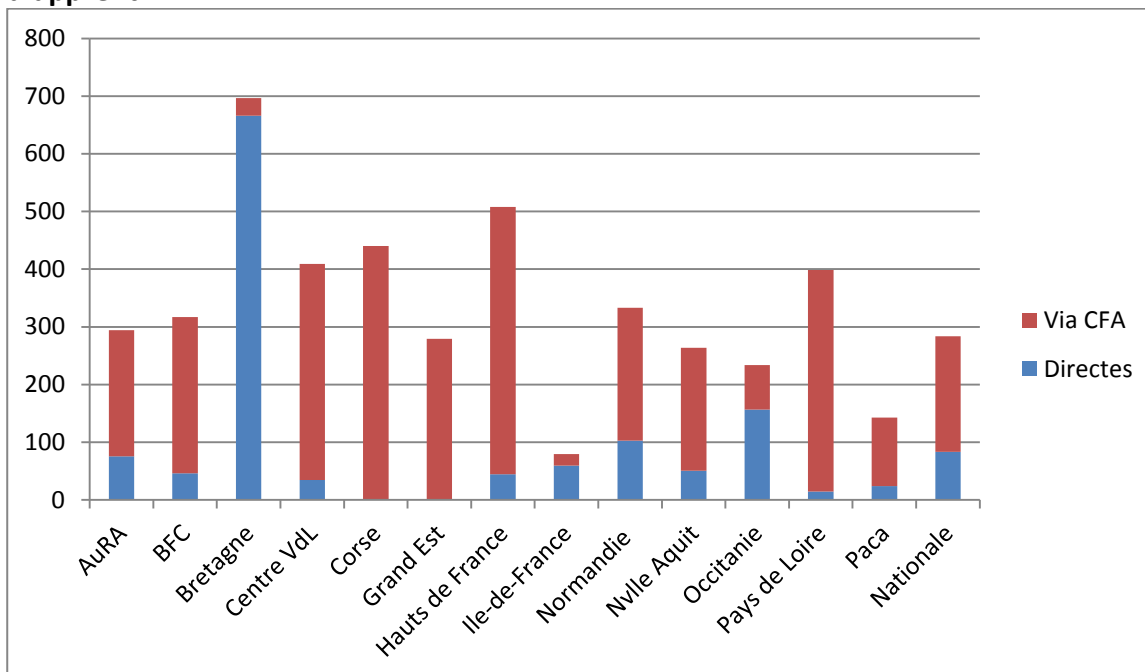
Aides aux apprentis	Aides via CFA	Aides directes	Total	Evol 15/16
Transport Hébergement Restauration	66 917	25 006	91 923	+4,9%
Premier équipement	7 863	5 892	13 755	-5,5%
Fournitures scolaires	64,5	0	64,5	-69,5%
Mobilité européenne	2 916,5	458,5	3 375	-39,5%
Fonds d'aides sociales	1 635	33	1 668	-37%
Aides au permis B	0	82,5	82,5	-95,5%
Aides aux handicapés	1 499	0	1 499	+124%
Carte d'identité	66,5	10	76,5	-31%
Ordinateurs	0	505	505	+0,6%
Chèques culture	3	606	609	-60%
Autres aides	695	1 109,5	1 804,5	+32,5%
Total	79 000	36 000	115 238	-1%

En milliers d'euros (les sommes ne correspondent pas exactement à cause des arrondis)

L'évolution à la baisse entre 2015 et 2016 est très faible (-1%), tant sur les aides directes que via les CFA.



### Répartition des aides par région selon leur nature (indirectes ou directes) rapportées au nombre d'apprenti



On constate une disparité selon les régions, de 1 (Ile-de-France) à 7 (Bretagne). Certaines régions privilégient par ailleurs les aides directes (Bretagne à 95%, Ile-de-France à 75%), d'autres les aides indirectes (Grand Est et Corse à 100%).

## Annexe 1 : Comptes en T des acteurs de l'apprentissage

---

Les comptes en T permettent de présenter les flux réalisés qu'ils soient intermédiaires ou finaux.

En effet, deux types de flux coexistent :

- les flux finaux qui sont effectués par le dernier financeur ;
- les flux intermédiaires notamment des transferts de fonds effectués de l'État aux Régions au titre de la péréquation nationale, de la décentralisation ou du quota régional. C'est le cas notamment de la taxe d'apprentissage versée au FNDMA par les entreprises, puis transférée aux Régions.

La contribution au développement de l'apprentissage (CDA) est désormais fusionnée avec la taxe d'apprentissage.

## ÉTAT

	Ressources	Emplois
<b>CAS FNDMA :</b> (Fraction régionale)	1514	<i>Transfert aux Régions</i> <b>CAS FNDMA :</b> 1 396 Répartition vers les Régions (programme 787) 106 Péréquation vers les Régions (programme 790)  <b>Budget général :</b>  149 <i>Part de la TICPE affectée aux Régions pour l'apprentissage</i>  328 Primes à la charge de l'Etat et transferts aux Régions (prog 103) (234 M€ Prime employeur + 95 M€ aide au recrutement supplémentaire)  17 Dépenses de fonctionnement des CFA (Remontée CNEFOP)  <b>Dépenses fiscales et sociales</b>  <i>Soutien aux entreprises</i> 1217 Compensation des exonérations de cotisations salariales et patronales  231 Crédit d'impôt apprentissage  165 Aide TPE embauche apprenti  <i>Soutien aux apprentis et leurs familles</i> 375 Exonération de l'impôt sur le revenu
<b>Autres budgets</b>	2 470	
	<b>3887</b>	<b>3 984</b>

	Ressources	Emplois
		1 154 Subvention aux CFA pour le fonctionnement source : comptes financiers des CFA – remontées CNEFOP
Fraction régionale :		105 pour les investissements source : comptes financiers des CFA – remontées CNEFOP
Répartition vers les Régions (programme 787)	1 396	81 pour le THR (67) et autres aides (via les CFA) source : comptes financiers des CFA – remontées CNEFOP
Péréquation vers les Régions (programme 790)	106	34 Aides directes aux apprentis source : comptes financiers des CFA – remontées CNEFOP
Prime employeur (transfert de l'Etat 233 pour la prime et 95 pour l'aide au recrutement d'un apprenti supp)	328	285 Primes aux Employeurs (prime régionale à l'apprentissage – 201,5 et aide au recrutement supplémentaire – 63,5) source : DARES
Part de la TICPE affectée aux Régions pour l'apprentissage	149	
		254 Autres dépenses diverses Source : DARES, calcul par différence L'augmentation de ce poste est très forte en 2016 est principalement due à une région en particulier ; il est donc nécessaire d'être prudent
		(Transfert régions : 65)
	1 979	1 914



**ENTREPRISES ASSUJETTIES**

en millions d'euros		
Budget des entreprises	Ressources	Emplois
		946
		Versement aux CFA (quota et hors quota)
		Source : Pactole DGEFP
		1545
		Fraction régionale de la TA
		Source : Budget de l'Etat
		267
		CSA
		Source : Budget de l'Etat
		171
		Fonds mutualisés de la professionnalisation
		Source : comptes financiers des CFA (remontées CNFPTLV)
	2 996	67
		Taxes fiscales (ANFA, AFT) et cotisation professionnelle (CCCA-BTP)
		Source : comptes financiers des CFA (remontées CNFPTLV)
	2 996	2 996

2016

**EMPLOYEURS D'APPRENTIS**

	<b>Ressources</b>	<b>Emplois</b>	
Primes aux employeurs	285		
Prime TPE	165	nd	Rémunération des apprentis (autour de 3 milliards d'euros)
Exonération de cotisations salariales et patronales	1217		
Crédit d'impôt apprentissage	231		
Budget entreprises (autour de 1,1 Md €)	nd		
<b>Total</b>	<b>1 898</b>	nd	(autour de 3 Mds €)

2016

**APPRENTIS**

	<b>Ressources</b>	<b>Emplois</b>	
Rémunérations brutes des apprentis (autour de 3 Mds €)	nd	54	Participation des familles (frais de transport, hébergement, restauration...)
Aides directes des conseils régionaux pour le THR	34		
Exonération de l'impôt sur le revenu	375	355	Ressources des ménages (hors rémunération)
<b>Total</b>	<b>409</b>	<b>409</b>	

2016

**ORGANISMES DE FORMATION  
(CFA)**

	<b>Ressources</b>	<b>Emplois</b>	
	millions d'euros	millions d'euros	
Subvention des Conseils régionaux (Fonctionnement et investissements)	1 259	2 748	Charges de fonctionnement des CFA
Contribution des Conseils régionaux au THR	67	148	Charges de THR
Concours des entreprises aux CFA (taxe d'apprentissage et CSA)	1 012	265	Charges d'investissement*
Fonds mutualisés, taxes fiscales et cotisation professionnelle	238		
Organisme gestionnaire	80		
Participation des familles	54		
Subvention Etat	17		
Ventes de produits fabriqués et prestations de service	121		
Contributions d'autres collectivités	49	(59	delta)
Contreparties comptables	193		
Autres ressources	130		
	<b>3 220</b>	<b>3 161</b>	

\* Le chiffre correspond ici aux ressources que les CFA mobilisent pour l'investissement, il peut donc y avoir d'autres investissements non pris en comptes (cf. partie sur les CFA)

## Annexe 2 : Tableaux régionaux

---

Tableau 1 : Effectifs d'apprentis par niveaux.....	70
Tableau 2 : Evolution des effectifs .....	71
Tableau 3 : Effectifs d'apprentis par nature d'organisme gestionnaire .....	72
Tableau 4 : Poids de l'apprentissage dans la formation professionnelle initiale par niveau .....	73
Tableau 5 : Effectifs d'apprentis par domaine d'activité .....	74
Tableau 6 : Evolution des effectifs d'apprentis par sexe .....	75
Tableau 7 : Poids régionalisé de l'apprentissage .....	76
Tableau 8 : Ressources des CFA .....	77
Tableau 9 : Ressources consacrées au fonctionnement des CFA .....	78
Tableau 10 : Ressources consacrées au THR .....	79
Tableau 11 : Ressources consacrées à l'investissement .....	80
Tableau 12 : Taxe d'apprentissage pour les CFA .....	81
Tableau 13 : Evolution de la taxe d'apprentissage reçue par les CFA .....	82
Tableau 14 : Contribution des branches professionnelles au financement des CFA .....	83
Tableau 15 : Contribution des organismes gestionnaires au financement des CFA .....	84
Tableau 16 : Contribution des conseils régionaux au financement des CFA.....	85
Tableau 17 : Contribution de l'Etat au financement des CFA.....	86
Tableau 18 : Contribution des autres collectivités au financement des CFA .....	87
Tableau 19 : Ventes/prestations de service des CFA.....	88
Tableau 20 : Contribution des familles au financement des CFA .....	89
Tableau 21 : Quotes-parts de subvention virée au compte de résultat .....	90
Tableau 22 : Reprises sur amortissement et provisions .....	91
Tableau 23 : Transferts de charges .....	92
Tableau 24 : Produits financiers .....	93
Tableau 25 : Autres ressources consacrées au financement des CFA .....	94
Tableau 26 : Charges de personnels des CFA .....	95
Tableau 27 : Charges de fonctionnement des CFA .....	96
Tableau 28 : Aides des Régions aux apprentis .....	97

## Effectifs pondérés par niveau 2016 (sources SIFA – DEPP)

Tableau 1

	NIVEAU VI	NIVEAU V	NIVEAU IV	NIVEAU III	NIVEAU II	NIVEAU I		
	Effectifs pondérés pré-apprentis	Effectifs pondérés apprentis	Effectifs pondérés apprentis	Effectifs pondérés apprentis	Effectifs pondérés apprentis	Effectifs pondérés apprentis	Effectifs pondérés apprentis	Effectifs total
Auvergne-Rhône-Alpes	486	19 616	13 174	8 788	2 569	4 097	48 243	48 729
Bourgogne-Franche-Comté	351	8 346	4 939	3 595	647	936	18 463	18 815
Bretagne	165	8 103	4 912	2 347	639	1 446	17 447	17 612
Centre-Val de Loire	325	7 942	4 716	3 452	873	1 181	18 164	18 489
Corse	0	1 136	360	330	115	117	2 058	2 058
Grand Est	774	15 476	9 388	6 971	2 311	3 148	37 293	38 067
Hauts-de-France	438	12 806	8 094	6 884	1 054	4 051	32 889	33 327
Île-de-France	840	16 214	15 652	17 302	10 472	19 751	79 391	80 231
Normandie	171	10 771	5 919	3 064	730	1 995	22 479	22 650
Nouvelle-Aquitaine	693	16 220	9 059	5 565	1 655	2 975	35 474	36 167
Occitanie	493	14 950	6 993	5 555	1 604	3 841	32 944	33 437
Pays de la Loire	359	11 112	8 643	4 861	1 100	1 594	27 310	27 669
Provence-Alpes-Côte d'Azur	0	12 984	7 133	3 985	1 097	2 167	27 366	27 366
<b>France Métropolitaine</b>	<b>5 094</b>	<b>155 676</b>	<b>98 980</b>	<b>72 699</b>	<b>24 866</b>	<b>47 300</b>	<b>399 521</b>	<b>404 616</b>
Guadeloupe	49	782	221	412	115	20	1 550	1 599
Guyane	0	299	50	132	65	0	546	546
Martinique	58	1 209	731	568	215	53	2 775	2 833
Mayotte	20	295	211	130	40	3	680	699
Réunion	1	1 504	682	579	134	58	2 957	2 958
<b>Outre Mer</b>	<b>127</b>	<b>4 089</b>	<b>1 895</b>	<b>1 822</b>	<b>569</b>	<b>134</b>	<b>8 508</b>	<b>8 635</b>
<b>TOTAL</b>	<b>5 221</b>	<b>159 765</b>	<b>100 875</b>	<b>74 521</b>	<b>25 435</b>	<b>47 434</b>	<b>408 029</b>	<b>413 251</b>

Evolution des effectifs Tableau 2	au 31/12/2015			2016			au 31/12/2016		
	Pré-apprentis	Apprentis	Total	Pré-apprentis	Apprentis	Total	Pré-apprentis	Apprentis	Total
Auvergne-Rhône-Alpes	459	48 013	48 472	486	48 243	48 729	526	48 589	49 115
Bourgogne-Franche-Comté	352	18 443	18 795	351	18 463	18 815	350	18 494	18 844
Bretagne	167	17 248	17 415	165	17 447	17 612	161	17 746	17 907
Centre-Val de Loire	337	18 156	18 493	325	18 164	18 489	307	18 176	18 483
Corse	0	2 099	2 099	0	2 058	2 058	0	1 996	1 996
Grand Est	795	37 199	37 994	774	37 293	38 067	742	37 434	38 176
Hauts-de-France	466	32 657	33 123	438	32 889	33 327	395	33 237	33 632
Île-de-France	871	78 838	79 709	840	79 391	80 231	793	80 221	81 014
Normandie	179	22 413	22 592	171	22 479	22 650	160	22 578	22 738
Nouvelle-Aquitaine	690	35 023	35 713	693	35 474	36 167	698	36 150	36 848
Occitanie	489	32 590	33 079	493	32 944	33 437	499	33 474	33 973
Pays de la Loire	352	26 800	27 152	359	27 310	27 669	369	28 075	28 444
Provence-Alpes-Côte d'Azur	0	27 186	27 186	0	27 366	27 366	0	27 636	27 636
<b>France Métropolitaine</b>	<b>5 157</b>	<b>396 665</b>	<b>401 822</b>	<b>5 094</b>	<b>399 521</b>	<b>404 616</b>	<b>5 000</b>	<b>403 806</b>	<b>408 806</b>
Guadeloupe	49	1 446	1 495	49	1 550	1 599	48	1 707	1 755
Guyane	0	533	533	0	546	546	0	565	565
Martinique	96	1 539	1 635	58	2 775	2 833	0	4 630	4 630
Mayotte	0	248	248	20	680	699	49	1 327	1 376
Réunion	2	4 774	4 776	1	2 957	2 958	0	231	231
<b>Outre Mer</b>	<b>147</b>	<b>8 540</b>	<b>8 687</b>	<b>127</b>	<b>8 508</b>	<b>8 635</b>	<b>97</b>	<b>8 460</b>	<b>8 557</b>
<b>TOTAL</b>	<b>5 304</b>	<b>405 205</b>	<b>410 509</b>	<b>5 221</b>	<b>408 029</b>	<b>413 251</b>	<b>5 097</b>	<b>412 266</b>	<b>417 363</b>

Source : Enquête SIFA -DEPP

**Effectif par nature  
d'organisme**

Tableau 3

	au 31/12/2015				au 31/12/2016			
	Organismes publics	Organismes parapublics	Organismes privés	Total	Organismes publics	Organismes parapublics	Organismes privés	Total
Auvergne-Rhône-Alpes	5 676	3 580	38 757	48 013	5 708	3 580	39 302	48 589
Bourgogne-Franche-Comté	4 110	2 059	12 274	18 443	4 255	2 035	12 204	18 494
Bretagne	1 975	8 537	6 736	17 248	2 145	8 699	6 916	17 760
Centre-Val de Loire	4 226	4 850	9 080	18 156	4 334	4 959	8 883	18 176
Corse	377	980	742	2 099	381	949	666	1 996
Grand Est	13 918	7 368	15 913	37 199	14 483	7 360	15 591	37 434
Hauts-de-France	5 938	8 738	17 981	32 657	6 371	8 894	17 972	33 237
Île-de-France	4 103	17 161	57 574	78 838	4 201	16 891	59 327	80 419
Normandie	4 573	7 303	10 537	22 413	4 558	7 363	10 519	22 440
Nouvelle-Aquitaine	9 298	12 910	12 815	35 023	10 112	12 891	13 362	36 364
Occitanie	7 244	11 851	13 495	32 590	7 073	12 179	13 952	33 204
Pays de la Loire	4 032	10 552	12 216	26 800	4 560	10 766	12 735	28 061
Provence-Alpes-Côte d'Azur	6 956	7 593	12 637	27 186	7 216	7 790	12 626	27 632
<b>France Métropolitaine</b>	<b>72 426</b>	<b>103 481</b>	<b>220 757</b>	<b>396 665</b>	<b>75 396</b>	<b>104 356</b>	<b>224 054</b>	<b>403 806</b>
Guadeloupe	314	729	403	1 446	326	862	519	1 707
Guyane	0	0	0	0	165	388	12	565
Martinique	109	1 084	346	1 539	75	988	264	1 327
Mayotte	0	0	0	0	231	0	0	231
Réunion	570	4 039	165	4 774	583	3 841	206	4 630
<b>Outre Mer</b>	<b>993</b>	<b>5 852</b>	<b>914</b>	<b>7 759</b>	<b>1 380</b>	<b>6 079</b>	<b>1 001</b>	<b>8 460</b>
<b>TOTAL</b>	<b>73 419</b>	<b>109 333</b>	<b>221 671</b>	<b>404 424</b>	<b>76 776</b>	<b>110 435</b>	<b>225 055</b>	<b>412 266</b>

Source : Enquête SIFA -DEPP



POIDS DE L'APPRENTISSAGE DANS LA FORMATION PROFESSIONNELLE INITIALE PAR NIVEAU  
(effectif au 31/12 de l'année)

Tableau 4

	2014	2015	2016	2015/2014	2016/2015
<b>V</b>					
Apprentis	162 226	159 610	159 998	-1,6%	0,2%
Jeunes en formation professionnelle sous statut scolaire	140 314	141 743	139 804	1,0%	-1,4%
Jeunes en formation professionnelle initiale	302 540	301 353	299 802	-0,4%	-0,5%
Poids de l'apprentissage	53,6%	53,0%	53,4%		
<b>IV</b>					
Apprentis	104 880	101 582	99 814	-3,1%	-1,7%
Jeunes en formation professionnelle sous statut scolaire	614 292	617 343	618 221	0,5%	0,1%
Jeunes en formation professionnelle initiale	719 172	718 925	718 035	0,0%	-0,1%
Poids de l'apprentissage	14,6%	14,1%	13,9%		
<b>Total enseignement secondaire (V &amp; IV)</b>					
Apprentis	267 106	261 192	259 812	-2,2%	-0,5%
Jeunes en formation professionnelle sous statut scolaire	754 606	759 086	758 025	0,6%	-0,1%
Jeunes en formation professionnelle initiale	1 021 712	1 020 278	1 017 837	-0,1%	-0,2%
Poids de l'apprentissage	26,1%	25,6%	25,5%		
<b>Enseignement supérieur (III, II &amp; I)</b>					
Apprentis (total niveau III, II & I)	138 776	144 013	152 454	3,8%	5,9%
Effectif de l'enseignement supérieur	2 480 350	2 560 667	2 609 700	3,2%	1,9%
Poids de l'apprentissage	5,6%	5,6%	5,8%		

Source : Enquête SIFA -DEPP - SIES

**Effectifs par  
domaines d'activités  
2016**

Tableau 5

	11 - mathématiques et sciences	12 - sciences humaines et droit	13 - lettres et arts	20 - spécialités pluri-techno de la production	21 - agriculture, pêche, forêt	22 - transformations	23 - génie civil, construction, bois	24 - matériaux souples	25 - mécanique, électricité, électronique	30 - spécialités plurivalentes des services	31 - échanges et gestion	32 - communication et information	33 - services aux personnes	34 - services à la collectivité	TOTAL
Auvergne-Rhône-Alpes	168	71	4	1 722	3 331	10 152	6 725	260	8 846	258	8 293	1 621	6 612	526	48 589
Bourgogne-Franche-Comté	49			381	2 400	4 071	2 001	32	3 308	41	3 252	501	2 363	95	18 494
Bretagne	11		47	294	1 435	3 936	2 761	2	2 842	39	2 853	673	2 487	380	17 760
Centre-Val de Loire	31	124		563	1 488	3 603	2 005	76	2 602	59	3 702	587	2 899	437	18 176
Corse	27	15	6	15	114	269	196	2	348	45	489	49	390	31	1 996
Grand Est	207	165	66	1 258	2 755	7 772	4 436	42	6 266	175	7 912	1 208	4 780	392	37 434
Hauts-de-France	182	66	21	1 325	3 446	6 302	4 149	79	5 185	113	6 271	1 325	4 520	253	33 237
Île-de-France	576	1 792	379	2 680	1 849	10 312	4 880	355	10 749	493	25 274	7 971	11 687	1 422	80 419
Normandie	42	60	5	716	2 176	4 784	3 116	18	3 595	47	4 408	465	2 984	24	22 440
Nouvelle-Aquitaine	68	61	68	1 102	3 314	7 344	5 149	51	5 787	155	6 387	1 324	5 086	468	36 364
Occitanie	130	110	4	464	2 516	6 095	4 129	15	5 633	85	7 123	1 177	5 239	484	33 204
Pays de la Loire	57	26	35	1 019	2 783	5 661	5 047	102	4 785	105	4 715	732	2 959	35	28 061
Provence-Alpes-Côte d'Azur	44	136	9	545	2 519	5 309	2 908	18	4 569	192	4 879	687	5 520	297	27 632
<b>France Métropolitaine</b>	<b>1 592</b>	<b>2 626</b>	<b>644</b>	<b>12 084</b>	<b>30 126</b>	<b>75 610</b>	<b>47 502</b>	<b>1 052</b>	<b>64 515</b>	<b>1 807</b>	<b>85 558</b>	<b>18 320</b>	<b>57 526</b>	<b>4 844</b>	<b>403 806</b>
Guadeloupe		10			48	312	243	8	155	23	485	78	345		1 707
Guyane	12				60	77	22		105		128	36	115	10	565
Martinique					65	218	145		264		399	29	197	10	1 327
Mayotte						52	62		32		61		24		231
Réunion				29	345	988	579	7	620	74	847	328	764	49	4 630
<b>Outre Mer</b>	<b>12</b>	<b>10</b>	<b>0</b>	<b>29</b>	<b>518</b>	<b>1 647</b>	<b>1 051</b>	<b>15</b>	<b>1 176</b>	<b>97</b>	<b>1 920</b>	<b>471</b>	<b>1 445</b>	<b>69</b>	<b>8 460</b>
<b>TOTAL</b>	<b>1 604</b>	<b>2 636</b>	<b>644</b>	<b>12 113</b>	<b>30 644</b>	<b>77 257</b>	<b>48 553</b>	<b>1 067</b>	<b>65 691</b>	<b>1 904</b>	<b>87 478</b>	<b>18 791</b>	<b>58 971</b>	<b>4 913</b>	<b>412 266</b>

Source : Enquête SIFA –DEPP

Effectifs par sexe 2016 Tableau 6	au 31/12/2004			% Filles en 2004	au 31/12/2015			% Filles en 2015	au 31/12/2016			% Filles en 2016
	G	F	Total		G	F	Total		G	F	Total	
Auvergne-Rhône-Alpes	29 644	10 973	40 617	27,0%	33 972	14 041	48 013	29,2%	34 159	14 430	48 589	29,7%
Bourgogne-Franche-Comté	14 061	5 611	19 672	28,5%	13 097	5 346	18 443	29,0%	13 108	5 386	18 494	29,1%
Bretagne	11 484	4 756	16 240	29,3%	12 182	5 066	17 248	29,4%	12 553	5 207	17 760	29,3%
Centre-Val de Loire	10 758	5 143	15 901	32,3%	11 948	6 208	18 156	34,2%	11 832	6 344	18 176	34,9%
Corse	917	327	1 244	26,3%	1 286	813	2 099	38,7%	1 213	783	1 996	39,2%
Grand Est	24 087	10 647	34 734	30,7%	25 124	12 075	37 199	32,5%	25 205	12 229	37 434	32,7%
Hauts-de-France	20 322	7 430	27 752	26,8%	22 752	9 905	32 657	30,3%	23 053	10 184	33 237	30,6%
Île-de-France	39 484	22 343	61 827	36,1%	46 755	32 083	78 838	40,7%	47 460	32 959	80 419	41,0%
Normandie	16 152	7 205	23 357	30,8%	15 224	7 189	22 413	32,1%	15 143	7 297	22 440	32,5%
Nouvelle-Aquitaine	21 287	8 988	30 275	29,7%	24 373	10 650	35 023	30,4%	25 112	11 252	36 364	30,9%
Occitanie	19 329	7 738	27 067	28,6%	22 597	9 993	32 590	30,7%	22 747	10 457	33 204	31,5%
Pays de la Loire	20 302	7 785	28 087	27,7%	19 377	7 423	26 800	27,7%	20 090	7 971	28 061	28,4%
Provence-Alpes-Côte d'Azur	21 053	10 015	31 068	32,2%	18 140	9 046	27 186	33,3%	18 287	9 345	27 632	33,8%
<b>France Métropolitaine</b>	<b>248 880</b>	<b>108 961</b>	<b>357 841</b>	<b>30,4%</b>	<b>266 827</b>	<b>129 838</b>	<b>396 665</b>	<b>32,7%</b>	<b>269 962</b>	<b>133 844</b>	<b>403 806</b>	<b>33,1%</b>
Guadeloupe	779	451	1 230	36,7%	865	581	1 446	40,2%	973	734	1 707	43,0%
Guyane	147	59	206	28,6%	312	221	533	41,5%	306	259	565	45,8%
Martinique	1 273	677	1 950	34,7%	1 019	520	1 539	33,8%	848	479	1 327	36,1%
Mayotte	0	0	0		179	69	248	27,8%	155	76	231	32,9%
Réunion	2 854	1 055	3 909	27,0%	3 282	1 492	4 774	31,3%	3 160	1 470	4 630	31,7%
<b>Outre Mer</b>	<b>5 053</b>	<b>2 242</b>	<b>7 295</b>	<b>30,7%</b>	<b>5 657</b>	<b>2 883</b>	<b>8 540</b>	<b>33,8%</b>	<b>5 442</b>	<b>3 018</b>	<b>8 460</b>	<b>35,7%</b>
<b>TOTAL</b>	<b>253 933</b>	<b>111 203</b>	<b>365 136</b>	<b>30,5%</b>	<b>272 484</b>	<b>132 721</b>	<b>405 205</b>	<b>32,8%</b>	<b>275 404</b>	<b>136 862</b>	<b>412 266</b>	<b>33,2%</b>

Source : Enquête SIFA –DEPP

**POIDS REGIONALISE DE  
L'APPRENTISSAGE DANS LA  
FORMATION PROFESSIONNELLE  
INITIALE PAR NIVEAU**

Effectifs 31/12  
Tableau 7  
Source : Enquête SIFA -DEPP  
- SIES

	V				IV				Total enseignement secondaire (V & IV)				Enseignement supérieur (III, II & I)		
	Apprentis	Jeunes en formation prof. sous statut scolaire	Jeunes en formation prof. initiale	Poids de l'apprentissage	Apprentis	Jeunes en formation prof. sous statut scolaire	Jeunes en formation prof. initiale	Poids de l'apprentissage	Apprentis	Jeunes en formation prof. sous statut scolaire	Jeunes en formation prof. initiale	Poids de l'apprentissage	Apprentis (total niveau III, II & I)	Effectif de l'enseignement supérieur	Poids de l'apprentissage
Auvergne-Rhône-Alpes	19 536	17 017	36 553	53,4%	13 230	68 816	82 046	16,1%	32 766	85 833	118 599	27,6%	15 823	331 005	4,8%
Bourgogne-Franche-Comté	8 330	5 675	14 005	59,5%	4 908	27 056	31 964	15,4%	13 238	32 731	45 969	28,8%	5 256	79 926	6,6%
Bretagne	8 198	6 433	14 631	56,0%	4 908	33 734	38 642	12,7%	13 106	40 167	53 273	24,6%	4 640	126 860	3,7%
Centre-Val de Loire	7 914	4 051	11 965	66,1%	4 583	23 397	27 980	16,4%	12 497	27 448	39 945	31,3%	5 679	62 778	9,0%
Corse	1 081	510	1 591	67,9%	350	2 182	2 532	13,8%	1 431	2 692	4 123	34,7%	565	5 304	10,7%
Grand Est	15 345	10 759	26 104	58,8%	9 195	51 829	61 024	15,1%	24 540	62 588	87 128	28,2%	12 894	206 827	6,2%
Hauts-de-France	12 959	17 024	29 983	43,2%	7 918	68 030	75 948	10,4%	20 877	85 054	105 931	19,7%	12 360	224 591	5,5%
Île-de-France	15 921	18 705	34 626	46,0%	15 453	96 316	111 769	13,8%	31 374	115 021	146 395	21,4%	48 847	678 159	7,2%
Normandie	10 774	7 293	18 067	59,6%	5 780	33 006	38 786	14,9%	16 554	40 299	56 853	29,1%	6 024	104 644	5,8%
Nouvelle-Aquitaine	16 399	11 424	27 823	58,9%	8 937	52 659	61 596	14,5%	25 336	64 083	89 419	28,3%	10 814	199 027	5,4%
Occitanie	15 027	10 297	25 324	59,3%	6 889	52 686	59 575	11,6%	21 916	62 983	84 899	25,8%	11 558	244 881	4,7%
Pays de la Loire	11 416	7 799	19 215	59,4%	8 702	36 225	44 927	19,4%	20 118	44 024	64 142	31,4%	7 957	131 978	6,0%
Provence-Alpes-Côte d'Azur	13 041	10 566	23 607	55,2%	7 108	41 415	48 523	14,6%	20 149	51 981	72 130	27,9%	7 487	168 559	4,4%
<b>France Métropolitaine</b>	<b>155 941</b>	<b>127 553</b>	<b>283 494</b>	<b>55,0%</b>	<b>97 961</b>	<b>587 351</b>	<b>685 312</b>	<b>14,3%</b>	<b>253 902</b>	<b>714 904</b>	<b>968 806</b>	<b>26,2%</b>	<b>149 904</b>	<b>2 564 539</b>	<b>5,8%</b>
Guadeloupe	850	1 721	2 571	33,1%	241	6 456	6 697	3,6%	1 091	8 177	9 268	11,8%	616	9 591	6,4%
Guyane	301	2 602	2 903	10,4%	39	4 451	4 490	0,9%	340	7 053	7 393	4,6%	225	4 380	5,1%
Martinique	429	1 428	1 857	23,1%	465	4 865	5 330	8,7%	894	6 293	7 187	12,4%	1 276	8 528	15,0%
Mayotte	189	1 801	1 990	9,5%	42	3 059	3 101	1,4%	231	4 860	5 091	4,5%	433	1 618	26,8%
Réunion	2 288	4 699	6 987	32,7%	1 066	12 039	13 105	8,1%	3 354	16 738	20 092	16,7%	0	21 053	0,0%
<b>Outre Mer</b>	<b>4 057</b>	<b>12 251</b>	<b>16 308</b>	<b>24,9%</b>	<b>1 853</b>	<b>30 870</b>	<b>32 723</b>	<b>5,7%</b>	<b>5 910</b>	<b>43 121</b>	<b>49 031</b>	<b>12,1%</b>	<b>2 550</b>	<b>45 170</b>	<b>5,6%</b>
<b>TOTAL</b>	<b>159 998</b>	<b>139 804</b>	<b>299 802</b>	<b>53,4%</b>	<b>99 814</b>	<b>618 221</b>	<b>718 035</b>	<b>13,9%</b>	<b>259 812</b>	<b>758 025</b>	<b>1 017 837</b>	<b>25,5%</b>	<b>152 454</b>	<b>2 609 709</b>	<b>5,8%</b>

# Ressources des CFA 2016 (Source : comptes financiers des CFA consolidés par les conseils régionaux – remontées CNEFOP)

Source : comptes financiers des CFA consolidés par les conseils régionaux – remontées CNEFOP

Tableau 8

	Effectifs pondérés	Taxe apprentissage	Participation des branches	OG	Conseils régionaux	Etat	Autres collectivités publiques	Ventes Prestations	Familles	Quote part de subventions	Reprises sur amortissements	Transfert de charges	Produits financiers	Autres ressources	Total	Ressource par jeune
Auvergne-Rhône-Alpes	48 729	118 653 752	44 566 510	2 510 388	164 571 986	2 058 772	2 512 098	16 369 756	5 741 092	16 633 040	2 734 477	2 336 021	2 582 521	20 930 332	402 200 747	8 254
Bourgogne-Franche-Comté	18 815	33 733 774	15 281 263	4 598 327	63 473 141	424 209	891 560	4 964 151	5 611 089	5 647 620	817 184	1 207 583	120 073	7 024 611	143 794 585	7 643
Bretagne	17 612	38 343 204	14 322 228	1 735 117	45 695 321	216 268	433 188	6 335 562	1 426 278	7 121 613	457 946	1 701 117	287 794	5 389 802	123 465 438	7 010
Centre-Val de Loire	18 489	31 019 213	12 285 080	1 942 155	79 953 949	4 872 240	349 949	4 743 637	3 942 838	8 252 316	503 230	774 698	199 394	4 127 247	152 965 947	8 273
Corse	2 058	2 524 016	276 990	215 752	8 185 685	251 500	0	220 839	244 900	374 466	58 265	193 525	5 964	466 271	13 018 173	6 326
Grand Est	38 067	68 839 389	23 622 186	9 665 265	119 758 959	723 148	1 128 553	3 875 889	4 286 955	11 877 456	1 516 050	949 215	250 022	6 833 122	253 326 209	6 655
Hauts-de-France	33 327	68 227 247	19 840 477	10 606 358	122 157 851	0	6 842 257	12 912 469	4 730 635	12 946 667	5 135 278	0	372 130	1 526 139	265 297 507	7 960
Île-de-France	80 231	348 269 061	32 815 596	14 527 666	216 029 206	1 743 196	10 537 634	32 135 591	6 981 923	27 639 259	5 603 657	3 496 346	1 959 237	31 961 646	733 700 019	9 145
Normandie	22 651	42 206 856	19 229 076	2 226 813	87 757 569	2 175 978	731 695	8 184 142	5 507 419	9 882 579	2 143 251	783 630	175 144	3 430 605	184 434 757	8 142
Nouvelle-Aquitaine	36 167	75 499 558	18 773 047	7 248 930	130 660 101	2 348 013	7 939 036	8 305 340	4 960 720	15 122 380	1 584 702	1 042 263	136 396	17 721 825	291 342 309	8 055
Occitanie	33 437	84 514 349	10 146 571	12 345 182	88 830 029	517 788	6 103 523	13 015 220	3 413 166	10 872 365	2 409 973	1 312 117	139 763	12 286 819	245 906 865	7 354
Pays de la Loire	27 669	48 838 778	14 167 259	3 551 926	110 541 547	444 707	4 776 837	6 730 238	2 830 013	10 398 230	1 876 626	963 167	115 976	3 540 915	208 776 216	7 545
Provence-Alpes-Côte d'Azur	27 366	50 104 737	12 652 689	9 250 410	75 469 930	1 297 423	6 734 338	3 233 833	3 880 255	9 001 047	285 080	882 469	199 297	14 866 479	187 857 988	6 865
<b>France métropolitaine</b>	<b>404 618</b>	<b>1 010 773 934</b>	<b>237 978 973</b>	<b>80 424 289</b>	<b>1 313 085 274</b>	<b>17 073 242</b>	<b>48 980 667</b>	<b>121 026 666</b>	<b>53 557 283</b>	<b>145 769 040</b>	<b>25 125 718</b>	<b>15 642 151</b>	<b>6 543 711</b>	<b>130 105 814</b>	<b>3 206 086 761</b>	<b>7 924</b>
Guyane	546	1 086 925	439 977	104 597	4 157 576	104 597	102 301	86 927	10 220	461 578	37 331	883	0	60 145	6 653 056	12 185

# RESSOURCES CONSACREES AU FONCTIONNEMENT EN 2016

Tableau 9

	Effectifs pondérés	Taxe apprentissage	Participation des branches	OG	Conseils régionaux	Etat	Autres collectivités publiques	Ventes Prestations	Familles	Quote part de subventions	Reprises sur amortissements	Transfert de charges	Produits financiers	Autres ressources	Total	Ressource par jeune
Auvergne-Rhône-Alpes	48 729	105 664 388	41 286 391	1 525 525	139 313 406	759 326	1 444 246	11 821 711	287 564	15 812 153	2 594 033	2 336 021	2 582 521	6 312 964	331 740 250	6 808
Bourgogne-Franche-Comté	18 815	30 517 071	15 281 263	2 736 061	55 186 630	421 572	868 764	4 393 908	164 096	5 352 316	775 884	1 207 583	120 073	2 307 696	119 332 917	6 342
Bretagne	17 612	34 109 662	14 321 614	950 619	43 265 788	216 268	420 707	4 791 751	116 774	6 893 697	400 937	1 701 117	287 794	2 618 388	110 095 116	6 251
Centre-Val de Loire	18 489	26 725 088	9 240 565	1 386 825	61 639 967	306 059	195 706	3 318 571	438 518	8 007 354	487 370	774 698	199 394	3 718 697	116 438 813	6 298
Corse	2 058	2 515 462	276 990	215 752	7 315 411	251 500	0	195 483	210 915	374 466	58 265	193 525	5 964	288 264	11 901 997	5 783
Grand Est	38 067	62 741 100	22 694 513	6 509 032	106 760 406	626 898	1 095 311	3 354 147	62 561	11 514 030	1 435 537	949 215	250 022	3 849 368	221 842 140	5 828
Hauts-de-France	33 327	63 694 938	19 840 477	10 233 157	105 249 175	0	6 626 002	12 912 469	0	12 946 667	5 135 278	0	372 130	1 332 268	238 342 560	7 152
Île-de-France	80 231	336 176 179	29 155 133	7 208 278	199 709 815	1 293 965	10 031 239	30 470 033	1 275 113	26 595 531	5 591 464	3 496 346	1 959 237	28 716 364	681 678 697	8 496
Normandie	22 651	38 745 366	15 008 810	1 939 761	75 954 090	566 725	718 149	6 838 423	0	8 938 521	2 000 058	783 630	175 144	3 103 392	154 772 069	6 833
Nouvelle-Aquitaine	36 167	71 128 812	17 642 466	6 206 778	113 771 307	1 166 162	3 327 569	6 494 510	76 918	14 236 219	1 567 613	1 042 263	136 396	15 570 980	252 367 991	6 978
Occitanie	33 437	78 264 569	10 140 394	10 678 025	76 333 148	517 788	6 087 891	12 928 923	0	10 458 285	2 395 532	1 312 117	139 763	11 953 602	221 210 037	6 616
Pays de la Loire	27 669	47 736 611	11 351 806	2 657 183	95 366 665	422 642	4 722 131	6 125 632	0	10 312 824	1 874 322	963 167	115 976	3 454 450	185 103 408	6 690
Provence-Alpes-Côte d'Azur	27 366	47 608 329	11 719 129	5 679 016	70 562 363	853 350	2 650 568	2 895 044	1 952 573	8 692 168	261 197	882 469	199 297	7 121 099	161 076 604	5 886
<b>France métropolitaine</b>	<b>404 618</b>	<b>945 627 575</b>	<b>217 959 552</b>	<b>57 926 013</b>	<b>1 150 428 171</b>	<b>7 402 255</b>	<b>38 188 281</b>	<b>106 540 605</b>	<b>4 585 032</b>	<b>140 134 232</b>	<b>24 577 488</b>	<b>15 642 151</b>	<b>6 543 711</b>	<b>90 347 532</b>	<b>2 805 902 600</b>	<b>6 935</b>
Guyane	546	1 040 514	439 977	104 597	3 749 988	104 597	102 301	86 927	10 220	461 578	37 331	883	0	60 145	6 199 058	11 354

Source : comptes financiers des CFA consolidés par les conseils régionaux – remontées CNEFOP

# RESSOURCES CONSACREES AU THR EN 2016

Tableau 10

	Effectifs pondérés	Taxe apprentissage	Participation des branches	Organismes gestionnaires	Conseils régionaux	Etat	Autres collectivités publiques	Ventes Prestations	Familles	Quote part de subventions	Reprises sur amortissements	Autres ressources	Total	Ressource par jeune
Auvergne-Rhône-Alpes	48 729	1 260	0	132 000	9 493 547	1 587	149 423	4 548 044	5 453 528	820 888	140 445	136 922	20 877 644	428
Bourgogne-Franche-Comté	18 815	0	0	6 131	2 643 514	2 637	22 796	570 243	5 446 993	295 304	41 300	191 336	9 220 254	490
Bretagne	17 612	277 435	614	127 542	38 812	0	12 481	1 543 811	1 309 504	227 916	57 009	316 660	3 911 784	222
Centre-Val de Loire	18 489	986 112	0	131 879	6 076 058	0	17 861	1 425 066	3 504 320	244 962	15 860	207 381	12 609 499	682
Corse	2 058	8 554	0	0	697 066	0	0	25 356	33 985	0	0	0	764 961	372
Grand Est	38 067	272 015	20 454	165 571	8 057 972	1 429	33 242	521 742	4 224 394	363 426	80 513	517 163	14 257 921	375
Hauts-de-France	33 327	0	0	0	9 307 465	0	0	0	4 730 635	0	0	0	14 038 100	421
Île-de-France	80 231	0	0	0	444 886	0	0	1 665 558	5 706 810	1 043 728	12 193	0	8 873 175	111
Normandie	22 651	138 818	680 466	43 230	3 407 597	0	13 546	1 345 719	5 507 419	944 058	143 193	218 407	12 442 453	549
Nouvelle-Aquitaine	36 167	414 117	67 471	181 333	5 743 020	6 258	89 764	1 810 830	4 883 802	886 161	17 089	197 809	14 297 654	395
Occitanie	33 437	178 029	0	242 479	1 770 852	0	15 632	86 297	3 413 166	414 080	14 441	333 217	6 468 193	193
Pays de la Loire	27 669	0	308 397	3 023	8 345 864	7 395	43 870	604 606	2 830 013	85 406	2 304	82 405	12 313 282	445
Provence-Alpes-Côte d'Azur	27 366	0	41 645	265 227	1 516 392	64 438	27 819	338 789	1 927 682	308 879	23 883	54 478	4 569 231	167
<b>France métropolitaine</b>	<b>404 618</b>	<b>2 276 340</b>	<b>1 119 047</b>	<b>1 298 414</b>	<b>57 543 045</b>	<b>83 743</b>	<b>426 432</b>	<b>14 486 061</b>	<b>48 972 251</b>	<b>5 634 808</b>	<b>548 230</b>	<b>2 255 778</b>	<b>134 644 150</b>	333
Guyane	546	0	0	0	407 588	0	0	0	0	0	0	0	407 588	746

Source : comptes financiers des CFA consolidés par les conseils régionaux – remontées CNEFOP

**RESSOURCES CONSACREES A L'INVESTISSEMENT EN 2016**  
**CFA REGIONAUX METROPOLITAINS**

Tableau  
11

	Effectifs pondérés	Taxe apprentissage	Participation des branches	Organismes gestionnaires	Conseils régionaux	Etat	Autres collectivités publiques	Autres ressources	Total	Ressource par jeune
Auvergne-Rhône-Alpes	48 729	12 988 104	3 280 119	852 863	15 765 032	1 297 858	918 430	14 480 446	49 582 853	1 018
Bourgogne-Franche-Comté	18 815	3 216 703	0	1 856 135	5 642 997	0	0	4 525 579	15 241 414	810
Bretagne	17 612	3 956 108	0	656 956	2 390 720	0	0	2 454 754	9 458 539	537
Centre-Val de Loire	18 489	3 308 013	3 044 515	423 451	12 237 924	4 566 181	136 382	201 169	23 917 635	1 294
Corse	2 058	0	0	0	173 208	0	0	178 007	351 215	171
Grand Est	38 067	5 826 274	907 219	2 990 662	4 940 581	94 821	0	2 466 591	17 226 148	453
Hauts-de-France	33 327	4 532 309	0	373 201	7 601 212	0	216 255	193 871	12 916 848	388
Île-de-France	80 231	12 092 882	3 660 463	7 319 387	15 874 505	449 231	506 396	3 245 282	43 148 147	538
Normandie	22 651	3 322 672	3 539 800	243 822	8 395 882	1 609 253	0	108 806	17 220 235	760
Nouvelle-Aquitaine	36 167	3 956 629	1 063 110	860 819	11 145 774	1 175 593	4 521 703	1 953 036	24 676 664	682
Occitanie	33 437	6 071 751	6 177	1 424 678	10 726 029	0	0	0	18 228 635	545
Pays de la Loire	27 669	1 102 167	2 507 055	891 719	6 829 018	14 670	10 836	4 060	11 359 526	411
Provence-Alpes-Côte d'Azur	27 366	2 496 408	891 915	3 306 167	3 391 174	379 635	4 055 951	7 690 902	22 212 153	812
<b>France métropolitaine</b>	<b>404 618</b>	<b>62 870 019</b>	<b>18 900 373</b>	<b>21 199 861</b>	<b>105 114 057</b>	<b>9 587 243</b>	<b>10 365 953</b>	<b>37 502 504</b>	<b>265 540 011</b>	<b>656</b>
Guyane	546	46 411	0	0	0	0	0	0	46 411	85

Source : comptes financiers des CFA consolidés par les conseils régionaux – remontées CNEFOP



## TAXE APPRENTISSAGE 2016 - CFA REGIONAUX METROPOLITAINS

Tableau

12

	Taxe reçue en 2016	Taxe reçue région	Taxe reçue hors région	Reliquat 2015 pour 2016	Taxe disponible en 2016	Effectifs pondérés jeunes	Taxe d'apprentissage Fonctionnement	Taxe d'apprentissage THR	Taxe d'apprentissage Investissement	Total taxe consommée	Taxe consommée par jeune
Auvergne-Rhône- Alpes	127 097 329	22 094 085	105 003 244	39 475 610	166 572 939	48 729	114 766 198	0	12 969 104	127 735 302	2 621
Bourgogne-Franche- Comté	36 919 547	11 327 270	25 592 276	4 053 921	40 973 468	18 815	30 517 071	0	3 216 703	33 733 774	1 793
Bretagne	45 076 058	23 440 737	21 635 321	24 673 700	69 749 758	17 612	34 109 662	277 435	3 956 108	38 343 204	2 177
Centre-Val de Loire	34 149 526	3 951 951	30 197 575	14 370 572	48 520 098	18 489	26 725 088	986 112	3 308 013	31 019 213	1 678
Corse	2 515 462	1 591 350	924 112	0	2 515 462	2 058	2 515 462	8 554	0	2 524 016	1 226
Grand Est	75 320 517	13 586 435	61 734 082	17 641 547	92 962 064	38 067	62 741 100	272 015	5 826 274	68 839 389	1 808
Hauts-de-France	85 460 248	19 324 706	66 135 542	33 927 705	119 387 953	33 327	63 694 938	0	4 532 309	68 227 247	2 047
Île-de-France	386 090 535	nd	nd	140 551 367	526 641 902	80 231	336 176 179	0	12 092 882	348 269 061	4 341
Normandie	49 296 418	17 838 491	31 457 927	7 190 841	56 487 259	22 651	38 745 366	138 818	3 322 672	42 206 856	1 863
Nouvelle-Aquitaine	77 865 215	34 792 337	43 072 879	4 614 203	82 479 418	36 167	71 128 812	414 117	3 956 629	75 499 558	2 088
Occitanie	88 808 096	37 023 844	50 597 601	12 023 938	100 832 034	33 437	78 264 569	178 029	6 071 751	84 514 349	2 528
Pays de la Loire	54 021 000	11 804 889	42 216 111	9 818 141	63 839 141	27 669	47 736 611	0	1 102 167	48 838 778	1 765
Provence-Alpes-Côte d'Azur	61 832 841	39 088 467	22 744 373	21 086 284	82 919 125	27 366	47 608 329	0	2 496 408	50 104 737	1 831
<b>France métropolitaine</b>	<b>1 124 452 792</b>	<b>235 864 562</b>	<b>501 311 043</b>	<b>329 427 830</b>	<b>1 453 880 623</b>	<b>404 618</b>	<b>954 729 384</b>	<b>2 275 080</b>	<b>62 851 019</b>	<b>1 019 855 483</b>	<b>2 521</b>
Guyane	0	0	0	0	0	546	1 040 514	0	46 411	1 086 925	1 991

Source : comptes financiers des CFA consolidés par les conseils régionaux – remontées CNEFOP

# EVOLUTION DE LA TAXE D'APPRENTISSAGE RECUE PAR LES CFA REGIONAUX METROPOLITAINS EN 2016

Tableau 13

	2004			2010			2015			2016			
	Effectifs pondérés jeunes	Taxe d'apprentissage	Moyenne par jeune	Effectifs pondérés jeunes	Taxe d'apprentissage	Moyenne par jeune	Effectifs pondérés jeunes	Taxe d'apprentissage	Moyenne par jeune	Effectifs pondérés jeunes	Taxe d'apprentissage	Moyenne par jeune	Variation de la moyenne 2016/2004 en %
Auvergne-Rhône-Alpes	40 883	57 615 026	1 409	50 264	88 357 104	1 758	48 819	107 274 193	2 197	48 729	127 097 329	2 608	85%
Bourgogne-Franche-Comté	20 099	24 898 623	1 239	22 034	26 468 001	1 201	18 937	34 711 189	1 833	18 815	36 919 547	1 962	58%
Bretagne	16 207	22 266 420	1 374	18 272	30 506 718	1 670	17 369	44 743 065	2 576	17 612	45 076 058	2 559	86%
Centre-Val de Loire	16 436	19 065 696	1 160	19 939	26 166 994	1 312	18 471	30 303 308	1 641	18 489	34 149 526	1 847	59%
Corse	1 231	1 490 756	1 211	1 986	2 344 282	1 180	2 067	2 752 486	1 332	2 058	2 515 462	1 222	1%
Grand Est	35 062	39 567 507	1 129	40 597	54 519 902	1 343	38 170	70 278 572	1 841	38 067	75 320 517	1 979	75%
Hauts-de-France	28 298	39 100 396	1 382	34 789	51 462 381	1 479	33 073	80 841 162	2 444	33 327	85 460 248	2 564	86%
Île-de-France	62 887	205 945 791	3 275	79 105	275 638 595	3 484	80 032	378 057 780	4 724	80 231	386 090 535	4 812	47%
Normandie	23 853	26 842 717	1 125	25 268	33 996 866	1 345	22 636	44 234 831	1 954	22 651	49 296 418	2 176	93%
Nouvelle-Aquitaine	31 084	36 419 844	1 172	35 801	56 118 322	1 568	35 790	76 798 936	2 146	36 167	77 865 215	2 153	84%
Occitanie	27 221	34 087 453	1 252	32 826	53 073 009	1 617	32 804	82 395 266	2 512	33 437	88 808 096	2 656	112%
Pays de la Loire	28 505	26 768 047	939	29 460	32 955 010	1 119	27 079	50 174 763	1 853	27 669	54 021 000	1 952	108%
Provence-Alpes-Côte d'Azur	31 473	35 467 327	1 127	32 511	46 790 440	1 439	27 452	59 543 344	2 169	27 366	61 832 841	2 259	101%
<b>France métropolitaine</b>	<b>363 239</b>	<b>569 535 603</b>	<b>1 568</b>	<b>363 239</b>	<b>569 535 603</b>	<b>1 568</b>	<b>402 700</b>	<b>1 062 108 895</b>	<b>2 637</b>	<b>404 618</b>	<b>1 124 452 792</b>	<b>2 779</b>	<b>77%</b>
Guyane	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	546	0	0	nd

Source : comptes financiers des CFA consolidés par les conseils régionaux – remontées CNEFOP

# CONTRIBUTION DES BRANCHES PROFESSIONNELLES EN 2016 - CFA REGIONAUX METROPOLITAINS

Tableau  
14

	Effectifs pondérés jeunes	Fonctionnement			THR			Investissement			Total			Moyenne utilisée par jeune
		Taxe fiscale	Fonds mutualisés	Taxe fiscale et fonds mutualisés	Taxe fiscale	Fonds mutualisés	Taxe fiscale et fonds mutualisés	Taxe fiscale	Fonds mutualisés	Taxe fiscale et fonds mutualisés	Taxe fiscale	Fonds mutualisés	Taxe fiscale et fonds mutualisés	
Auvergne-Rhône-Alpes	48 729	5 175 339	36 111 052	41 286 391	0	0	0	3 280 119	0	3 280 119	8 455 458	36 111 052	44 566 510	915
Bourgogne-Franche-Comté	18 815	3 023 032	12 258 231	15 281 263	0	0	0	0	0	0	3 023 032	12 258 231	15 281 263	812
Bretagne	17 612	2 860 056	11 461 559	14 321 614	0	614	614	0	0	0	2 860 056	11 462 173	14 322 228	813
Centre-Val de Loire	18 489	2 524 966	6 715 599	9 240 565	0	0	0	3 044 515	0	3 044 515	5 569 481	6 715 599	12 285 080	664
Corse	2 058	266 428	10 562	276 990	0	0	0	0	0	0	266 428	10 562	276 990	135
Grand Est	38 067	10 793 984	11 900 529	22 694 513	20 454	0	20 454	907 219	0	907 219	11 721 657	11 900 529	23 622 186	621
Hauts-de-France	33 327	0	19 840 477	19 840 477	0	0	0	0	0	0	0	19 840 477	19 840 477	595
Île-de-France	80 231	4 263 466	24 891 666	29 155 133	0	0	0	3 660 463	0	3 660 463	7 923 929	24 891 666	32 815 596	409
Normandie	22 651	4 449 788	10 559 022	15 008 810	680 466	0	680 466	3 525 745	14 055	3 539 800	8 655 999	10 573 077	19 229 076	849
Nouvelle-Aquitaine	36 167	4 550 791	13 091 675	17 642 466	63 604	3 867	67 471	836 829	226 281	1 063 110	5 451 224	13 321 823	18 773 047	519
Occitanie	33 437	4 761 904	5 378 490	10 140 394	0	0	0	6 177	0	6 177	4 768 081	5 378 490	10 146 571	303
Pays de la Loire	27 669	2 430 199	8 921 607	11 351 806	13 358	295 039	308 397	2 507 055	0	2 507 055	4 950 612	9 216 646	14 167 259	512
Provence-Alpes-Côte d'Azur	27 366	2 138 403	9 580 726	11 719 129	12 202	29 443	41 645	891 915	0	891 915	3 042 520	9 610 169	12 652 689	462
<b>France métropolitaine</b>	<b>404 618</b>	<b>47 238 357</b>	<b>170 721 195</b>	<b>217 959 552</b>	<b>790 084</b>	<b>328 964</b>	<b>1 119 047</b>	<b>18 660 037</b>	<b>240 336</b>	<b>18 900 373</b>	<b>66 688 478</b>	<b>171 290 495</b>	<b>237 978 973</b>	<b>588</b>
Guyane	546	49 977	390 000	439 977	0	0	0	0	0	0	49 977	390 000	439 977	806
Source : comptes financiers des CFA consolidés par les conseils régionaux – remontées CNEFOP														

# CONTRIBUTION DES ORGANISMES GESTIONNAIRES AU FINANCEMENT DES CFA EN 2016

Tableau 15

	Effectifs pondérés	Participation fonctionnement	Participation THR	Participation Investissement	Total	Contribution par jeune
Auvergne-Rhône-Alpes	48 729	1 525 525	132 000	852 863	2 510 388	52
Bourgogne-Franche-Comté	18 815	2 736 061	6 131	1 856 135	4 598 327	244
Bretagne	17 612	950 619	127 542	656 956	1 735 117	99
Centre-Val de Loire	18 489	1 386 825	131 879	423 451	1 942 155	105
Corse	2 058	215 752	0	0	215 752	105
Grand Est	38 067	6 509 032	165 571	2 990 662	9 665 265	254
Hauts-de-France	33 327	10 233 157	0	373 201	10 606 358	318
Île-de-France	80 231	7 208 278	0	7 319 387	14 527 666	181
Normandie	22 651	1 939 761	43 230	243 822	2 226 813	98
Nouvelle-Aquitaine	36 167	6 206 778	181 333	860 819	7 248 930	200
Occitanie	33 437	10 678 025	242 479	1 424 678	12 345 182	369
Pays de la Loire	27 669	2 657 183	3 023	891 719	3 551 926	128
Provence-Alpes-Côte d'Azur	27 366	5 679 016	265 227	3 306 167	9 250 410	338
<b>France métropolitaine</b>	<b>404 618</b>	<b>57 926 013</b>	<b>1 298 414</b>	<b>21 199 861</b>	<b>80 424 289</b>	<b>199</b>
Guyane	546	104 597	0	0	104 597	192

Source : comptes financiers des CFA consolidés par les conseils régionaux – remontées CNEFOP

# CONTRIBUTION DES CONSEILS REGIONAUX AU FINANCEMENT DES CFA EN 2016

Tableau 16

	Effectifs pondérés	Participation fonctionnement	Participation THR	Participation Investissement	Total	Contribution par jeune
Auvergne-Rhône-Alpes	48 729	139 313 406	9 493 547	15 765 032	164 571 986	3 377
Bourgogne-Franche-Comté	18 815	55 186 630	2 643 514	5 642 997	63 473 141	3 374
Bretagne	17 612	43 265 788	38 812	2 390 720	45 695 321	2 595
Centre-Val de Loire	18 489	61 639 967	6 076 058	12 237 924	79 953 949	4 324
Corse	2 058	7 315 411	697 066	173 208	8 185 685	3 977
Grand Est	38 067	106 760 406	8 057 972	4 940 581	119 758 959	3 146
Hauts-de-France	33 327	105 249 175	9 307 465	7 601 212	122 157 851	3 665
Île-de-France	80 231	199 709 815	444 886	15 874 505	216 029 206	2 693
Normandie	22 651	75 954 090	3 407 597	8 395 882	87 757 569	3 874
Nouvelle-Aquitaine	36 167	113 771 307	5 743 020	11 145 774	130 660 101	3 613
Occitanie	33 437	76 333 148	1 770 852	10 726 029	88 830 029	2 657
Pays de la Loire	27 669	95 366 665	8 345 864	6 829 018	110 541 547	3 995
Provence-Alpes-Côte d'Azur	27 366	70 562 363	1 516 392	3 391 174	75 469 930	2 758
<b>France métropolitaine</b>	<b>404 618</b>	<b>1 150 428 171</b>	<b>57 543 045</b>	<b>105 114 057</b>	<b>1 313 085 274</b>	<b>3 245</b>
Guyane	546	3 749 988	407 588	0	4 157 576	7 615

Source : comptes financiers des CFA consolidés par les conseils régionaux – remontées CNEFOP

## CONTRIBUTION DE L'ETAT AU FINANCEMENT DES CFA EN 2016

Tableau 17

	Effectifs pondérés	Participation fonctionnement	Participation THR	Participation Investissement	Total	Contribution par jeune
Auvergne-Rhône-Alpes	48 729	759 326	1 587	1 297 858	2 058 772	42
Bourgogne-Franche-Comté	18 815	421 572	2 637	0	424 209	23
Bretagne	17 612	216 268	0	0	216 268	12
Centre-Val de Loire	18 489	306 059	0	4 566 181	4 872 240	264
Corse	2 058	251 500	0	0	251 500	122
Grand Est	38 067	626 898	1 429	94 821	723 148	19
Hauts-de-France	33 327	0	0	0	0	0
Île-de-France	80 231	1 293 965	0	449 231	1 743 196	22
Normandie	22 651	566 725	0	1 609 253	2 175 978	96
Nouvelle-Aquitaine	36 167	1 166 162	6 258	1 175 593	2 348 013	65
Occitanie	33 437	517 788	0	0	517 788	15
Pays de la Loire	27 669	422 642	7 395	14 670	444 707	16
Provence-Alpes-Côte d'Azur	27 366	853 350	64 438	379 635	1 297 423	47
<b>France métropolitaine</b>	<b>404 618</b>	<b>7 402 255</b>	<b>83 743</b>	<b>9 587 243</b>	<b>17 073 242</b>	<b>42</b>
Guyane	546	104 597	0	0	104 597	192

Source : comptes financiers des CFA consolidés par les conseils régionaux – remontées CNEFOP

# CONTRIBUTION DES AUTRES COLLECTIVITES AU FINANCEMENT DES CFA EN 2016

Tableau 18

	Effectifs pondérés	Participation fonctionnement	Participation THR	Participation Investissement	Total	Contribution par jeune
Auvergne-Rhône-Alpes	48 729	1 444 246	149 423	918 430	2 512 098	52
Bourgogne-Franche-Comté	18 815	868 764	22 796	0	891 560	47
Bretagne	17 612	420 707	12 481	0	433 188	25
Centre-Val de Loire	18 489	195 706	17 861	136 382	349 949	19
Corse	2 058	0	0	0	0	0
Grand Est	38 067	1 095 311	33 242	0	1 128 553	30
Hauts-de-France	33 327	6 626 002	0	216 255	6 842 257	205
Île-de-France	80 231	10 031 239	0	506 396	10 537 634	131
Normandie	22 651	718 149	13 546	0	731 695	32
Nouvelle-Aquitaine	36 167	3 327 569	89 764	4 521 703	7 939 036	220
Occitanie	33 437	6 087 891	15 632	0	6 103 523	183
Pays de la Loire	27 669	4 722 131	43 870	10 836	4 776 837	173
Provence-Alpes-Côte d'Azur	27 366	2 650 568	27 819	4 055 951	6 734 338	246
<b>France métropolitaine</b>	<b>404 618</b>	<b>38 188 281</b>	<b>426 432</b>	<b>10 365 953</b>	<b>48 980 667</b>	<b>121</b>
Guyane	546	102 301	0	0	102 301	187

Source : comptes financiers des CFA consolidés par les conseils régionaux – remontées

CNEFOP

## VENTE ET PRESTATIONS DE SERVICE DES CFA EN 2016

Tableau 19

	Effectifs pondérés	Participation fonctionnement	Participation THR	Participation Investissement	Total	Contribution par jeune
Auvergne-Rhône-Alpes	48 729	11 821 711	4 548 044		16 369 756	336
Bourgogne-Franche-Comté	18 815	4 393 908	570 243		4 964 151	264
Bretagne	17 612	4 791 751	1 543 811		6 335 562	360
Centre-Val de Loire	18 489	3 318 571	1 425 066		4 743 637	257
Corse	2 058	195 483	25 356		220 839	107
Grand Est	38 067	3 354 147	521 742		3 875 889	102
Hauts-de-France	33 327	12 912 469	0		12 912 469	387
Île-de-France	80 231	30 470 033	1 665 558		32 135 591	401
Normandie	22 651	6 838 423	1 345 719		8 184 142	361
Nouvelle-Aquitaine	36 167	6 494 510	1 810 830		8 305 340	230
Occitanie	33 437	12 928 923	86 297		13 015 220	389
Pays de la Loire	27 669	6 125 632	604 606		6 730 238	243
Provence-Alpes-Côte d'Azur	27 366	2 895 044	338 789		3 233 833	118
<b>France métropolitaine</b>	<b>404 618</b>	<b>106 540 605</b>	<b>14 486 061</b>		<b>121 026 666</b>	<b>299</b>
Guyane	546	86 927	0		86 927	159

Source : comptes financiers des CFA consolidés par les conseils régionaux – remontées CNEFOP



## CONTRIBUTION DES FAMILLES AU FINANCEMENT DES CFA EN 2016

Tableau 20

	Effectifs pondérés	Participation fonctionnement	Participation THR	Participation Investissement	Total	Contribution par jeune
Auvergne-Rhône-Alpes	48 729	287 564	5 453 528		5 741 092	118
Bourgogne-Franche-Comté	18 815	164 096	5 446 993		5 611 089	298
Bretagne	17 612	116 774	1 309 504		1 426 278	81
Centre-Val de Loire	18 489	438 518	3 504 320		3 942 838	213
Corse	2 058	210 915	33 985		244 900	119
Grand Est	38 067	62 561	4 224 394		4 286 955	113
Hauts-de-France	33 327	0	4 730 635		4 730 635	142
Île-de-France	80 231	1 275 113	5 706 810		6 981 923	87
Normandie	22 651	0	5 507 419		5 507 419	243
Nouvelle-Aquitaine	36 167	76 918	4 883 802		4 960 720	137
Occitanie	33 437	0	3 413 166		3 413 166	102
Pays de la Loire	27 669	0	2 830 013		2 830 013	102
Provence-Alpes-Côte d'Azur	27 366	1 952 573	1 927 682		3 880 255	142
<b>France métropolitaine</b>	<b>404 618</b>	<b>4 585 032</b>	<b>48 972 251</b>		<b>53 557 283</b>	<b>132</b>
Guyane	546	10 220	0		10 220	19

Source : comptes financiers des CFA consolidés par les conseils régionaux – remontées CNEFOP

## QUOTE PART DE SUBVENTION VIREE AU COMPTE DE RESULTAT EN 2016

Tableau 21

	Effectifs pondérés	Participation fonctionnement	Participation THR	Participation Investissement	Total	Contribution par jeune
Auvergne-Rhône-Alpes	48 729	15 812 153	820 888		16 633 040	341
Bourgogne-Franche-Comté	18 815	5 352 316	295 304		5 647 620	300
Bretagne	17 612	6 893 697	227 916		7 121 613	404
Centre-Val de Loire	18 489	8 007 354	244 962		8 252 316	446
Corse	2 058	374 466	0		374 466	182
Grand Est	38 067	11 514 030	363 426		11 877 456	312
Hauts-de-France	33 327	12 946 667	0		12 946 667	388
Île-de-France	80 231	26 595 531	1 043 728		27 639 259	344
Normandie	22 651	8 938 521	944 058		9 882 579	436
Nouvelle-Aquitaine	36 167	14 236 219	886 161		15 122 380	418
Occitanie	33 437	10 458 285	414 080		10 872 365	325
Pays de la Loire	27 669	10 312 824	85 406		10 398 230	376
Provence-Alpes-Côte d'Azur	27 366	8 692 168	308 879		9 001 047	329
<b>France métropolitaine</b>	<b>404 618</b>	<b>140 134 232</b>	<b>5 634 808</b>		<b>145 769 040</b>	<b>360</b>
Guyane	546	461 578	0		461 578	845

Source : comptes financiers des CFA consolidés par les conseils régionaux – remontées CNEFOP

# REPRISES SUR AMORTISSEMENT ET PROVISIONS EN 2016

Tableau 22

	Effectifs pondérés	Participation fonctionnement	Participation THR	Participation Investissement	Total	Contribution par jeune
Auvergne-Rhône-Alpes	48 729	2 594 033	140 445		2 734 477	56
Bourgogne-Franche-Comté	18 815	775 884	41 300		817 184	43
Bretagne	17 612	400 937	57 009		457 946	26
Centre-Val de Loire	18 489	487 370	15 860		503 230	27
Corse	2 058	58 265	0		58 265	28
Grand Est	38 067	1 435 537	80 513		1 516 050	40
Hauts-de-France	33 327	5 135 278	0		5 135 278	154
Île-de-France	80 231	5 591 464	12 193		5 603 657	70
Normandie	22 651	2 000 058	143 193		2 143 251	95
Nouvelle-Aquitaine	36 167	1 567 613	17 089		1 584 702	44
Occitanie	33 437	2 395 532	14 441		2 409 973	72
Pays de la Loire	27 669	1 874 322	2 304		1 876 626	68
Provence-Alpes-Côte d'Azur	27 366	261 197	23 883		285 080	10
<b>France métropolitaine</b>	<b>404 618</b>	<b>24 577 488</b>	<b>548 230</b>		<b>25 125 718</b>	<b>62</b>
Guyane	546	37 331	0		37 331	68

Source : comptes financiers des CFA consolidés par les conseils régionaux – remontées CNEFOP

## TRANSFERTS DE CHARGES EN 2016

Tableau 23

	Effectifs pondérés	Participation fonctionnement	Participation THR	Participation Investissement	Total	Contribution par jeune
Auvergne-Rhône-Alpes	48 729	2 336 021			2 336 021	48
Bourgogne-Franche-Comté	18 815	1 207 583			1 207 583	64
Bretagne	17 612	1 701 117			1 701 117	97
Centre-Val de Loire	18 489	774 698			774 698	42
Corse	2 058	193 525			193 525	94
Grand Est	38 067	949 215			949 215	25
Hauts-de-France	33 327	0			0	0
Île-de-France	80 231	3 496 346			3 496 346	44
Normandie	22 651	783 630			783 630	35
Nouvelle-Aquitaine	36 167	1 042 263			1 042 263	29
Occitanie	33 437	1 312 117			1 312 117	39
Pays de la Loire	27 669	963 167			963 167	35
Provence-Alpes-Côte d'Azur	27 366	882 469			882 469	32
<b>France métropolitaine</b>	<b>404 618</b>	<b>15 642 151</b>			<b>15 642 151</b>	<b>39</b>
Guyane	546	883			883	2

Source : comptes financiers des CFA consolidés par les conseils régionaux – remontées CNEFOP

## PRODUITS FINANCIERS EN 2016

Tableau 24

	Effectifs pondérés	Participation fonctionnement	Participation THR	Participation Investissement	Total	Contribution par jeune
Auvergne-Rhône-Alpes	48 729	2 582 521			2 582 521	53
Bourgogne-Franche-Comté	18 815	120 073			120 073	6
Bretagne	17 612	287 794			287 794	16
Centre-Val de Loire	18 489	199 394			199 394	11
Corse	2 058	5 964			5 964	3
Grand Est	38 067	250 022			250 022	7
Hauts-de-France	33 327	372 130			372 130	11
Île-de-France	80 231	1 959 237			1 959 237	24
Normandie	22 651	175 144			175 144	8
Nouvelle-Aquitaine	36 167	136 396			136 396	4
Occitanie	33 437	139 763			139 763	4
Pays de la Loire	27 669	115 976			115 976	4
Provence-Alpes-Côte d'Azur	27 366	199 297			199 297	7
<b>France métropolitaine</b>	<b>404 618</b>	<b>6 543 711</b>			<b>6 543 711</b>	<b>16</b>
Guyane	546	0			0	0

Source : comptes financiers des CFA consolidés par les conseils régionaux – remontées CNEFOP

## AUTRES RESSOURCES CONSACREES AU FINANCEMENT DES CFA EN 2016

Tableau 25

	Effectifs pondérés	Participation fonctionnement	Participation THR	Participation Investissement	Total	Contribution par jeune
Auvergne-Rhône-Alpes	48 729	6 312 964	136 922	14 480 446	20 930 332	430
Bourgogne-Franche-Comté	18 815	2 307 696	191 336	4 525 579	7 024 611	373
Bretagne	17 612	2 618 388	316 660	2 454 754	5 389 802	306
Centre-Val de Loire	18 489	3 718 697	207 381	201 169	4 127 247	223
Corse	2 058	288 264	0	178 007	466 271	227
Grand Est	38 067	3 849 368	517 163	2 466 591	6 833 122	180
Hauts-de-France	33 327	1 332 268	0	193 871	1 526 139	46
Île-de-France	80 231	28 716 364	0	3 245 282	31 961 646	398
Normandie	22 651	3 103 392	218 407	108 806	3 430 605	151
Nouvelle-Aquitaine	36 167	15 570 980	197 809	1 953 036	17 721 825	490
Occitanie	33 437	11 953 602	333 217	0	12 286 819	367
Pays de la Loire	27 669	3 454 450	82 405	4 060	3 540 915	128
Provence-Alpes-Côte d'Azur	27 366	7 121 099	54 478	7 690 902	14 866 479	543
<b>France métropolitaine</b>	<b>404 618</b>	<b>90 347 532</b>	<b>2 255 778</b>	<b>37 502 504</b>	<b>130 105 814</b>	<b>322</b>
Guyane	546	60 145	0	0	60 145	110

Source : comptes financiers des CFA consolidés par les conseils régionaux – remontées CNEFOP

## CHARGES DE PERSONNELS EN 2016

Tableau 26

	Formateurs	Autres personnels	Total
Auvergne-Rhône-Alpes	97 249 197	87 045 713	184 294 911
Bourgogne-Franche-Comté	56 737 633	23 187 268	79 924 901
Bretagne	51 574 860	24 341 783	75 916 643
Centre-Val de Loire	52 370 248	27 902 592	80 272 840
Corse	5 868 402	2 642 870	8 511 272
Grand Est	107 709 204	40 181 055	147 890 258
Hauts-de-France	96 933 582	52 828 139	149 761 720
Île-de-France	269 990 801	141 670 275	411 661 076
Normandie	70 300 355	29 634 273	99 934 628
Nouvelle-Aquitaine	104 340 635	55 135 609	159 476 244
Occitanie	83 836 462	45 311 658	129 148 120
Pays de la Loire	86 424 863	34 454 837	120 879 700
Provence-Alpes-Côte d'Azur	58 397 868	34 295 658	92 693 525
<b>France métropolitaine</b>	<b>1 141 734 109</b>	<b>598 631 729</b>	<b>1 740 365 839</b>
Guyane	168 141	3 413 833	3 581 974

Source : comptes financiers des CFA consolidés par les conseils régionaux – remontées CNEFOP

**CHARGES DE FONCTIONNEMENT DES CFA THR COMPRIS (EN €) EN 2016**  
**CFA REGIONAUX METROPOLITAINS**

Tableau  
27

	Effectifs pondérés jeunes	Nombre d'heures	Charges d'exploitation (cptes 60 à 65)	Coût (1) par jeune	Charges hors exploitation (cptes 66 à 68)	Coût (2) par jeune	Total Transport, Hébergement, Restauration	Charges de fonctionnement THR compris	Coût (3) par jeune	Coût / heure apprenti
Auvergne-Rhône-Alpes	48 729	22 084 149	327 488 562	6 721	4 273 931	88	22 542 065	350 030 627	7 183	16
Bourgogne-Franche-Comté	18 815	10 085 906	114 950 547	6 110	1 557 863	83	9 498 761	124 449 308	6 614	12
Bretagne	17 612	9 173 058	109 408 204	6 212	819 000	47	4 192 033	113 600 237	6 450	12
Centre-Val de Loire	18 489	9 600 020	115 270 906	6 235	755 124	41	12 609 499	127 880 405	6 917	13
Corse	2 058	nd	12 075 612	5 868	76 072	37	757 277	12 832 889	6 236	#VALEUR!
Grand Est	38 067	21 019 423	210 917 232	5 541	2 958 501	78	16 247 349	227 164 581	5 967	11
Hauts-de-France	33 327	1 966 190	236 120 900	7 085	2 447 733	73	14 038 100	250 159 000	7 506	127
Île-de-France	80 231	45 310 519	669 947 245	8 350	8 802 222	110	12 516 030	682 463 275	8 506	15
Normandie	22 651	11 683 039	149 515 473	6 601	1 317 249	58	14 161 506	163 676 979	7 226	14
Nouvelle-Aquitaine	36 167	16 680 305	238 723 592	6 601	10 906 311	302	15 490 519	254 214 111	7 029	15
Occitanie	33 437	nd	222 017 784	6 640	2 825 771	85	7 453 253	229 471 037	6 863	nd
Pays de la Loire	27 669	15 118 352	181 812 420	6 571	1 775 487	64	12 954 148	194 766 568	7 039	13
Provence-Alpes-Côte d'Azur	27 366	14 064 291	159 702 613	5 836	1 131 448	41	5 048 774	164 751 387	6 020	12
<b>France métropolitaine</b>	<b>404 618</b>	<b>176 785 252</b>	<b>2 747 951 089</b>	<b>6 791</b>	<b>39 646 711</b>	<b>98</b>	<b>147 509 314</b>	<b>2 895 460 403</b>	<b>7 156</b>	<b>16</b>
Guyane	546	0	5 578 498	10 217	73 448	135	353 744	5 932 242	10 865	

Source : comptes financiers des CFA consolidés par les conseils régionaux – remontées CNEFOP



## AIDES AUX JEUNES EN 2016 – CFA REGIONAUX

Tableau 28

	Aides directes aux apprentis										
	Premier équipement	Fournitures scolaires	Transport / Hébergement / Rest	Mobilité européenne	Fonds d'aides sociales	Aide au permis B	Carte nationale d'apprenti	Ordinateurs	Chèques Culture	Autres aides	Total aides directes
Auvergne-Rhône-Alpes	2 403 970			227 925						1 056 223	3 688 118
Bourgogne-Franche-Comté			858 960		9 820						868 780
Bretagne	876 305		10 858 045								11 734 350
Centre-Val de Loire	287 090							66 123	283 700		636 913
Corse											
Grand Est											
Hauts-de-France	1 479 642										1 479 642
Île-de-France			4 782 554								4 782 554
Normandie	580 000		1 746 755								2 326 755
Nouvelle-Aquitaine			1 754 391			45 000	9 660			25 000	1 834 051
Occitanie	265 290		4 498 072	230 568				247 343			5 241 273
Pays de la Loire						16 000		191 889	204 143		412 032
Provence-Alpes-Côte d'Azur			507 207		12 240				118 350	28 264	666 061
<b>France métropolitaine</b>	<b>5 892 297</b>	<b>0</b>	<b>25 005 984</b>	<b>458 493</b>	<b>22 060</b>	<b>61 000</b>	<b>9 660</b>	<b>505 355</b>	<b>606 193</b>	<b>1 109 487</b>	<b>33 670 528</b>
Guyane					10 701	21 451					32 152

Source : comptes financiers des CFA consolidés par les conseils régionaux – remontées CNEFOP

## AIDES AUX JEUNES EN 2016 – CFA REGIONAUX

Tableau 28

	Aides directes aux apprentis										
	Premier équipement	Fournitures scolaires	Transport / Hébergement / Rest	Mobilité européenne	Fonds d'aides sociales	Aide au permis B	Carte nationale d'apprenti	Ordinateurs	Chèques Culture	Autres aides	Total aides directes
Auvergne-Rhône-Alpes	2 403 970			227 925						1 056 223	3 688 118
Bourgogne-Franche-Comté			858 960		9 820						868 780
Bretagne	876 305		10 858 045								11 734 350
Centre-Val de Loire	287 090							66 123	283 700		636 913
Corse											
Grand Est											
Hauts-de-France	1 479 642										1 479 642
Île-de-France			4 782 554								4 782 554
Normandie	580 000		1 746 755								2 326 755
Nouvelle-Aquitaine			1 754 391			45 000	9 660			25 000	1 834 051
Occitanie	265 290		4 498 072	230 568				247 343			5 241 273
Pays de la Loire						16 000		191 889	204 143		412 032
Provence-Alpes-Côte d'Azur			507 207		12 240				118 350	28 264	666 061
<b>France métropolitaine</b>	<b>5 892 297</b>	<b>0</b>	<b>25 005 984</b>	<b>458 493</b>	<b>22 060</b>	<b>61 000</b>	<b>9 660</b>	<b>505 355</b>	<b>606 193</b>	<b>1 109 487</b>	<b>33 670 528</b>
Guyane					10 701	21 451					32 152

Source : comptes financiers des CFA consolidés par les conseils régionaux – remontées CNEFOP

## Les aides rapportées aux effectifs pondérés d'apprentis

Tableau 28 bis

Région	Aide total par apprenti	Aides indirectes par apprenti	Aides directes par apprenti
Auvergne-Rhône-Alpes	294,352333	218,666033	75,6863001
Bourgogne-Franche-Comté	316,76827	270,59341	46,1748605
Bretagne	696,332046	30,0618896	666,270157
Centre-Val de Loire	408,871922	374,423711	34,4482108
Corse	439,952867	439,952867	0
Grand Est	279,366548	279,366548	0
Hauts-de-France	507,64869	463,250994	44,3976956
Île-de-France	79,5377157	19,927914	59,6098017
Normandie	333,157035	230,435085	102,72195
Nouvelle-Aquitaine	263,751282	213,040662	50,7106202
Occitanie	233,628914	76,8782187	156,750695
Pays de la Loire	398,345403	383,453945	14,8914579
Provence-Alpes-Côte d'Azur	142,978641	118,639644	24,3389973
<b>France métropolitaine</b>	<b>283,721055</b>	<b>200,505458</b>	<b>83,2155967</b>
Guyane	805,3837	746,497253	58,8864469

**CNEFOP**

Adresse postale : 14, Avenue Duquesne 75350 PARIS SP 07

Tél : 01 44 38 33 85

Document téléchargeable sur : [www.cnefop.gouv.fr](http://www.cnefop.gouv.fr)